

Achte Sitzung – Huitième séance**Mittwoch, 16. März 1977, Vormittag****Mercredi 16 mars 1977, matin**

8.00 h

Vorsitz – Présidence: Herr Wyer

77.009

Finanzplan 1978–1980**Plan financier 1978–1980**

77.010

Bundeshaushalt. Ausgleich**Finances fédérales. Equilibre**Bericht des Bundesrates zum Finanzplan vom 9. Februar 1977
(BBl I, 890)Botschaft, Gesetzentwurf und Beschlussentwürfe
zum Bundeshaushalt vom 9. Februar 1977 (BBl I, 789)Rapport du Conseil fédéral sur le plan financier
du 9 février 1977 (FF I, 908)Message, projet de loi et projets d'arrêté sur les finances
fédérales du 9 février 1977 (FF I, 809)**Antrag der Kommission****Finanzplan****Kenntnisnahme vom Bericht****Antrag Muret**

(vom 21. März 1977)

Kenntnisnahme in ablehnendem Sinne**A. Bundesgesetz über Massnahmen zum Ausgleich des Bundeshaushaltes****Mehrheit****Eintreten****Minderheit**

(Schmid-St. Gallen)

Nichteintreten**Antrag Muret****Nichteintreten****Proposition de la commission****Plan financier****Prendre acte du rapport****Proposition Muret**

(du 21 mars 1977)

Prendre acte du rapport en le désapprouvant**A. Loi fédérale instituant les mesures propres à équilibrer les finances fédérales****Majorité****Entrer en matière****Minorité**

(Schmid-St-Gall)

Ne pas entrer en matière**Proposition Muret****Ne pas entrer en matière**

23 – N

M. Richter, rapporteur de la majorité: La période que nous traversons implique une adaptation réfléchie, logique, cohérente et équilibrée de la politique financière de la Confédération aux fluctuations capricieuses d'une économie générale bien bousculée.

Pendant de nombreuses années, qui se sont régulièrement terminées par des résultats financiers encourageants, en dépit des avertissements qui depuis longtemps lui étaient prodigués, répondant aux aspirations générales de bien-être et de mieux-vivre, le Parlement avait pris de nombreuses décisions généreuses, d'autant plus naturellement que les moyens nécessaires étaient à portée de mains.

Mais, depuis 1975, la réalité a démontré avec sévérité que les moyens à disposition ne sont plus les mêmes. Le tableau des difficultés multiples de l'économie a détruit les illusions. Et comme il n'est de magie en matière financière... nous devons forcément nous résoudre à en venir en fin de compte à des solutions pragmatiques, bien mûries, qui permettent d'offrir des garanties pour l'avenir, sans compromettre l'acquis.

En dépit des augures de toute nature, nous devons reconnaître que nous n'avons en matière d'économie qu'une certitude: celle d'ignorer ce que demain sera réellement. Dès lors, face aux incertitudes de l'évolution, il convient de rechercher les solutions qui permettront de conserver le plus grand nombre d'atouts pour permettre demain à l'Etat, en cas de nécessité et de crise grave, d'intervenir encore avec l'efficacité voulue, sans l'hypothèque d'un endettement trop lourd.

Avec les nuances qu'impose la riche palette des opinions qui y sont représentées, voilà dans quel esprit votre commission a abordé l'examen du nouveau plan financier 1978–1980 et les mesures pour équilibrer les finances fédérales: prolongement normal des réformes de structures et de la politique de modération des dépenses, engagés depuis 1975.

Nous vous rappelons qu'au moment de l'adoption du budget de la Confédération pour 1977, vous avez adopté, le 30 novembre 1976, une motion par laquelle vous invitiez le Conseil fédéral à soumettre aux Chambres un nouveau plan financier pour les années 1978 à 1980, établi de sorte que les finances soient équilibrées dès 1980, abstraction faite des dépenses votées dans le cadre des programmes conjoncturels destinés à créer des possibilités de travail.

A cet effet, vous avez demandé que les subventions fédérales soient désormais inférieures au plafond fixé par la loi et que l'attribution de ces montants soit opérée compte tenu de l'état d'accomplissement des tâches.

L'ensemble des dépenses non liées et non fixées définitivement par une loi devraient être stabilisées sur la base du budget 1976. Enfin, le Conseil fédéral, avez-vous encore demandé, devrait proposer aux Chambres de modifier certaines dispositions légales, en particulier celles qui règlent les dépenses légalement liées.

Répondant avec autant de rapidité que de conviction à la motion du Parlement, le Conseil fédéral a élaboré un plan qui se fonde sur une hypothèse de croissance annuelle du produit national brut de 4 pour cent, présumant ainsi – mais ce n'est qu'une présomption – que ce taux correspondra grosso modo à l'évolution de ces prochaines années.

Constatant que le budget public est dans une certaine mesure aussi distributeur de travail et de consommation, le Conseil fédéral a estimé qu'il peut exercer un rôle accélérateur ou modérateur sur l'expansion intérieure. Cependant l'expansion constante du budget public à un rythme plus rapide que la croissance du produit national brut alourdit et affaiblit la capacité de concurrence extérieure de notre économie.

La question cruciale fut ainsi posée dans le débat d'entrée en matière: Cette planification en modération de la croissance va-t-elle à l'encontre de la politique anticyclique si constamment préconisée par certains?

Dès lors, l'ensemble des mesures pour équilibrer les finances fédérales sont-elles à l'heure actuelle acceptables?

Vous le savez, votre commission a été saisie d'une demande de non-entrée en matière. Celle-ci revient aujourd'hui devant le plénum et nous attendons avec intérêt les arguments peut-être nouveaux de M. Schmid-St-Gall qui vraisemblablement ne seront pas très différents de ceux que nous avons entendus en commission.

Votre commission, par 22 voix contre 1 et 2 abstentions, a accepté l'entrée en matière, en soulignant qu'elle apportait son appui à la conception et aux intentions exprimées par le Conseil fédéral dans son message, notamment la volonté et la nécessité de modérer la croissance des dépenses tout en sauvegardant l'acquis.

Elle a pris acte du plan financier – qui n'a que valeur indicative – en approuvant sa nouvelle version, qui présente en définitive et par rapport à sa première version des compressions de dépenses de 1,7 milliard pour 1978 et 2,5 milliards pour 1979.

Sur ces montants, environ 530 millions d'économies en 1978 et 630 millions en 1979 découleront des modifications des 37 textes de loi soumis aujourd'hui et demain à votre examen.

Félicitons le Conseil fédéral d'avoir su opérer des choix et d'avoir lucidement retenu et proposé certaines priorités. Tant le plan financier que les mesures législatives répondent au souci de ne pas entretenir l'inflation, ni de provoquer de déflation. En se réservant des priorités, le Conseil fédéral nous a démontré qu'il ne veut pas pour autant démanteler ce qui a été parfois difficile à créer. Il s'agit avant tout pour la Confédération de préserver à moyen et à long termes des conditions favorables en vue d'une croissance économique stabilisée. Pour cela, l'assainissement du ménage fédéral est une des conditions de réussite, car une poursuite de l'endettement entraînerait des conséquences inflationnistes préjudiciables à notre compétitivité sur les marchés extérieurs et aboutirait, en fin de compte, à des hausses massives d'impôts. Un alourdissement du service de la dette engourdirait les possibilités d'intervention de l'Etat lorsque celle-ci serait massivement indispensable. Et puis, ne nous leurrions pas, plus la remise en ordre serait tardive, plus elle serait douloureuse pour chacun. Sur un plan général, la Confédération vise toujours en premier objectif la lutte contre l'inflation. Dans ce domaine, reconnaissons que les mesures prises en son temps portent leurs fruits. L'objectif principal demeure inchangé. Et c'est bien ainsi. Par conséquent, hormis le bol d'air lâché lors de l'adoption des programmes de relance, le Conseil fédéral conserve le souci premier d'éviter toute politique financière dont les effets pourraient avoir des répercussions trop inflationnistes.

Au nombre des choix principaux – et dont le détail sera abordé tout à l'heure par nos collègues présidents et rapporteurs des sous-commissions – nous nous permettons de souligner ici que les investissements principaux, civils et militaires, sont fort peu touchés, puisqu'ils marquent même une progression en 1978 et en 1979. Dans le secteur de la prévoyance sociale où l'on a enregistré les fortes augmentations que vous savez ces dernières années, il y a lieu d'enregistrer aussi une évolution modérée, les dépenses prévues au titre de l'AVS (près d'un milliard) compensant la réduction envisagée au titre de l'assurance-maladie, qui sera elle-même compensée par une réorganisation complète de l'institution et de son financement. A cet égard, votre commission a adopté à l'unanimité une motion qui vous sera soumise plus tard et qui vise l'accélération des travaux préparatoires de la révision de la loi sur l'assurance-maladie et une intervention pour que l'augmentation des frais de l'assurance des soins médico-pharmaceutiques soit freinée.

Bien entendu, l'ensemble des mesures préconisées forme un tout qui suscitera çà et là des réserves. Mais en esprit confédéral, il faut accepter des concessions. Si, sectoriellement, certaines propositions posent des problèmes,

nous avons la conviction, après les travaux approfondis de votre commission, qu'il n'y a aucune raison de dramatiser en quoi que ce soit les effets des mesures préconisées. Dans l'ensemble, les économies ne sont pas si tragiques. Songez plutôt à ce qu'elles pourraient être, à ce qu'elles devraient être au lendemain d'un vote populaire négatif en juin prochain. Il est, vous le savez, de petites pilules qu'il est sage et prudent d'avaler avant que le mal ne s'étende.

C'est pourquoi, constatant qu'au vote d'ensemble votre commission a approuvé par 21 voix contre 3 les propositions du Conseil fédéral, constatant aussi l'accueil favorable que l'opinion publique du pays dans son ensemble a réservé aux propositions qui vous sont soumises ici, nous vous invitons à votre tour à accepter d'entrer en matière et à souscrire à l'ensemble des propositions qui vous sont faites. Dussent-elles, sur un point ou un autre, chatouiller la susceptibilité des intérêts électoraux que vous représentez ici dignement, avouez qu'il est combien plus important d'ancrer l'équilibre à long terme des finances de la Confédération, alors qu'il reste encore tant à faire dans ce pays.

Les discussions de votre Commission des finances se sont déroulées dans un esprit particulièrement constructif. Puisse cet esprit présider ici également à vos travaux, dans l'intérêt bien compris de l'ensemble du pays.

Eisenring, Berichterstatter der Mehrheit: Sie haben die Botschaft zum Ausgleich des Bundeshaushaltes vom 9. Februar 1977 mit den 36 Gesetzesänderungen, über die wir zu beschliessen haben. Sodann ist Ihnen der Bericht zur Finanzplanung 1978–1980 mit Perspektiven bis 1981 unterbreitet worden. Von diesem Bericht haben wir – es hat darüber auch keine einlässliche Beratung innerhalb der Kommission stattgefunden – lediglich Kenntnis zu nehmen. Zum ganzen Paket folgende Vorbemerkungen: Es steht im Zusammenhang mit der definitiven Verabschiedung des Finanzpaketes, das am 12. Juni zur Abstimmung gelangen wird. Nicht der Inhalt des Finanzpaketes allein, sondern die politische Situation ist ebenfalls zu würdigen. Zentrale Bedeutung besitzt die 1976 eingereichte und von beiden Räten unterstützte Sparmotion. Man muss dem Bundesrat, ohne eine genaue Analyse der Motion hier vornehmen zu müssen, attestieren, dass er dieser Sparmotion auf der ganzen Linie Folge geleistet und sie durchgesetzt hat.

Ferner gehört zur Würdigung der Ausgangslage, dass die Bundesratsparteien vorgängig der Sitzung der Kommission in gemeinsamen Gesprächen einen weitgehenden Konsens zu erwirken vermocht haben, so dass die politische Situation auch in dieser Hinsicht eine günstige war und die Kommissionsarbeiten daher in einem relativ einvernehmlichen Verhältnis vor sich gehen konnten.

In dritter Linie, ebenfalls zur Ausgangslage gehörend, ist zu berücksichtigen, dass die Finanzkommission durch den Beschluss der beiden Kammern zahlenmässig erweitert worden ist, so dass auch im vorparlamentarischen Rahmen ein breiterer Konsens erwirkt werden konnte, als das im Rahmen der «normalen» Finanzkommission der Fall gewesen wäre.

Nun, was liegt heute vor? Ich gehe davon aus, dass Sie Botschaft und Finanzplanungsbericht gelesen haben. Es sind Minderausgaben nicht gegenüber den effektiven Ausgaben festzustellen, sondern nur gegenüber dem bisherigen Finanzplan 1976. Das Wesentliche liegt somit darin, dass der bisherige Finanzplan des Bundesrates in einigen bedeutenden, allerdings auch nur punktuellen Bereichen revidiert worden ist. Gesamthaft resultieren, wenn Sie allen Beschlüssen zustimmen, gegenüber dem bisherigen Finanzplan für das kommende Jahr 1978 Minderausgaben von 0,53 Milliarden und 1979 von 0,63 Milliarden Franken. Allerdings ist ein Teil der Einsparungen gegenüber dem neuen Finanzplan durch bereits früher gefasste Beschlüsse des Parlaments vorweggenommen worden. Diese Einsparungen werden nun gesetzlich verankert.

Für die Gesamtbeurteilung wichtig ist, dass die Finanzrechnung des Bundes in den letzten fünf Jahren um 75

Prozent angestiegen ist. Dies ist mehr als der Anstieg des Bruttosozialproduktes, der ungefähr 50 Prozent betragen hat. Aus der Struktur des Finanzhaushaltes ergibt sich, dass das Schwergewicht der geplanten Einsparungen gegenüber dem bisherigen Finanzplan fast zwangsläufig bei den sogenannten Transferausgaben liegen muss. In Bezug auf die Transferausgaben ist festzuhalten, dass sie 1960 noch 44 Prozent der Bundesaussgaben darstellten. Inzwischen sind die Transferausgaben des Bundes auf 65 Prozent der Gesamtausgaben angestiegen. Der Bundesrat erklärte – nicht ganz zu Unrecht –, dass die Flexibilität in seinem eigenen Ausgabenbereich, nämlich in den restlichen 35 Prozent, doch relativ bescheiden sei, da 65 Prozent durch Transferbeschlüsse festgelegt wären. Der Schwerpunkt richtet sich daher gegen Transferbeschlüsse.

Eine Stabilisierung der Ausgaben, also ein eigentliches Einfrieren der Ausgaben, steht nicht in Aussicht. Damit sind auch keine echten strukturellen Veränderungen in Aussicht gestellt; doch sind einige strukturelle Änderungen initiiert, dies z. T. auch in Richtung der Neuaufteilung der Aufgaben zwischen Bund und Kantonen. Ebenso sollen durch einige Anträge in Bezug auf die Verkehrspolitik – ohne Vorwegnahme oder Beeinträchtigung der Gesamtverkehrskonzeption – einige neue Akzente gesetzt werden, so dass zum Teil eine bessere Berücksichtigung des darniederliegenden öffentlichen Verkehrs möglich sein wird.

Was den Bereich der Sozialpolitik anbetrifft, so wird noch Gelegenheit sein, im Zusammenhang mit der Einfrierung der Krankenkassenbeiträge und der damit zusammenhängenden Motion gegen die Explosion der Kosten der Gesundheitsvorsorge einlässlich darauf zu sprechen zu kommen.

Ein Wort zum Finanzplan, der – wie ich bereits dargelegt habe – nicht Gelegenheit bot, einlässlich untersucht zu werden. Hier ist wohl eine gewisse Skepsis angebracht. Wir verflachen nun wohl gesamthaft den Ausgabenanstieg – nämlich 1978 auf 4,6 Prozent, 1979 auf 3,9 Prozent und 1980 auf 4,8 Prozent. Es sind im Finanzplan einige weitere grosse Vorhaben eingesetzt. Ohne diese an dieser Stelle kritisieren zu wollen, müssen sie erwähnt werden. Ich erwähne daher die Hochschulförderung, gewisse landwirtschaftliche Ausgaben, dann die grosse AHV-Revision. Weiter hat der Bundesrat das Technorama, das vom Parlament zurückgestellt worden ist, erneut aufgenommen; auch das Rechtsvergleichsinstitut in Lausanne ist noch nicht von der Tapete verschwunden.

Man basiert aber nicht nur in Bezug auf die Ausgaben bei der Finanzplanung auf einer «Schönwetterplanung», sondern auch bei den Steuereinnahmen, sie sind – auch nach Ansicht der eidgenössischen Steuerverwaltung – relativ optimistisch eingesetzt. Gesamthaft rechnet der Bundesrat mit einem wirtschaftlichen Wachstum in den nächsten Planungs Jahren – bedingt bezogen auch auf den Finanzplan – von etwa 4 Prozent. Wir möchten dem Bundesrat und uns wünschen, dass diese 4 Prozent Realität werden.

Eine unmittelbare, d. h. sofortige Beseitigung der uns derzeit belastenden Defizitwirtschaft ist nicht möglich. Die Frage der Defizitdeckung bleibt damit weiterhin offen. Die damit verbundenen Probleme wurden bisher eher gering eingeschätzt. Aber wenn sich eine Zinswende einstellen sollte, könnten sich sehr bald neue Verhältnisse ergeben. Auf jeden Fall haben wir vorerst damit zu rechnen, dass sich eine Scherenbewegung zwischen der Einnahmenentwicklung einerseits und den Aufwendungen für Zinsen und Amortisationen andererseits vollzieht. Damit im Zusammenhang stellt sich erneut die schon früher diskutierte Frage der Grenzen der Staatsverschuldung, wobei wir bei der Würdigung der Grenzen der Staatsverschuldung nicht nur den Bund, sondern auch die Gemeinden und die Kantone sowie die gemischtwirtschaftlichen Unternehmungen mitzuberechnen haben werden.

In der Gesamtbeurteilung ist folgendes festzuhalten: 1. Der Sparmotion des Parlaments hat der Bundesrat Nachhachtung verschafft. Die Anträge der Kommission tragen dieser

bundesrätlichen Absicht und damit der eigenen richtungsweisenden Festlegung Rechnung. 2. Der Finanzplan lässt erkennen, dass der Bundesrat im Rahmen einer verstärkten Anstrengung zur Uebernahme oder Rückgewinnung der Führung in der Ausgabengestaltung versucht hat und willens ist, die Entwicklung besser in den Griff zu bekommen. 3. Es gilt die Einschränkung anzubringen, dass sich die Sparanträge lediglich auf Anträge des Bundesrates beziehen und die erweiterte Finanzkommission keine weiteren Sparmöglichkeiten, soweit sie nicht bereits vom Bundesrat beantragt worden sind, in Betracht gezogen hat. Die Gründe, die hierfür massgebend sind, wie sehr komplizierte Rechtsfragen, Zeitfragen usw., sind Ihnen hinlänglich bekannt. Doch darf man folgern, dass die Sparanstrengungen, ohne in eine Spareuphorie verfallen zu sein, verstärkt und hoffentlich fortgesetzt werden. Wir glauben, dass auch in anderen Bereichen als in den beantragten noch Sparmöglichkeiten liegen. Auf die konjunkturpolitischen Aspekte werden wir im Zusammenhang mit dem Antrag unseres Kollegen Schmid zu sprechen kommen.

Namens der Kommission möchte ich Ihnen beantragen, auf die Vorlage einzutreten. In der Kommission ist das mit 22 : 1 Stimme bei 2 Enthaltungen geschehen. In der Gesamtabstimmung ist die Vorlage mit 21 : 3 Stimmen gutgeheissen worden. Vom neuen Finanzplan haben wir Kenntnis zu nehmen. Eine längere Debatte hierüber wird wohl nicht notwendig sein.

Ich bitte Sie nun, den Ueberlegungen der Kommission Rechnung zu tragen sowie dem Konsens, der in der Kommission weitestgehend erreicht worden ist. Sie wollen dies tun, indem Sie nicht eine grosse Zahl neuer Anträge einbringen, die ohnehin keine Aussicht auf Annahme haben, und die wir, soweit sie nicht weitere Einsparungen gegenüber dem Finanzplan 1976 bzw. 1978–1980 bringen, entschieden bekämpfen müssten.

Schmid-St. Gallen, Berichterstatter der Minderheit: Was wir hier vor uns haben, scheint mir geradezu eine Verjüngungskur zu sein. Liest man die Botschaften und hört man die Äusserungen von Herrn Bundesrat Chevallaz zu diesen Vorlagen, so fühlt man sich 40 Jahre jünger. Man fühlt sich in die dreissiger Jahre zurückversetzt.

In den dreissiger Jahren wurde ebenfalls, wie heute, dem Kampf gegen die Inflation oberste Priorität eingeräumt; in den dreissiger Jahren wurde, wie heute, dem jährlichen Budgetausgleich oberste Priorität eingeräumt. Was aber damals falsch war, das ist auch heute noch falsch. Ich sage nicht, dass der Kampf gegen die Inflation an sich falsch ist. Ich sage auch nicht, dass es falsch ist, wenn man für ein ausgeglichenes Budget und für einen ausgeglichenen Haushalt eintritt. Aber die politische Zielrichtung, die wir einschlagen, die wirtschaftspolitischen Prioritäten, sind in der heutigen Situation der Unterbeschäftigung eindeutig falsch gesetzt.

Bezeichnenderweise weicht man denn solchen Ueberlegungen auch vorwiegend aus und beschränkt sich auf sogenannte politische Argumentationen. Es wird gesagt: Erst sparen, dann steuern, und es wird auf die Abstimmung vom 12. Juni über die Mehrwertsteuer hingewiesen. Es wird behauptet, nur wenn man eine Vorleistung erbringe, sei das Schweizervolk bereit, diese Mehrwertsteuer überhaupt zu akzeptieren. Ob diese Behauptung stimmt, werden wir nie wissen, denn wir werden nie feststellen können, welche Motive die 30 oder 40 Prozent der Stimmberechtigten, die sich am 12. Juni an der Abstimmung beteiligen werden, veranlassen, ein Ja oder ein Nein in die Urne zu werfen. Persönlich bin ich der Meinung, dass diese Sparanstrengungen die Abstimmung negativ beeinflussen könnten. Wir haben eine Vorlage vor uns, die dem fakultativen Referendum untersteht; also können diese Einsparungen erst nach dem 12. Juni in Kraft gesetzt werden. Das wird aber ein Teil unseres Volkes nicht realisieren, daher wird die Meinung aufkommen, dass man ja ohne weiteres und ohne dass es jemandem weh tut, Hunderte von Millionen sparen kann. So könnte die Meinung auf-

kommen, man sollte soviel sparen, dass man auf die Mehrwertsteuer verzichten kann.

Ich übersehe nicht, dass Sparen gegenwärtig in weiten Kreisen unseres Volkes sehr populär ist. Ich übersehe auch nicht, dass man sich ohne weiteres profilieren kann im Volk, wenn man für das Sparen eintritt. Aber wir dürfen nicht vergessen: Wenn wir die öffentlichen Ausgaben beschränken, werden wir Arbeitsplätze gefährden, und wenn wir Arbeitsplätze gefährden, gefährden wir nicht selten auch Existenzen. Da zögere ich keinen Augenblick, die Konsequenzen zu ziehen und die Prioritäten so zu setzen, dass ein Beitrag geleistet wird zur Erhaltung der Arbeitsplätze und damit zur Erhaltung von Existenzen. Damit habe ich auch bereits angedeutet, aus welchen Gründen ich diese Vorlage ablehne. Es sind, wie bereits erwähnt, konjunkturpolitische Gründe; es sind aber auch – und darauf werde ich am Schluss noch zurückkommen – verfassungsrechtliche Gründe.

Vorerst zu den konjunkturpolitischen Gründen. Ich darf auf meinen Gewährsmann, Herrn Bundesrat Brugger, zurückgreifen. Er hat am letzten Montag in diesem Saal gesagt: «Im privaten Investitionsbereich ist nicht mehr los.» Er fügte hinzu, dass auch der private Konsum stagniert. Blättert man Zeitungen durch und liest die Überschriften, so fallen einem folgende Schlagzeilen auf: «Aufschwung noch nicht in Sicht», «Unsicherheit dominiert», und konsultiert man den Bericht der Kommission für Konjunkturfragen über die Wirtschaftsaussichten für das Jahr 1977, so kann man dort lesen: «Der Arbeitskräftebedarf wird weiter sinken, was den geburtenreichen Jahrgängen, die neu ins Erwerbsleben eintreten, vermehrt Schwierigkeiten verursachen wird.» Weiter hinten schreibt die Kommission für Konjunkturfragen: «Die schwache Binnennachfrage wird auch weiterhin Vollbeschäftigung, ausgewogenes wirtschaftliches Wachstum und das Einpendeln eines ausserwirtschaftlichen Gleichgewichtes verhindern.» Ich bitte Sie zu beachten, dass es sich hier nicht um Extrapolationen bestimmter Situationen ins Jahr 2000 handelt, sondern um Aussagen, die sich auf Befragungen von Unternehmungen stützen. Die Unternehmungen werden regelmässig befragt, wie sie ihre Situation in den nächsten Monaten beurteilen, und zwar gestützt auf Arbeitsvorrat, Auftragsbestand und Bestellungseingänge. Daher darf man durchaus auf diese sehr kurzfristigen und immer sehr vorsichtig formulierten Prognosen abstellen. Die Situation, die ich Ihnen geschildert habe, ist nicht neu; sie hält schon seit Monaten an. Das ist auch der Grund, weshalb ich das dritte Arbeitsbeschaffungsprogramm des Bundesrates als an der unteren Grenze des Vertretbaren bezeichnet und schon im vergangenen September ein viertes Arbeitsbeschaffungsprogramm verlangt habe. Ich darf mich wieder auf Herrn Bundesrat Brugger berufen. Er hat ebenfalls am letzten Montag hier erklärt, Bauvorhaben der öffentlichen Hand und der öffentlichen und gemischtwirtschaftlichen Unternehmungen für die Jahre 1977 bis 1981 im Betrage von 62,5 Milliarden Franken seien vorhanden. Dazu kommen Ausrüstungen im Betrage von 23 Milliarden Franken. Es soll daher niemand sagen, wir hätten keine Projekte mehr. Was heute zur Diskussion steht, ist aber gar nicht ein neues Arbeitsbeschaffungsprogramm; es ist vielmehr ein Schritt in die umgekehrte Richtung, der zur Folge hat, dass die Inlandnachfrage zurückgeht, dass sachliche Produktionsmittel weniger ausgelastet sein werden, dass die Arbeitslosigkeit zunimmt und damit der Wohlstand unseres Volkes sinkt.

Nun kann man allerdings sagen – auch Herr Eisenring und Herr Richter haben das sehr deutlich betont –, dass hier gar keine Ausgabensenkungen zur Diskussion stehen. Das ist richtig. Es ist tatsächlich so, dass nicht Ausgaben gesenkt werden gegenüber dem, was jetzt ausgegeben wird. Beabsichtigt sind aber Kürzungen gegenüber dem, was beabsichtigt war. Wir stellen ja fest, dass das, was wir jetzt machen, und das, was wir bis vor kurzem beabsichtigt haben, nicht ausreicht zur Herstellung der Vollbe-

schäftigung; also wird ein Schritt in die umgekehrte Richtung um so weniger ausreichen.

Ein weiterer Einwand geht dahin, dass man differenzieren müsse zwischen Investitionen und Konsumausgaben. Darauf hat namentlich Herr Letsch hingewiesen. Auch diese Differenzierung ist grosso modo richtig, weil Investitionen Einkommen erzeugen, die wiederum Konsumnachfrage nach sich ziehen und daher eine grössere Einkommenswirkung, eine grössere Multiplikatorwirkung haben als Konsumausgaben, die, wenigstens teilweise, im Sparstrumpf landen. Ich habe mich in der Kommission erkundigt, wie gross die Investitionen seien, die gekürzt werden sollen gegenüber dem, was beabsichtigt war. Die Botschaft sagt darüber nichts aus. Aber glauben Sie ja nicht, dass ich darauf eine Antwort erhalten hätte. Da schwiegen sich diese Herren souverän aus. Die geben sich nicht mit Kleinigkeiten wie der Differenzierung zwischen Konsum und Investitionen ab. Das deutet darauf hin, dass der Bereich der Investitionen, der betroffen wird, sehr gross sein muss; sonst hätten diese Leute doch ohne weiteres entsprechende Angaben machen können. Namentlich bei den SBB und im Transferbereich ist die Gefahr gross, dass Investitionen gekürzt werden.

Weiter wird darauf hingewiesen, dass die antizyklische Konjunkturpolitik unter Fachleuten selbst umstritten ist. Es werden namentlich die Monetaristen anvisiert. Es wird hauptsächlich gesagt, dass sich eine konjunkturpolitische Wirkung der Fiskalpolitik empirisch nicht nachweisen lasse. Das gebe ich zu, denn in diesem Lande ist nie eine antizyklische Fiskalpolitik betrieben worden. Von den Monetaristen können wir indessen eines lernen, nämlich dass man verzichten soll auf eine Stop-and-go-Politik, dass man verzichten soll auf eine Politik, die vorerst einen Schritt nach vorn und dann einen Schritt zurück macht. Frau Uchtenhagen hat vorgestern sehr deutlich darauf hingewiesen, dass wir in den letzten Jahren Investitionen aufgrund der Arbeitsbeschaffungsprogramme von etwa 3 Milliarden Franken realisiert und Einsparungen von ebenfalls rund 3 Milliarden Franken gemacht haben. Hätten wir auf die ganze Uebung verzichtet, dann hätten wir wenigstens das Sitzungsgeld sparen können!

Die Vollbeschäftigung lässt sich nur durch Stimulierung der Binnenwirtschaft wiederherstellen. Eine Alternative gibt es nicht. Auch was Herr Erbe vorschlägt, das habe ich Ihnen am Montag bereits gesagt, ist keine Alternative, und die Exportförderung, die der Bund treibt, ist nur eine sehr minime Alternative. Diese Erkenntnis hat übrigens auch die OECD gehabt, deshalb hat sie der Schweiz ein neues Konjunkturprogramm empfohlen.

Noch ganz kurz zum Problem der Verfassungswidrigkeit. Diese Vorlage verstösst meines Erachtens gegen den Grundsatz der Einheit der Materie. Zwar schreibt Artikel 121 Absatz 3 der Bundesverfassung die Einheit der Materie nur für Volksinitiativen vor. Wir haben hier aber eine referendumsfähige Vorlage vor uns. Wenn das Referendum ergriffen wird, muss das Schweizer Volk, genau gleich wie bei einer Volksinitiative, ja oder nein sagen. Nun ist es ganz klar, dass nur über eine einheitliche Materie eindeutig mit Ja oder Nein entschieden werden kann. Wenn gesagt wird, das Sparen sei die einheitliche Materie, ist doch daran zu erinnern, dass diese Vorlage Änderungen enthält, welche die Bundeskasse gar nicht treffen. Ich erinnere an die Aenderung des Postverkehrsgesetzes. Ein weiteres Beispiel: Man kann sehr wohl dafür sein, dass die Benützung der Landeskarten gebührenpflichtig wird. Das heisst aber noch lange nicht, dass man auch mit der Präjudizierung der Gesamtverkehrskonzeption einverstanden sein muss, welche diese Vorlage, durch Vorschriften auf dem Gebiete des Verkehrs, enthält.

Diese wenigen Aeusserungen zeigen Ihnen, dass ich auf diese Vorlage nicht eintreten kann. Ich stimme gegen Eintreten, weil diese Vorlage Arbeitsplätze gefährdet, und ich stimme gegen Eintreten, weil diese Vorlage bundesverfassungswidrig ist.

M. Muret: C'est enfoncer une porte ouverte, mais il est parfois nécessaire de se livrer à cet exercice, que de constater que l'opération «économies» du Conseil fédéral tient à la fois du rébus, de l'équilibrisme, du concours de pronostics et du roman d'anticipation.

En effet, on ne peut que relever tout ce qu'a d'approximatif le nouveau plan de réduction des dépenses, combien il repose sur des suppositions et combien, en particulier, il est intégralement dépendant de décisions qui ne sont pas encore prises et dont on ne sait pas ce qu'elles seront, comme c'est le cas en tout premier lieu du prochain scrutin sur l'introduction de la TVA.

En fait, après avoir adopté, il y a un an, un premier plan, celui de janvier 1976, qui prévoyait déjà une réduction de l'augmentation des dépenses futures, on le corrige aujourd'hui dans le sens d'une augmentation de la diminution des augmentations de dépenses éventuellement à venir. C'est, comme on le voit, d'une éblouissante précision!

On observera, et nous sommes tout prêts à l'admettre, que c'est là le sort et la nature de tous les plans de cette espèce. Mais c'est souligner en même temps tout ce qu'un tel édifice a d'instable, de théorique et, bien entendu, de pratiquement impénétrable pour l'homme de la rue. On se borne ainsi commodément à faire miroiter à ses yeux le mot magique d'économies en lui dissimulant, à travers l'inextricable maquis d'un plan hypothétique, que c'est lui qui fera tous les frais de l'opération.

Tout le monde sait pourquoi le Conseil fédéral est si pressé de faire adopter d'urgence son nouveau plan, alors qu'une attente de trois mois seulement permettrait d'éliminer certaines des plus grosses inconnues du problème sans rien changer à la date de son entrée en vigueur. Tout ce qu'il y a d'officiel et de sérieux en Suisse (et on sait que ce n'est pas ça qui manque) l'a proclamé très ouvertement: il s'agit d'une manœuvre purement tactique. Il s'agit de donner un gage ou d'offrir un sucre aux enrégés d'économies à n'importe quel prix, afin de leur faire accepter, le 12 juin prochain, les trois milliards de charges nouvelles que la TVA ferait peser sur la grande majorité de la population.

Tout comme les bonnes boucheries attirent la clientèle en affichant en vitrine «Baisse sur le veau», le Palais fédéral placarde aujourd'hui à son fronton: «Baisse sur les dépenses.»

Et c'est pour mieux séduire ou mieux apaiser M. Letsch et la collection choisie de représentants des banques et des trusts qui constituent son «comité d'action pour une gestion économe des finances fédérales». Je crois du reste que notre éminent rapporteur de langue allemande nous fait l'honneur d'y représenter notre assemblée... L'opération publicitaire paraît d'ailleurs avoir atteint son but puisque ledit comité vient, ce qui est révélateur, de décerner au projet gouvernemental une «bonne note d'ensemble».

Ainsi, le nouveau plan financier n'est rien d'autre qu'une nouvelle concession massive à la droite et à sa politique, à cette droite qui, nous le prétexte démagogique par excellence d'économiser coûte que coûte, ne cherche en réalité qu'à sauvegarder les privilèges de la richesse et du grand capital et à freiner au maximum, pour finir par la démanteler durablement, toute politique sociale.

En effet, le contenu de classe, le contenu antipopulaire du nouveau programme dit d'économies saute aux yeux. Presque chacun de ses chapitres implique des amputations de prestations sociales ou d'intérêt général.

Alors que le plan financier de l'année dernière prévoyait des plafonds de dépenses encore équivalents en matière de prévoyance sociale et d'armement, le plan d'aujourd'hui réduit, pour 1977, 1978 et 1979, les ressources attribuées à la sécurité sociale et en particulier à l'assurance-maladie d'un montant supérieur de moitié, avec 768 millions d'économies, à celles du budget militaire, avec 518 millions.

On économise – soit à nouveau, soit en rendant définitives les compressions temporaires en cours – sur l'enseigne-

ment primaire, sur la recherche, sur la formation professionnelle, sur les bourses d'études, sur les abonnements de chemins de fer pour travailleurs et écoliers.

On économise de même sur les transports publics (en ouvrant la porte à une politique aberrante de démantèlement des services publics, des CFF en particulier). On économise sur les investissements agricoles et l'économie sucrière, sur le réseau routier, sur la protection de la nature et la police des forêts, sur la gymnastique et les sports, sur la santé publique, en s'en prenant à la lutte contre la tuberculose et les maladies rhumatismales.

Enfin, cela devient banal à force de le redire, une part massive des économies prévues jouera sur les dépenses dites de transfert, c'est-à-dire qu'elles se réaliseront au détriment des cantons et des communes. Et elles se monteront à la bagatelle de 734 millions pour 1978 et 873 millions pour 1979, représentant pour ces deux années près de 40 pour cent de l'ensemble de ce qu'on appelle les compressions de dépenses.

Il va de soi que nous ne sommes en rien – ce serait simplement ridicule – des ennemis de principe de toute économie, mais la question de fond, la question déterminante, c'est une vérité à la Palice, est celle de savoir où économiser, sur qui et sur quoi. Or le nouveau plan financier y répond pour sa part sans la moindre équivoque: c'est aux dépens presque exclusifs du monde du travail et des exigences élémentaires de l'intérêt collectif qu'il réduit les dépenses de l'Etat. C'est cela dont nous ne voulons pas et que nous refusons avec d'autant plus de résolution qu'il n'y a pas dix jours, la majorité de cette assemblée vient encore de vider d'une large part de sa substance, déjà singulièrement maigre, le tardif projet renvoyé depuis deux ans de session en session, qui est censé prévoir des mesures de lutte contre une fraude fiscale massive et insolente.

Par ailleurs, il faut relever avec insistance que, si le nouveau plan financier se distingue sur le plan de l'épicerie et de la comptabilité, il est établi en fait en marge des problèmes principaux et brûlants que la réalité pose chaque jour au peuple et au pays. Il faut relever qu'en fait, il ignore ou il néglige – M. Schmid vient de le dire en termes excellents – l'existence de la récession grave, qui a mis fin brutalement à plus d'un quart de siècle de haute conjoncture et qui sévit depuis plus de deux ans.

Une récession que reflètent des chiffres élémentaires: 300 000 emplois ont été supprimés en Suisse; on y comptait officiellement 21 000 chômeurs à fin janvier; on a assisté l'année dernière, selon les plus récentes données de la Commission fédérale de recherches économiques, à un blocage de fait des salaires; mais, en même temps, la somme des bilans des trois plus grandes banques du pays a dépassé en 1976, avec 147 milliards, le montant total du produit national brut, c'est-à-dire la somme de toutes les activités économiques du pays.

On nous dira que ce n'est là qu'une image. Elle n'en est pas moins d'une rare éloquence. Or le nouveau plan financier reste tout simplement étranger à cette réalité essentielle. Rien n'y est prévu pour rétablir le plein emploi ni pour relancer l'économie et encore moins, bien entendu, qui soit de nature à ouvrir la voie si peu que ce soit à des modifications de structures. Tout se passe au contraire comme si on entendait maintenir délibérément une bonne marge de 20 000 chômeurs à titre de volant de sécurité et de moyen de pression sur les salaires.

Le programme fédéral d'économie se situe ainsi à tout le moins à la limite d'une politique de déflation. Il lui ouvre la porte. MM. les conseillers fédéraux Brugger et Chevalaz n'ont-ils pas du reste, il y a peu, déclaré catégoriquement tous les deux qu'à leurs yeux le danger numéro un était l'inflation et que le plus important était de tout faire pour empêcher son retour? C'est là une position à partir de laquelle, dans le cadre du système actuel, la tentation est grande de passer à l'autre extrême. Il est clair que

tout en condamnant la déflation en paroles le Conseil fédéral en prend bel et bien le chemin.

Pour notre part, nous nous refusons à opérer un tel choix. Ce que nous voulons c'est une autre politique, ce sont des réformes de structures, c'est un véritable changement de direction, tels que les réclame l'initiative du Parti du travail déposée en 1975 et qui sera bientôt, paraît-il, soumise au Parlement. Il s'agit pour nous d'ordonner et de planifier l'économie, de mettre enfin à contribution les profits exorbitants des grandes concentrations capitalistes, de garantir la sécurité de l'emploi et la sécurité sociale, de veiller à la santé publique, d'assurer une protection réelle de l'environnement.

A tout cela, le Conseil fédéral tourne le dos. Son nouveau plan financier s'inscrit clairement dans la ligne de la politique qu'il a menée depuis le début de la récession et qui consiste à faire supporter les frais de celle-ci par le monde du travail afin d'épargner les privilèges d'une petite minorité toute puissante. C'est la ligne déflationniste et antisociale inaugurée par le premier «paquet» d'un milliard d'économies décidées d'urgence en janvier 1975, un «paquet» qui réduisait de 540 millions la contribution fédérale à L'AVS, de 76 millions les subventions à l'assurance-maladie, etc. Et un «paquet», soit dit entre parenthèses, qui a été formellement déclaré «acceptable» à titre temporaire par le groupe socialiste, ce qui n'a pas empêché la propagande du Parti socialiste de se livrer froidement ensuite, devant le corps électoral, à une virulente critique de ce qu'il avait adopté. Maintenant que le temporaire devient définitif, le Parti socialiste suisse va-t-il rééditer cette petite opération? On souhaite que non, on le saura bientôt.

Mais pour ce qui nous concerne, nous constatons que la politique fédérale ne change pas de caractère ni d'objectif. Au contraire elle ne fait que s'aggraver et cela, répétons-le, en cédant complaisamment à la pression systématiquement orchestrée de la droite et du grand capital, du Vorort, de l'Association suisse des banquiers, des dirigeants réactionnaires de l'USAM, du grand patronat et de sa Société de développement de l'économie suisse.

C'est pourquoi le groupe de Parti du travail et du PSA s'oppose à l'entrée en matière sur les trois projets qui nous sont soumis.

Fischer-Weinfeld: Die Fraktion der Schweizerischen Volkspartei hat vom neuen Finanzplan des Bundes für die Jahre 1978 bis 1980 sowie von den Finanzperspektiven für den Bundeshaushalt im Jahre 1981 in zustimmendem Sinne Kenntnis genommen. Sie ist mit der darin enthaltenen Zielsetzung, die bereits für das Jahr 1979 einen einigermaßen ausgeglichenen Bundeshaushalt anstrebt, voll und ganz einverstanden. Wir sind auch der Meinung, dass die Zahlen, aus denen sich der neue Finanzplan zusammensetzt – also insbesondere die Einnahmen- und Ausgaben-schätzungen für die nächsten Jahre – im grossen und ganzen als realistisch bezeichnet werden dürfen. Einzig das für den Planungszeitraum geschätzte wirtschaftliche Wachstum von durchschnittlich 4 Prozent nominell pro Jahr scheint uns aufgrund der heute bestehenden Wirtschaftsaussichten eher etwas zu optimistisch angenommen worden zu sein. Dabei hoffen wir natürlich nicht, dass das nominelle Wachstum der nächsten Jahre durch neue Inflationsschübe in die Höhe getrieben wird; denn eine neue Teuerungswelle, wie wir sie z. B. in der ersten Hälfte der siebziger Jahre gehabt und erlebt haben, wäre etwas vom Ungeschicktesten, das uns in den kommenden Jahren passieren könnte. Vor allem im Blick auf unsere Konkurrenzfähigkeit auf den Auslandsmärkten kommt dem Bestreben nach einer möglichst geringen Teuerungsrate eine erstrangige Bedeutung zu. Stabile Verhältnisse an der Teuerungsfront werden wir aber auf die Dauer nur dann erreichen können, wenn unter anderem auch die Finanzpolitik der öffentlichen Hand einigermaßen inflationsneutral ist. Das möchte ich vor allem unserem verehrten Kol-

legen Hans Schmid sagen. Das heisst aber nichts anderes, als dass der öffentliche Haushalt im grossen und ganzen ausgeglichen sein muss. Das Ziel des neuen Finanzplanes, die Einnahmen und die Ausgaben des Bundes bis zum Ende des laufenden Jahrzehnts wieder ins Gleichgewicht zu bringen, scheint uns deshalb für die längerfristige wirtschaftliche Entwicklung in unserem Land von allergrösster Bedeutung zu sein. Sofern sich die wirtschaftliche Situation in der Zukunft nicht mehr weiter verschlechtert, glauben wir, dass die vom Bundesrat im neuen Finanzplan vorgenommene Prioritätenfestsetzung, die dem Budgetausgleich absoluten Vorrang einräumt, auch vom wirtschaftlichen Standpunkt aus durchaus richtig ist. Wir teilen also die Auffassung jener Nationalökonominnen und Volkswirtschaftsprofessoren nicht, die behaupten, das vorliegende Sparpaket sei in der heutigen Situation in allen Teilen konjunkturwidrig. Deshalb lehnen wir auch die vorwiegend konjunkturpolitisch begründeten Nichteintretensanträge der Herren Kollegen Schmid und Muret ab. Ich möchte hier aber eine Ergänzung und Einschränkung anbringen: Sollte sich die wirtschaftliche Lage schlagartig verschlechtern und kurzfristig zu einer erheblichen Erhöhung der Arbeitslosenzahlen führen, dann wären auch nach unserer Auffassung die Schwerpunkte wieder etwas anders zu setzen.

Es gibt nun aber neben den wirtschaftlichen noch sehr wichtige politische Gründe, die für die im neuen Finanzplan niedergelegte Prioritätsordnung sprechen. Wir alle wissen, dass das bereits verabschiedete Steuerpaket am kommenden 12. Juni nur dann eine reelle Chance hat, die Abstimmungshürde zu überwinden, wenn wir unserem Volk glaubhaft zeigen, dass wir bestrebt sind, alles im Bereiche unserer Möglichkeiten stehende zu tun, um die Ausgabenexplosion beim Bund in den Griff zu bekommen. Zu diesem Zwecke haben wir auch im letzten Jahr eine Sparmotion mit einem klaren Auftrag an den Bundesrat gerichtet, und was wir heute vor uns haben – der neue Finanzplan und das Massnahmenpaket –, ist eigentlich nichts anderes als die Erfüllung dieses Auftrages, den wir dem Bundesrat überbunden haben. Ich möchte an dieser Stelle dem Bundesrat und insbesondere dem Chef des Finanzdepartements für die grosse und prompte Arbeit, die in so kurzer Zeit geleistet worden ist, im Namen der SVP-Fraktion bestens danken.

Schliesslich gibt es noch einen dritten, einen sachlichen Grund, der zum neuen Finanzplan geführt hat. Wir mussten nämlich feststellen, dass im Finanzplan vom 28. Januar 1976 vor allem auf der Einnahmenseite wesentliche Fehlschätzungen vorgekommen sind. Die Einnahmen sind im alten Finanzplan viel zu optimistisch eingesetzt worden. Heute wissen wir, dass z. B. im Jahre 1978 zwischen den seinerzeit geschätzten Einnahmen und den heute für das nächste Jahr in Aussicht stehenden Einnahmen eine Lücke von nicht weniger als rund 2,5 Milliarden klappt; statt 18,6 Milliarden Einnahmen im Jahre 1978, gemäss Finanzplan vom Januar 1976, werden es aufgrund der neuesten Schätzungen etwa 16 bis 16,1 Milliarden sein. Die Rezession hat sich also auf die Bundeseinnahmen – das stellen wir heute schlicht und einfach fest – wesentlich stärker ausgewirkt als man noch vor 1½ Jahren angenommen hat. Es wäre ja nun geradezu ein Selbstbetrug, wenn man angesichts dieser neuen Situation an Finanzplanzahlen festhalten wollte, die sich als derart unrealistisch erwiesen haben oder erweisen, dass sie nicht die geringste Aussicht haben, je realisiert werden zu können. Also auch von dieser Seite her hat sich ein neuer Finanzplan geradezu aufgedrängt. Die SVP-Fraktion stimmt, wie ich bereits erwähnt habe, aus allen diesen Gründen und Überlegungen dem neuen Finanzplan zu.

Nun noch ein Wort zum Spar- oder Massnahmenpaket: Auch hier stimmen wir zu, obwohl damit auch von jenen Kreisen namhafte Opfer verlangt werden, denen wir uns in besonderem Masse verbunden und verpflichtet fühlen. Wir glauben aber, dass die Symmetrie der Opfer dem Bundes-

rat recht gut geglückt ist, und wir möchten das vorgelegte Massnahmenpaket als wohldurchdacht und ausgewogen bezeichnen. Wir stimmen auch den Abänderungen zu, die von der Vorberatenden Finanzkommission vorgenommen worden sind. Wir sind in unserer Fraktion einzig beim Problem der Abänderung des Postverkehrsgesetzes geteilter Meinung. Wir sehen an sich die Notwendigkeit einer Ueberprüfung des öffentlichen Verkehrs im regionalen Bereich durchaus ein, und wir möchten auch nicht zum vornherein in Abrede stellen, dass hier durch gezielte Rationalisierungsmassnahmen noch Einsparungen möglich sind. Wir glauben aber, dass dieses Problem nicht im Rahmen der Neuordnung unserer Bundesfinanzen gelöst werden kann. Wir meinen, dass diese ganze Angelegenheit bei der Realisierung der Gesamtverkehrskonzeption speziell geprüft und einer Lösung zugeführt werden muss.

Gestatten Sie mir zum Schluss noch zwei Bemerkungen; eine erste zum Eidgenössischen Militärdepartement. Da möchte ich Ihnen bekanntgeben, dass sich die SVP gegen alle Vorstösse wenden wird, die darauf abzielen, den Ausgabenplafond dieses Departements weiter zu senken. Wir weisen darauf hin, dass im EMD, namentlich im Zusammenhang mit dem Budget für das Jahr 1977, wesentliche Kürzungen (über 100 Millionen) vorgenommen worden sind, und wir haben die Auffassung, dass wir damit an die unterste Grenze dessen gelangt sind, was zur Aufrechterhaltung einer einigermaßen glaubwürdigen Landesverteidigung noch verantwortet werden kann.

Nun noch ein letztes Wort zur Landwirtschaftspolitik. Hier hat man ja gewisse Stimmen vernommen, die behaupten, die Landwirtschaft sei im Rahmen dieser ganzen Sparübung zu gut weggekommen. Wir teilen diese Auffassung nicht, sondern möchten daran erinnern, dass im agrarpolitischen Bereich bereits bei der Behandlung des Budgets 1977 erhebliche Kürzungen vorgenommen worden sind. Wir sparen auch mit den nun vorgeschlagenen Massnahmen einige weitere Dutzend Millionen Franken ein. Wir glauben, dass sich die Opfer, die von der Landwirtschaft verlangt werden, vertreten lassen, wir dürfen aber unter keinen Umständen weitergehen. Die SVP wendet sich gegen alle Massnahmen, die insbesondere das bäuerliche Einkommen im heutigen Zeitpunkt reduzieren würden, dies nicht zuletzt auch im Blick auf die bevorstehende Milchkontingentierung. Wir möchten in diesem Zusammenhang auch darauf hinweisen, dass wir im internationalen Vergleich mit unseren Aufwendungen für die Agrarwirtschaft nicht schlecht dastehen. Wir haben vor kurzem die Ergebnisse einer diesbezüglichen Untersuchung erhalten. Aus dieser geht hervor, dass die Europäische Wirtschaftsgemeinschaft (die EWG) pro Kopf der Bevölkerung für die Landwirtschaft im Jahre 1973 194 Franken aufgewendet hat. In der Schweiz waren es 172 Franken. Wir liegen also in bezug auf die Belastung durch die Agrarpolitik pro Kopf der Bevölkerung unter dem europäischen Durchschnitt. Genau gleich liegen die Dinge, wenn man die öffentlichen Aufwendungen für die Agrarwirtschaft am Bruttosozialprodukt misst. Man hat festgestellt, dass die EWG 1,45 Prozent ihres Bruttosozialproduktes für die Unterstützung von landwirtschaftlichen Massnahmen aufwendet. In unserem Land waren es nur 0,84 Prozent, also gemessen am Bruttosozialprodukt nur etwa die Hälfte dessen, was im europäischen Raum für den gleichen Zweck aufgewendet wird.

Das sind einige Ueberlegungen und Gründe, die uns veranlassen werden, alle Vorstösse, die eine weitere Reduktion der landwirtschaftlichen Unterstützungsmassnahmen zum Ziele haben, von unserer Fraktion aus entschieden zu bekämpfen. Zum Schluss möchte ich nochmals betonen, dass die SVP-Fraktion für Eintreten auf die Massnahmen zum Ausgleich des Bundeshaushaltes stimmen wird, und sie wird auch – wie bereits erwähnt – die beiden Nichteintretensanträge Schmid und Muret ablehnen.

Hubacher: Die Massnahmen zum Ausgleich des Bundeshaushaltes sind als Entlastungsoffensive für den 12. Juni

gedacht. Sie müssen daher nach unserem Empfinden politisch anders beurteilt werden als volkswirtschaftlich. Der Bundesrat hat die Ueberprüfung des Finanzplanes auf stürmisches Verlangen der eidgenössischen Räte vorgenommen. Unsere Fraktion verhielt sich dabei sehr zurückhaltend. «Streichkonzerte» lösen bei uns eben keine Beifallstürme aus. Unser Fraktionskollege Hans Schmid-St. Gallen hat eine Auslegeordnung professoraler Bedenken präsentiert. Die NationalökonomInnen beurteilen die zur Diskussion stehenden Massnahmen ziemlich übereinstimmend eher negativ. Es wäre daher unangemessene Ueberheblichkeit, diese Einwände mit leichter Hand wegwischen zu wollen. Die sozialdemokratische Fraktion beurteilt die Wirtschaftsentwicklung nicht anders als diese kritischen NationalökonomInnen. Die Frage ist dabei sehr berechtigt, ob wir restriktive Haushaltspolitik, oder ob wir Konjunkturpolitik betreiben wollen. Bundesrat Brugger hat am Montag in Beantwortung einer Interpellation Uchtenhagen ein eher rosiges Wirtschaftsbild gemalt. Seit 1974 sind aber 371 000 Arbeitsplätze – das sind über 12 Prozent aller Arbeitsplätze – verschwunden. «Die Schweiz hatte», hiess es im Bulletin der Schweizerischen Bankgesellschaft, «den grössten Beschäftigungsrückgang unter den Industrieländern». Wir entschärfen mit der jetzigen Krise das Ausländerproblem; wir haben erst noch die niedrigste Inflationsrate der Welt und weisen statistisch die tiefste Arbeitslosenquote aus. Die Krisenfolgen werden verdrängt oder tatsächlich in erheblichem Ausmass exportiert. Die Folgen sind scheinbar an unserem Volk bisher noch glimpflich vorbeigegangen. Das ist die Erklärung dafür, warum bisher keine politische Krisenstimmung aufgekommen ist. Aber die professoralen Bedenken sind nicht unberechtigt.

Die sozialdemokratische Fraktion befürwortet längerfristig einen ausgeglichenen Finanzhaushalt. Aber – und die Betonung liegt auf dem Aber – nicht um jeden Preis. Die heutige Staatsverschuldung rechtfertigt die da und dort inszenierte Panikmache in keiner Weise. 1947 machte die Staatsschuld bei 13 bis 14 Milliarden Volkseinkommen 8 Milliarden Franken aus. Heute nähert sich das Volkseinkommen der 150-Milliarden-Grenze; die Verschuldung aber beträgt «nur» 12 Milliarden Franken. USA-Präsident Carter hat für die nächsten zwei Jahre 125 Milliarden Dollar Budgetdefizit angekündigt. Die Bundesrepublik verzeichnet ebenfalls eine hohe Defizitrate. Wenn es darum geht, die Vollbeschäftigung zu sichern, Arbeitsplätze zu erhalten oder zu schaffen, dann müssen nötigenfalls ordentliche oder ausserordentliche Defizite in Kauf genommen werden. Dann hat die Konjunkturpolitik für uns den Vorrang vor der restriktiven Haushaltspolitik.

Die eindeutige Mehrheit der sozialdemokratischen Fraktion hat – da unterscheidet sie sich in aller Deutlichkeit von Kollege Hans Schmid – aus politischen Gründen für Eintreten auf die «Massnahmen zum Ausgleich des Bundeshaushaltes» gestimmt. Uns geht es darum, Land und Volk am 12. Juni wenn immer möglich den ganz grossen Opfergang ersparen zu können. Dafür nehmen wir das kleinere Opfer in Kauf. Wir nehmen – wenn Sie so wollen – das kleinere Uebel in Kauf. Mehr als ein trockenes Ja zum Eintreten können Sie von uns daher nicht erwarten. Bereits höflicher Beifall wäre schon zuviel.

Die Vorlage soll zur besseren Laune des Stimmbürgers beitragen und soll das Klima für den 12. Juni stimulieren. Die Bundesratsparteien haben über das Trennende hinaus eine gemeinsame Zustimmungsbasis gefunden. Kühle Vernunft behält Oberhand über die Lust an verbaler Radikalität. Der Bundesrat bemühte sich – das sei ihm attestiert –, die Verzichtskriterien nicht allzu einseitig anzulegen. Die an und für sich problematische Übung hält sich noch in einigermaßen zumutbaren Dimensionen. Der Bundesrat hat – wenn Sie so wollen – aus dem Falschen noch das Beste gemacht. Man nennt das die Kunst des politisch Möglichen. Andererseits gibt es unerfreuliche Ansätze. Wir werden in der Detailberatung darauf zurückkommen. Es wäre aber unredlich, die vorgeschlagenen Massnahmen einfach als Sozialdemontage abzutun. Das ist zu billig.

Wäre dem so, würde die sozialdemokratische Fraktion nicht für Eintreten plädieren. Das Komitee der Herren Letsch und Otto Fischer ist denn auch nicht zufrieden. Zwar sagen die beiden jetzt ja, bleiben aber beim Nein zum Finanzpaket vom 12. Juni. Der Bund soll genötigt werden, nach dem 12. Juni nicht Millionen, sondern Milliarden abzustreichen. Dem Präsidenten des Komitees möchten wir sagen, dass nicht jeder, der etwas auf die Spitze treibt, schon eine Primaballerina ist.

PdA- und PSA-Sprecher lehnen das jetzige Paket ab. Diesen Herren wird es an Lust und am Willen nicht fehlen, nicht so sehr dem Komitee Letsch, sondern uns Sozialdemokraten an den Karren zu fahren. Es ist unschwer, das Kommende vorauszusehen.

Besonders überzeugend wirkt diese Politik auf einem Bein allerdings nicht; denn PdA und PSA lehnen ja auch das Finanzpaket ab. Wer dem Bund die Mehreinnahmen – aus was für Motiven immer – mitverweigert, steht in den Badehosen da und darf sich nicht beklagen, wenn er dann frieren wird. Dafür kann er die Schuld auch nicht den bösen Kapitalisten in die Schuhe schieben.

Es ist wahr, wir Sozialdemokraten praktizieren harten Realismus. Das Mögliche kann nach unserem Dafürhalten nicht am Unmöglichen gemessen werden. Wir können auch nicht einfach aus diesem System, aus dieser Gesellschaft ausbrechen und können die Verantwortung nicht einfach abschieben. Das tut auch – meine Herren von der PdA – die Kommunistische Partei in Italien nicht. Diese Partei ist zur Einsicht gelangt, dass sie auf der Basis des historischen Kompromisses im Interesse ihrer Wähler und ihres Landes Dinge schlucken muss, die weit über das hinausgehen, was wir jetzt entgegenzunehmen haben. Weil wir es nicht zum Schlimmsten kommen lassen möchten; weil wir eines Tages als Sozialdemokraten nicht in den Schuhen einer KP Italien stecken möchten, machen wir es uns nicht zu leicht, wie es sich die PdA und PSA in ihrer Situation heute leisten können.

Unser Ja zum Eintreten wird begleitet vom Konsens unter den Bundesratsparteien, dass nötigenfalls das 4. Arbeitsbeschaffungsprogramm bereitsteht. Die Ausführungen von Bundesrat Brugger vom letzten Montag bestätigen, dass diese Abmachung auf soliden Füßen steht.

Bei den Massnahmen zum Ausgleich des Bundeshaushaltes gibt es für uns zwei Schwerpunkte: den öffentlichen Verkehr und die Krankenversicherung.

Ein Wort zum öffentlichen Verkehr. Bevor die Konzeption der GVK vorliegt, halten wir kurzfristige Finanzmassnahmen, die langfristig falsche Weichenstellungen sein können, für ausserordentlich gefährlich. Der Verzicht auf die Beförderungspflicht beim Stückgutverkehr zum Beispiel erweckt den Eindruck, die Realität werde gesetzgeberisch lediglich noch nachvollzogen. Effektiv aber laufen wir Gefahr, unübersehbare Folgen einzuleiten. Wir gefährden nicht zuletzt Arbeitsplätze.

Die Beschlüsse des SBB-Verwaltungsrates, unter dem Druck des Bundesrates, das Defizit senken zu müssen und daher die Investitionen zu kürzen, sind beschäftigungspolitisch falsch, sind das Verkehrte dessen, was wir tun müssen. Die Auflage an die Bahnen, den Schüler- und Berufsverkehr zu verteuern, stellt das Gegenteil einer konstruktiven Tarifmassnahme dar. Für den gewöhnlichen Sterblichen sind die SBB-Tarife jetzt schon zu hoch. Das Bahnfahren darf nicht zum Luxus werden. Abonnemente und Billettpreise müssen volkstümlich sein, bleiben oder wieder werden. Früher hiess es, die Eisenbahnen gehörten dem Schweizervolk. Nun laufen wir Gefahr, dass sich der Bund langsam aus den wirtschaftsschwachen Regionen zurückziehen und dass er die Eisenbahnlasten immer stärker auf die Kantone und Gemeinden abschieben will. Der öffentliche Verkehr darf nach unserer Meinung nicht von der «Normalspur» auf die «Schmalspur» umgeleitet werden, sonst müssen wir aufhören, ständig die verbale Priorität des öffentlichen Verkehrs zu betonen.

Die zweite Crux für uns ist die Plafonierung der Bundesbeiträge an die Krankenversicherungen. Diese Plafonierung ist sozial und staatspolitisch nur dann zu verantworten, wenn auf der Kostenseite ebenfalls plafoniert wird. Es ist in der Tat unbefriedigend, dass die Bundesmillionen von den Medikamentenpreisen, Aerztehonoraren und Spitaltarifen zunehmend konsumiert werden. Die von der Kommission einstimmig gutgeheissene Motion stellt einen Schutz für die Versicherten dar. Dieses Stillhalteabkommen setzt voraus, dass am Schluss nicht den Versicherten allein eine gesalzene Rechnung vorgelegt wird. Die Motion darf daher keine politische Alibiübung, sondern muss Ausgangspunkt für den Einbau einer wirksamen Kostenbremse sein. Nur so ist dieses Stillhalteabkommen annehmbar.

In den vorbereitenden Gesprächen unter den Bundesratsparteien war die Rede von einer Opfersymmetrie. Buchhalterisch mag das so sein, faktisch gibt es diese gerechte Lastenverteilung nicht. Die sozialdemokratische Fraktion stellt daher zwischen dem Massnahmenpaket und der 9. AHV-Revision ein Junktim her. Unter den Bundesratsparteien wurde darüber Uebereinstimmung erzielt.

Der Bundesrat ordnet mit dem Massnahmenpaket punktuelle Diätkost an. Die Herren Letsch und Otto Fischer haben Rizinusöl bereitgestellt. Die Wahl ist für uns relativ einfach. Wenn wir ja zum Eintreten sagen, dann – ich wiederhole es – unter der Voraussetzung, dass das vierte Arbeitsbeschaffungsprogramm nötigenfalls einsatzbereit ist. Eine solche Wechselbadpolitik mag widersprüchlich erscheinen. Sie ist es auch. Erklärbar ist sie allein mit unserem System der direkten Demokratie. In der Politik ist es wie bei der Echternacher Prozession: zwei Schritte vor, ein Schritt zurück...

Noch ein Wort zum Finanzplan. Wir können diesen lediglich zur Kenntnis nehmen. Finanzpläne kommen und gehen. Sie markieren Zielvorstellungen. Mit dem vorliegenden Finanzplan bringt der Bundesrat zum Ausdruck, dass bei Annahme des Finanzpaketes am 12. Juni der Bundesfinanzhaushalt ins Gleichgewicht gebracht werden könnte. An uns wird es sein, diese politische Absichtserklärung zu konkretisieren. Die sozialdemokratische Fraktion ist der Auffassung, dass es dabei keine von einer sparsamen Haushaltsführung ausgenommenen «Naturschutzreservate» geben darf. Wenn schon Sparen gross geschrieben wird, dann gilt das zum Beispiel auch für die Landwirtschaft, die bis jetzt fast gänzlich ungeschoren davonkommt, und auch für das Militärdepartement. Wir werden die kommenden Rüstungsbotschaften daher besonders genau unter die Lupe nehmen.

Zum Finanzplan noch ein zweiter Einwand: Auf Seite 14 der Botschaft heisst es: «Es ist keine Reallohnverbesserung vorgesehen und auch nur ein mässiger Teuerungsausgleich eingerechnet.» Unter den Bundesratsparteien bestand Einigkeit, dass diese Formulierung unhaltbar ist. Sie bedeutet faktisch einen Lohnstopp und lässt die Interpretation zu, dass nicht einmal der volle Teuerungsausgleich garantiert werden soll. Bei der Pilotwirkung, die der Bund als Arbeitgeber hat, ist diese Absichtserklärung unannehmbar. Wir erwarten vom Bundesrat, dass er a) den vollen Teuerungsausgleich zusichert, und b) dass die Reallohnentwicklung nach der wirtschaftlichen Entwicklung beurteilt und nicht zum vornherein blockiert wird.

Abschliessend wiederhole ich, dass die sozialdemokratische Fraktion Eintreten auf die Massnahmen zum Ausgleich des Bundeshaushaltes beantragt. Die Bundesratsparteien – das darf auch einmal erwähnt werden – haben sich auf einer Basis verständigt, die nicht zum vornherein selbstverständlich war. Es geht darum, für den 12. Juni Wind in die Segel zu bekommen. Die weisse Flagge, die vom Komitee Letsch/Fischer gehisst worden ist, bedeutet Kapitulation gegenüber dem sozialen Auftrag unseres Staates. Dagegen wehren wir uns. Wir ziehen das kleinere Uebel dem grösseren vor. Wir lehnen eine Katastrophpolitik ab. Wir haben Verständnis für die politische Notla-

ge und möchten mithelfen, am 12. Juni ans Ziel zu kommen.

Unser Fraktionskollege Rolf Weber fand für die vorgeschlagenen Massnahmen die zutreffende Definition: volkswirtschaftlich fragwürdig, politisch bitter, psychologisch unvermeidbar.

Weber Leo: Die CVP-Fraktion nimmt mit Genugtuung vom Finanzplan und vom Massnahmenpaket Kenntnis. Wir anerkennen die Zielrichtung wie auch den politischen Willen des Bundesrates, die damit verbunden sind. Wir betrachten diese beiden Instrumente und Massnahmen als das glückliche Ende einer langwierigen Entwicklung, die nur unter dem Druck des Parlaments und der öffentlichen Meinung möglich wurde. An sich ist es bedauerlich, dass der Bundesrat in dieser wichtigen Frage nicht voranging und damit nicht führte, sondern dass er sich stossen liess und dabei erst noch schwer tat. Er schleppte sie als Ballast während Monaten mit sich herum, so dass das Parlament wieder einmal mehr in Zeitnot die Vorlagen behandeln muss. Dass die Behandlung, wie ursprünglich vom Bundesrat versprochen, nicht mit dem Budget, sondern erst heute stattfinden kann, hat zur Folge, dass die Beschlüsse am 12. Juni, auf den sie ausgerichtet sind, nicht rechtskräftig sein werden. Das ist nicht nur ein Schönheitsfehler, sondern ein unnötiger Stein, der dem Steuerpaket, das es schon schwer genug hat, in den Weg gelegt wird.

Die Hauptziele, welche die eidgenössischen Räte mit ihrer Motion anvisierten, sind erreicht: ein Wachstum der Ausgaben; das sich am Bruttosozialprodukt orientiert, und damit eine Brechung des bisherigen Rhythmus, der Budgetausgleich am Ende dieses Jahrzehnts der Defizite und schliesslich die Absicherung dieser zukünftigen Marschroute durch abgeänderte Gesetze, soweit der Transferbereich zur Diskussion steht.

Dass im Nachhinein nun sämtliche Bundesratsparteien zu diesem Paket stehen, wirkt fast wie ein Wunder.

Unsere Fraktion wird sich dafür einsetzen, dass dieses Mirakel im Laufe der Beratungen zur erdgebundenen Wirklichkeit wird, und daher sowohl die Nichteintretensanträge wie auch alle Abänderungsanträge ablehnen. Wir halten dafür, dass in diesem Falle ein Zeichen gesetzt werden muss. Diese grundsätzlich positive Einstellung kann nicht darüber hinwegtäuschen, dass die Vorlagen auch Mängel und Schwachstellen aufweisen, die es zu beachten gilt.

Der Finanzplan ist auf der Einnahmenseite mit einem angenommenen Wachstum des Bruttosozialproduktes von 4 Prozent realistischer als seine Vorgänger. Er ist aber immer noch optimistisch. Der Bundesrat selbst meint, die Schätzungen lägen an der oberen Linie der abschätzbaren Trendentwicklung. In einer Phase der Unsicherheit über die wirtschaftliche Entwicklung wäre eine mittlere oder sogar eine untere Linie vorzuziehen, denn nach oben lässt sich leichter korrigieren.

Im Finanzplan sind auch keine Reserven enthalten. Die noch nicht aufgeteilten Posten der Jahre 1980 und 1981 werden ausdrücklich nicht als solche deklariert. Die stillen Reserven, die in früheren Finanzplänen enthalten waren, sind offenbar unter dem Titel «Prioritätsentscheidungen des Bundesrates, Drosselung der Aktivitäten» ausgeforstet worden. Ein Finanzplan mit soviel Unbekannten müsste Reserven von mindestens 3 bis 4 Prozent enthalten, das heisst in der Grössenordnung von 500 bis 700 Millionen Franken. Sonst ist das Hauptziel, der Budgetausgleich, schon bei relativ geringen abweichenden Entwicklungen nicht mehr gewährleistet. Wir betrachten den Verzicht auf solche Reserven als grundlegenden Mangel des Finanzplanes. Der Bundesrat erhält damit auch jenen Bewegungsspielraum nicht, den er sich selbst wünscht und erhofft.

Berücksichtigt man im weiteren, dass für 1980/81 nur globale Zahlen vorliegen, so rückt der in Aussicht gestellte Budgetausgleich in eine schimmernde Ferne, die zu einer Fata Morgana werden könnte.

Der vorliegende Finanzplan stellt erst einen schwachen Steg, aber noch keine feste Brücke zum Haushaltsausgleich dar. In jedem Fall bedarf es grosser Anstrengungen des Bundesrates und des Parlaments, um das erklärte Ziel zu erreichen.

Die Reduktionen, die gegenüber dem Finanzplan 1976 vorgeschlagen werden, werden auf drei Ebenen vorgenommen: Einmal eine Korrektur aufgrund der neuen Wirtschaftsprognosen, dann eine Korrektur durch die Gesetzesänderungen, die vom Parlament noch zu sanktionieren sind, und schliesslich durch «Prioritätsentscheidungen und bewusste Sparanstrengungen» des Bundesrates, wie er sich selber ausdrückt. Auf jede dieser drei Sparten entfällt ungefähr ein Drittel der Einsparungen. Transparent wird das in den Botschaften allerdings viel zu wenig. Insbesondere ist nur in Kleinarbeit herauszufinden, wo die Schwerpunkte der vom Bundesrat in eigener Zuständigkeit vorgenommenen Massnahmen liegen. Diese mangelnde Transparenz ist – gemessen am breiten Informationsbedürfnis der Öffentlichkeit – falsch.

Im einzelnen macht die Fraktion die folgenden Bemerkungen: Echte Einsparungen, die von breiten Volkskreisen ersehnt werden, sind in den Massnahmen nur in einem sehr beschränkten Umfange enthalten. Die Schwerpunkte dafür liegen im Personalsektor – Plafonierung, nur mässiger Teuerungsausgleich und Verzicht auf Realerhöhung, soweit er sich durchführen lässt –, im vorläufigen Verzicht auf einige Vorhaben und im Abbrechen überholter Beitragsleistungen. Es handelt sich dabei um Summen, die schätzungsweise 10 bis 15 Prozent der Reduktionen betragen. Der restliche, grosse Teil beruht auf zeitlichen Verschiebungen und auf der Weitergabe der Belastung an andere Kostenträger. Die Summe der echten Einsparungen liegt damit an der unteren Grenze des politisch Wünschbaren. Bundesrat und Parlament werden sich bemühen müssen, sich auf diesem Sektor einiges einfallen zu lassen. Die Prioritätsentscheide, soweit solche überhaupt vorgenommen wurden, werden von uns gebilligt. So stehen wir insbesondere voll und ganz hinter dem Bestreben, die Rüstungsausgaben nicht zu beschränken, sondern die entsprechenden Programme durchzuziehen. Wir lehnen deshalb Vorstösse, die in die gegenteilige Richtung zielen, ab. Wo Kürzungen vorgenommen werden mussten, attestieren wir dem Bundesrat, dass er eine tragbare Opfersymmetrie gefunden hat und Anträge stellt, die längerfristigen Zielsetzungen nicht zuwiderlaufen und die korrigierbar sind.

Wir gestatten uns immerhin zwei Bemerkungen. Wir sind nicht überzeugt, dass die Mehrbelastung der Kantone bei den Privatbahnen und bei den wirtschaftlichen Massnahmen im Sektor Viehwirtschaft der kommenden Aufteilung der Aufgaben zwischen Bund und Kantonen entspricht. Hier muss wohl später zurückbuchstabiert werden. Ebenso wird nach unserer Auffassung das Berggebiet überproportional betroffen. Das gilt insbesondere deshalb, weil der Hinweis auf die Investitionskredite als Ersatzfinanzierung wenig stichhaltig ist, nachdem diese um zwei Drittel gekürzt werden, und weil die Flächenbeiträge noch völlig in der Luft hängen. Der Milchbeschluss mit seinen Folgen wird zudem die Einkommenslage zusätzlich verschlechtern. Die Behörden werden bei einer fälligen Neuordnung des Finanzausgleichs hier die nötigen Korrekturen zu treffen haben.

Gestatten Sie mir zum Schluss noch einige Worte zur Frage des Eintretens. Wir bestreiten nicht, dass hier gewisse Zielkonflikte vorliegen. Es gilt aber unseres Erachtens zu unterscheiden zwischen dem Normalfall, der hier zur Diskussion steht, und Notmassnahmen. Für den Normalfall glauben wir, dass die Finanzen des Bundes auf ausgeglichene Budgets hingelenkt werden müssen. Wir unterstützen deshalb die dahin zielenden Bemühungen des Bundesrates. Wir fühlen uns dazu nicht nur wegen der zwingenden Bestimmung im Finanzhaushaltsgesetz verpflichtet, sondern ebenso sehr wegen der vielen Willenskundgebungen, die unser Volk auf allen Stufen unseres Staates in dieser Frage zum Ausdruck gebracht hat. An einer so

deutlichen und beharrlichen Willenskundgebung kann keine Behörde vorbeisehen. Defizite des Staates können wohl Beschäftigungseinbrüche in Notzeiten und zeitweilig auffangen. Sollte der Konjunktüreinbruch wieder stärker werden, so hindert die Behörden nichts, ein weiteres Ankurbelungsprogramm zu beschliessen. Die Motion der Räte enthält ausdrücklich diesen Vorbehalt. Unsere Fraktion wird nicht zögern, einem solchen Programm zuzustimmen, wenn die Umstände es erheischen. Es handelt sich aber dann um Notmassnahmen, wie sie von Herrn Bundesrat Brugger in zutreffender Weise skizziert worden sind, die entsprechend zu buchen und zu finanzieren sind. Am Trend für den ordentlichen Budgetprozess ändert sich nichts; denn es ist nicht zu übersehen, dass Defizite des Staates mittel- und längerfristig echtes Wirtschaftswachstum nicht anzukurbeln vermögen, und zwar deshalb nicht, weil sie die private Kapitalbildung beeinträchtigen und zusätzlich die Gefahr einer inflationären Entwicklung in sich bergen. Ein Blick in die Lehrbücher der Nationalökonomie bestätigt klar diese skeptische Betrachtungsweise. Auch die qualifizierten unter den Professoren, die sich öffentlich in diesen Streit eingelassen haben, äussern sich zu dieser Frage sehr differenziert und vorsichtig, und nicht die Geringsten unter ihnen akzeptieren sogar angesichts der heutigen Situation die bundesrätliche Lösung. Auf der gleichen Linie liegt die Nationalbank, die einen langsameren Wachstumsrhythmus und einen Abbau der massiven Budgetdefizite fordert. Der Bundesrat befindet sich daher unseres Erachtens auf dem richtigen Wege, wenn er auf das Ende dieses Jahrzehnts ausgeglichene Budgets ins Auge fasst. Schliesslich sei mit Nachdruck darauf hingewiesen, dass der Finanzplan nicht Deflationspolitik bedeutet. Die Ausgaben wachsen immer noch ganz erheblich, die investiven Ausgaben gehen zwar anteilmässig etwas zurück, halten aber absolut einen Stand ein, der innerhalb der Bandbreite der letzten Jahre liegt. Jedenfalls – und das möchte ich betonen – ist ein Vergleich mit den dreissiger Jahren völlig deplaziert. Damals baute der Bund die Ausgaben um nicht weniger als 20 Prozent ab und erhöhte erst noch die Steuern. Die heutigen Massnahmen zielen doch auf etwas ganz anderes hin, nämlich auf eine Verlangsamung des Wachstums und nicht auf einen Abbau.

Aus all diesen Gründen stimmt die Fraktion der CVP für Eintreten.

Auer: Die Motive der Zustimmung zum Sparpaket lassen sich in drei Gruppen aufteilen: Erstens Zustimmung, weil Sparen auch beim Staat offensichtlich dem Volkswillen entspreche, Zustimmung also aus demokratischem Gehorsam. Zweitens sagt man ja, weil im Hinblick auf den 12. Juni eine Vorleistung zu erbringen sei, in der Meinung, ohne unsere Sparübung würde das Volk in jedem Fall nein zum Finanzpaket sagen, Zustimmung also aus opportunistischen Erwägungen. Und man kann schliesslich drittens auch deshalb dem Bundesrat folgen, weil man die vorgeschlagenen Massnahmen materiell für angebracht erachtet, also Zustimmung der richtigen Sache wegen.

Die freisinnig-demokratische Fraktion stimmt nicht nur zu, weil wir die Massnahmen politisch und im Hinblick auf die Abstimmung vom Juni für richtig und notwendig halten, sondern auch aus finanzpolitischer Sicht. Ich komme in diesem Zusammenhang zurück auf die Primaballerina Herrn Hubachers, die in den Badehosen dastehe und Rizinusöl einnehmen müsse, damit sie auf den 12. Juni hin mehr Wind in die Segel bekomme. (Heiterkeit). Nach den bisherigen Verlautbarungen von seiten der Sozialdemokraten wird unseres Erachtens allzu sehr betont, sie stimmten quasi nur gezwungenermassen zu, im Grunde genommen seien die Massnahmen falsch, man stehe unter dem Druck und dem Zwang einer falschen Spareuphorie.

Herr Hubacher beklagte in der Finanzkommission, Sparen sei offenbar eine helvetische Tugend, man bringe das den Jungen schon in der Schule bei; dazu komme die Wirkung

der Sparkanonaden, welche die bürgerlichen Parteien aus allen Rohren auf die Staatskasse abgeschossen hätten.

Man übersieht dabei folgendes: Die Mehrheit der Schweizer arbeitet immer noch in der Privatwirtschaft, und hier ist in den beiden letzten Jahren nicht um des Sparens willen gespart worden, sondern weil man um der wirtschaftlichen Existenz willen sparen musste. Wenn Arbeiter an der Werkbank dieses notwendige Sparen erleben, wenn Angestellte gehalten sind, jede unnötige Ausgabe zu vermeiden, wenn die Kader ihr Aeussterstes tun, um unter erschwerten wirtschaftlichen Verhältnissen durchzustehen und Kosten einzusparen, dann erwarten diese Leute eben auch vom Staat eine gewisse Beschränkung. Sie sehen nicht ein, dass in der Privatwirtschaft der Kostenanstieg reduziert und mit vermindertem Personalbestand dasselbe wie früher geleistet werden kann, während beim Staat die Ausgaben weiterhin derart stark anwachsen, wie dies in den letzten Jahren der Fall gewesen ist, auch unter Ausklammerung der Beschäftigungsprogramme. Es bedarf also für die Sparforderung keines künstlichen Entfachens einer Spareuphorie, sie ergibt sich unter den veränderten wirtschaftlichen Verhältnissen von selbst.

Nun wissen wir alle, dass sich Staat und Privatwirtschaft nicht unbedingt miteinander vergleichen lassen, schon ihrer verschiedenen Zielsetzungen wegen nicht. Wir wissen auch, dass zwischen Sparforderungen und konjunkturpolitischen Erwägungen Zielkonflikte entstehen können. Die von verschiedenen Wirtschaftswissenschaftlern am Sparprogramm geäusserte Kritik ist ernst zu nehmen und darf nicht einfach aus politischen Erwägungen übergangen werden. Wie wir, stellen diese Professoren ein Junktium zwischen dem Sparprogramm und dem Finanzpaket her.

Was ihre Kritik am Sparprogramm betrifft: Vorerst wird übersehen, dass keine Senkung gegenüber den bisherigen Ausgaben eintritt, sondern allein gegenüber einem früheren, ziemlich expansiven Finanzplan; effektiv steigen die Ausgaben nach wie vor, wenn auch in geringerem Masse. Sodann: Unsere Finanzpolitik ist vorläufig nach wie vor antizyklisch; für das laufende Jahr rechnen Bund, Kantone und Gemeinden mit einem Defizit von gegen 4 Milliarden Franken; auch pro 1978 sieht der Bundeshaushalt noch ein beträchtliches Defizit vor. Drittens: Die beschäftigungspolitischen Auswirkungen expansiver Staatsausgaben sind heute doch umstrittener als früher. Die Erfahrungen im Ausland sind nicht unbedingt dazu angetan, ein Gleiches zu tun. So ist beispielsweise kürzlich in der Bundesrepublik, trotz über einer Million Arbeitsloser, ein neues Beschäftigungsprogramm abgelehnt worden. Zusätzliche Staatsausgaben à tout prix bedeuten nicht unbedingt das konjunkturpolitische Heil.

Kommt ein Viertes hinzu: Konsequente antizyklische Finanzpolitik heisst, im Zeichen der Hochkonjunktur Einnahmenüberschüsse zu erzielen. Das aber haben wir nicht getan! Unser finanzpolitisches Malaise setzte ausgerechnet in einer Zeit ein, als dank florierender Wirtschaft Geldströme in nie gekanntem Ausmass in die Schatullen des Staates flossen. Angesichts der Wunschliste, die uns vom Bundesrat mit dem letzten Regierungsprogramm unterbreitet worden ist, und angesichts der zahlreichen persönlichen Vorstösse, die Mehrausgaben verlangen, kann ich mir nicht recht vorstellen, dass wir je die notwendige Disziplin aufbringen, als Pendant zum Defizit von 1976 z. B. in drei Jahren einen Einnahmenüberschuss von 1,6 Milliarden Franken zustande zu bringen...

Ein Fünftes: Der Finanzplan 1978–1980 ist kein Krisenfinanzplan! Der Bundesrat rechnet optimistisch in den nächsten Jahren wiederum mit Wirtschaftswachstum. Wir erwarten also zumindest im Finanzplan eine konjunkturpolitische Erholung. So gesehen ist der angestrebte Budgetausgleich stabilitätspolitisch auch aus dem Blickwinkel der Keynesianer durchaus wünschenswert.

Ein Sechstes und Letztes: Ein allfällig notwendiges weiteres Beschäftigungsprogramm ist von den Sparmassnahmen ausdrücklich ausgenommen. Nun ist es als geradezu

schizophren bezeichnet worden – schon in den beiden letzten Jahren –, im ordentlichen Budget aufs Bremspedal zu drücken und gleichzeitig in einem Zusatzbudget Gas zu geben. Dies hebe sich gegenseitig auf. Dies stimmt zwar buchhalterisch, aber konjunkturpolitisch nur bedingt: Nicht jede Ausgabe hat nämlich den gleichen beschäftigungspolitischen Effekt. Es ist z. B. kein Widerspruch, im ordentlichen Budget Konsumausgaben zu reduzieren und in einem Zusatzbudget Investitionen zu beschliessen. Konsumausgaben haben eine geringere Beschäftigungswirkung als Investitionen – sie weisen einen kleineren Multiplikatoreffekt auf –, ja ihre beschäftigungspolitische Wirkung kann praktisch null sein, wenn sie z. B. gespart oder im Ausland verausgabt werden. Und auch Investitionen und Investitionen sind nicht dasselbe: Wenn beispielsweise in einer Gemeinde der Investitionsbonus dazu verwendet wird, eine Gemeinschaftsantenne für das Fernsehen zu errichten – so geschieht es zurzeit –, so hat das mit Blick auf unsere wirtschaftliche Zukunft weit weniger zu sagen als andere «produktive» Investitionen, wie beispielsweise Nationalstrassen oder Gewässerschutzbauten.

Schwerer allerdings wiegt die Kritik, die seitens der Professoren an den beschäftigungspolitischen Auswirkungen des Finanzpakets geübt wird, ja, wenn sogar umgekehrt Steuersenkungen vorgeschlagen werden. Immerhin sind hier die Meinungen geteilt. John Kenneth Galbraith z. B. bezeichnet sie als «ausnehmend dumm und untauglich». («Weltwoche» vom 26. Januar 1977). Zudem: diese Kritik hätte letztes Jahr angebracht werden müssen, als wir das Finanzpaket beraten haben, und nicht erst heute!

Schliesslich, und das ist das Entscheidende: Was ist eigentlich die Alternative, falls das Finanzpaket abgelehnt wird? Doch aus offensichtlichem politischem Zwang heraus weitere Ausgabendrosselungen, also genau das, was ökonomisch als falsch bezeichnet wird. Mit Recht sagt einer der interviewten Professoren – und erinnert hier an eine Anfrage an Radio Eriwan –, eine der vorgeschlagenen Massnahmen sei «im Prinzip möglich», aber «in der Praxis nicht durchführbar». Nun, diese Praxis, mit anderen Worten: unsere Politik, die Vor- und Nachteile dieser Politik, ihr Abweichen vom «ökonomisch Richtigen», auch diese Politik ist eben eine ökonomische Grösse, auch wenn sie die ökonomischen Modelle zu stören scheint!

Im Streit zwischen den Anhängern Keynes' oder den Fiskalisten und den Monetaristen beherrschen doch die letzteren mehr und mehr das Feld. Dass es uns heute trotz allem wirtschaftlich relativ gut geht, haben wir doch zu einem wesentlichen Teil der Geldpolitik zu verdanken, mit anderen Worten den niedrigen Inflationsraten, die uns in letzter Zeit sehr zustatten gekommen sind.

Unsere Fraktion glaubt, dass diese Stabilitätspolitik, aber auch eine Gesundung des öffentlichen Haushaltes, die besten Voraussetzungen für einen wirtschaftlichen Wiederaufschwung sind.

Eine Uebung, wie wir sie nun durchführen, hat den Vor- oder – je nach Standpunkt – den Nachteil, dass man finanzpolitisch Grundsätzliches beschliesst, für das es sonst an Courage oder Geschlossenheit fehlt, und dabei möglicherweise vor lauter Sparapostelium Weichen falsch stellt. Dies wird vor allem in bezug auf die Krankenkassen und den öffentlichen Verkehr gesagt. Was die Krankenkassen betrifft, wurde das Grundsätzliche bereits bei der Budgetberatung im letzten Dezember gesagt. Die freisinnig-demokratische Fraktion stimmt einmütig der Motion der Finanzkommission zu.

Was die Massnahmen auf dem Gebiet des öffentlichen Verkehrs angeht, präjudizieren diese die Gesamtverkehrskonzeption nicht, im Gegenteil, sie gehen in Richtung der bisher aufgezeigten Ziele. Man sollte nun aber nicht überstürzen und nicht à la «hopp Mathilde» z. B. eine Autobahn-Vignette einführen, auch wenn dies populär erscheint; denn diese umstrittene Massnahme wird zurzeit in einer Kommission geprüft und bedarf einer gründlichen Abklärung.

Wie erwähnt: wir treten nicht nur aus sachlichen, sondern auch aus politischen Gründen für das Sparpaket ein, im Sinne einer Demonstration gegenüber dem Stimmbürger und Steuerzahler, dass wir gewillt sind, wieder Ordnung in den Haushalt zu bringen. Die Fraktion hat daher in ihren Beratungen alle Anträge, die zu einer Verminderung des angestrebten Sparziels führen würden, abgelehnt, und sie wendet sich deshalb auch im Plenum gegen entsprechende Abänderungsanträge. Nicht, dass sich solche nicht begründen liessen. Es gibt überhaupt keine Ausgabe, die sich nicht bestens begründen lässt und die nicht irgend jemandem zum Segen gereicht! Aber wir halten in der heutigen politischen Situation Geschlossenheit und – auch wenn es schwer fällt – eine gewisse Disziplin für erforderlich. Diese Haltung hat allerdings nicht nur heute und nicht nur bis zum 12. Juni zu gelten, sondern auch – und vor allem – nach einer allfälligen Zustimmung des Volkes zum Finanzpaket. Der überarbeitete Finanzplan muss mehr sein als blosses Makulatur. Auch wenn er formell nicht verbindlich ist, was ihm Skeptiker vorwerfen, muss er uns Richtschnur sein in unserem Verhalten von morgen und übermorgen.

In diesem Sinne votiert die freisinnig-demokratische Fraktion einstimmig für Eintreten. Wir benützen abschliessend die Gelegenheit, um dem Bundesrat und insbesondere Herrn Finanzminister Chevallaz und seinen Mitarbeitern von der Finanzverwaltung für die Erfüllung der Motion und der damit verbundenen nicht leichten Aufgabe bestens zu danken.

Allgöwer: Als Sprecher einer nicht dem Bundesrat angehörenden Fraktion habe ich mit gläubigem Staunen vernommen, was die beiden Referenten gesagt haben: dass unter den Bundesratsparteien eine seltene Einmütigkeit herrsche. Herr Eisenring hat sogar den Ratschlag gegeben, man solle ja keine Abänderungsanträge mehr einreichen, sie würden sowieso abgelehnt. Sie sehen also, dass die Voraussetzungen für eine glanzvolle Annahme dieser Vorlage vorhanden sind! Wenn man dann allerdings Herrn Schmid gehört hat, der vierzig Jahre zurücktauchte, in eine Zeit, da kaum er selbst geplant war, und vernommen hat, was er uns nun empfiehlt, dann muss ich wieder staunen über die ungebrochene Form, in der gewisse Professoren ihre absoluten Wahrheiten verkünden. Diese ändern zwar von Jahrzehnt zu Jahrzehnt; ihre Lehren zur Konjunkturpolitik aber sind eine hochinteressante, dreissig-jährige Geschichte.

Aber wie gesagt, ich bewundere Herrn Schmid, der zeigt, wie man die Geschichte betrachten kann; die Geschichte wird tatsächlich forlaufend auch hier an diesem Pult geschrieben – von denjenigen, die Macht haben. Wir haben jetzt gehört, dass wir alles in den Griff bekommen: Wir haben schon die Luftverschmutzung in den Griff bekommen, wir haben die Grundstückveräußerung an die Ausländer in den Griff bekommen. Herr Eisenring sagte jetzt, wir würden auch die Finanzen in den Griff bekommen. Wir sind also ein Parlament und eine Demokratie, die langsam sämtliche Probleme unserer Zeit in den Griff bekommen. Ich habe aber den Eindruck, dass hier Geld verteilt wird, das wir noch nicht besitzen – nach dem alten Nürnberger Sprichwort: «Die Nürnberger hängen keinen, sie hätten ihn denn.»

Nun darf ich darauf hinweisen, dass der Landesring seit Jahren immer wieder gesagt hat, dass unsere gesamte Steuerpolitik und Finanzpolitik verfehlt sei, dass wir einerseits unsere Steuern nicht den Notwendigkeiten unserer Zeit angepasst haben, also nicht im Griff hätten, und andererseits auch die Gestaltung des Haushalts nicht so sorgfältig vorgenommen hätten, wie es notwendig gewesen wäre. Selbstverständlich haben auch wir, wie alle Anwesenden, unsere Sünden gemacht, aber wir haben auf der anderen Seite doch sehr klare Kritik geübt und Vorschläge gemacht. Wir haben eine Initiative vorgelegt, um modernere Steuerformen einzuführen, und wir haben jedesmal bei

Budget und Rechnung unsere Einsicht dargelegt und Vorschläge gemacht.

Schon im März 1972 haben wir beispielsweise anlässlich der Erörterung des Regierungsprogramms gesagt, dass die Versprechungen des Finanzplanes nicht zu erfüllen seien. Oder wir haben im Dezember 1974 das Budget zurückgewiesen und verlangt, dass die Subventionen um 10 Prozent gekürzt werden müssen. Wir haben darauf hingewiesen, dass sich die Kantone immer mehr darauf kapriziert haben, statt selber von ihren Wählern Steuererhöhungen zu verlangen, an den Bund zu gelangen und dort Subventionen in Empfang zu nehmen. Das Volk hat anschliessend nein gesagt, und die von uns geforderte Sondersession musste durchgeführt werden. Eine reduzierte Vorlage wurde, dank der Sparanstrengungen, vom Volk darauf angenommen. Wir haben also in bezug auf die Steuern, auf die Finanzideen, ein gutes Gewissen und bedauern nur, dass erst heute gewisse Vorschläge, die wir gemacht haben, angenommen werden.

Auf der anderen Seite haben wir uns auch in dem Moment, als die Rezession spürbar wurde, dafür eingesetzt, dass in grosszügiger Weise Arbeitsbeschaffung vorbereitet und auch finanziert wurde. Wir haben rechtzeitig verlangt, dass wir uns an das zurückgehende Wachstum anpassen müssen. Wir haben alle Vorlagen, die uns unterbreitet worden sind, unterstützt. Wir werden diese Haltung auch in Zukunft einnehmen.

Im letzten Dezember kam es wieder zu einer Diskussion über das Budget und den Finanzplan. Wenn heute ein neuer Finanzplan vorgelegt wird, dann darf ich darauf hinweisen, dass ich seinerzeit beim Finanzplan, der heute kritisiert wird, wörtlich gesagt habe: «Es wird ein Ausgabenwachstum von 6 Prozent angenommen, dabei wissen wir, dass das Bruttosozialprodukt um 7,5 Prozent zurückgegangen ist, und es ist anzunehmen, dass dieser Rückgang weitergeht. Der Finanzplan war unverantwortlich optimistisch.» Heute wird das zugegeben. Zu fragen ist nur, ob der neue Finanzplan nicht wieder zu optimistisch ausgefallen ist.

Es ist schon darauf hingewiesen worden, dass dieser Finanzplan mit einem Wachstum von etwa 4 Prozent rechnet, und dass wir auch für die Ausgaben in den kommenden drei, vier Jahren mit Wachstumsraten von 4,6, 3,9 und 4,8 Prozent rechnen. Wir nehmen also an, dass wir unsere Staatsausgaben ungefähr im Rahmen des wachsenden Bruttosozialproduktes von 4 Prozent halten können. Das ist optimistisch gerechnet, und wir hoffen alle, dass dies eintreten wird. Auf der anderen Seite müssen wir doch sehen, dass in diesem Finanzplan etliche Dinge eingeplant sind, die Wünsche offen lassen. Dieser Finanzplan enthält immerhin 830 Millionen Franken für die Bahnen, etwa 610 Millionen Franken für die Milch, dann etwa 870 Millionen Franken für die Krankenkassen – grosse Brocken, deren Beurteilung und Prüfung man wiederum aufgeschoben hat. Es wird auch nicht davon gesprochen, wann man endlich die Aufgabenteilung zwischen Bund und Kantonen an die Hand nehmen will. Die Neuverteilung dieser Aufgaben, die unsere Zeit stellt, ist noch nicht erfolgt. Nachdem Herr Auer und andere sich bereits mit den verehrungswürdigen Professoren herumgeschlagen haben, kann ich nur bedauern, dass diese Herren nicht etwas differenzierter urteilen und uns beispielsweise vorwerfen, wir täten zu wenig für die Arbeitsbeschaffung. Sie kennen das Arbeitsbeschaffungsprogramm, das der neue Präsident Carter aufgestellt hat: 30 Milliarden Dollar innerhalb von zwei Jahren. Wenn Sie diese Summe auf die rund 220 Millionen Einwohner der Vereinigten Staaten beziehen und mit unseren 6 Millionen vergleichen, so ergeben sich pro Jahr ungefähr 2 Milliarden Franken, also weniger als wir bereits eingesetzt haben. Es ist sicher richtig, wie der Bundesrat versichert hat, dass für allfällige weitere Konjunkturrückschläge ein weiteres Programm vorgesehen wird.

Die politische Frage, die sich hier stellt, betrifft die Beurteilung des Sparens. Ich glaube, dass wir als kleines Land

heute und in Zukunft, und schon früher, gezwungen sind und waren, aus einer minimalen Aufwendung, aus einer minimalen Anstrengung das Maximum herauszuholen, und dass wir in allen Bereichen unseres öffentlichen und privaten Lebens gezwungen sind zu überlegen, wie man einen Arbeitsaufwand mit einem Minimum erledigen kann. Das rationelle Arbeiten ist unserer Wirtschaft aufgezwungen, und ich glaube, auch der Staat kann sich davon nicht dispensieren. Es ist nun nicht so, wie dargestellt worden ist, dass man eine Spareuphorie geschaffen hätte, sondern das Sparen ist glücklicherweise in unserem Volk als eine selbstverständliche Tugend immer noch vorhanden. Es wäre deshalb falsch, wenn man nur im Hinblick auf den 12. Juni das Sparen anweisen würde; das Sparen, das wir heute verlangen, muss ein Anfang sein.

Das Sparen ist für uns nicht etwas, das sich gegen jemanden richtet, etwa gegen die Arbeiterschaft oder gegen die sozial Schwächeren. Das Sparen ist für uns ein Mittel, dass wir genügend Gelder zur Verfügung haben, um überhaupt wichtige Aufgaben zu erfüllen. Wenn wir in unverantwortlicher Weise Gelder verschwenden, dann haben wir im entscheidenden Moment nicht die notwendigen Summen zur Verfügung, beispielsweise für die Arbeitsbeschaffung. Darum glaube ich, müssen wir das Sparen nicht nur heute, sondern auch in aller Zukunft pflegen.

Glücklicherweise sind wir ein Land, das heute noch wenig Schulden hat im Vergleich zu anderen Staaten; aber dass wir soviel Geld anhäufen konnten – beispielsweise für die Arbeitsbeschaffung –, ist ja gerade auch ein Resultat des Sparens unseres Volkes, das Mittel, das man den Banken und damit dem Kapitalmarkt zur Verfügung stellte; mit diesen Mitteln können wir notfalls auch rechnen. Es geht auf keinen Fall an, dass wir zur Bewältigung des Normalbudgets weitere Gelder aufnehmen. Das Normalbudget soll durch die Mittel des normalen Steuerns aufgebracht werden. Vielleicht kommen wir später auf diese Frage noch zu reden.

Wir haben uns über drei Fragen speziell unterhalten: Einmal die Millionen fressenden Verkehrsprobleme, dann die Sozialaufgaben und die Militärausgaben. Ich nehme an, dass wir bei der Behandlung der Verkehrsaufgaben auf die einschlägigen Probleme zu reden kommen. Wir sind grundsätzlich mit dem Bundesrat einverstanden, dass man die Verkehrspolitik gemäss seinem Vorschlag an die Hand nimmt. Es ist zu bedauern, dass wir die Gesamtverkehrskonzeption erst gegen Ende des Jahres erhalten; aber es ist wichtig, dass wir gewisse Massnahmen bereits heute einleiten, beispielsweise den Verzicht auf den Stückgutverkehr und die stärkere Belastung des Lastwagenverkehrs.

Ablehnen müssen wir im heutigen Zeitpunkt, dass man versucht, bei den Militärausgaben die heutigen Milliardensummen einzufrieren; denn das bedeutet in Wirklichkeit eine Reduktion von etwa 10 Prozent. Würden wir dem ausgeteilten Antrag zustimmen, würden wir die Landesverteidigung in einer Weise schwächen, die angesichts der internationalen Lage nicht zu verantworten wäre.

Ich fasse zusammen: Wir sind auf der einen Seite froh, dass gewisse Forderungen, die wir seit Jahren in bezug auf die Gestaltung unserer Finanzpolitik gestellt haben, heute anerkannt werden und man sie zum Teil wenigstens erfüllt. Zweitens sind wir einverstanden, dass man diese Sparübung durchführt. Unsere endgültige Stellungnahme wird davon abhängen, ob nicht wieder versucht wird, gewisse Einsparungen der Einsparungen durchzusetzen. Drittens hoffen wir, dass diese Finanzgesinnung, die heute aufgrund der Motion durch den Bundesrat zum Ausdruck kommt, auch in Zukunft anhält und wir zu gesunderen Finanzen kommen und diese gesunde Basis der Finanzpolitik nicht mehr verlassen.

M. Bonnard: Le groupe libéral et évangélique a pris connaissance avec intérêt du plan financier. Il votera l'entrée

en matière sur le message concernant les mesures pour équilibrer les finances fédérales.

Nous apportons notre appui de principe à la volonté du Conseil fédéral de restaurer l'équilibre des finances fédérales dans les meilleurs délais possible. Nous approuvons dans son principe aussi l'idée de manœuvre pour y parvenir et qui comporte cette double action tendant à la fois à une restructuration et à un accroissement des recettes et à un ralentissement de l'augmentation des dépenses.

Le problème des recettes a été réglé à notre niveau l'an dernier; le peuple tranchera dans quelques mois. Si nous voulons qu'il tranche en accordant à la Confédération les moyens dont celle-ci a incontestablement besoin, il importe que certaines conditions soient remplies. Il importe, en particulier, que le peuple sache comment le gouvernement résout le problème qui lui est posé. Ce problème est ardu. Malgré une certaine augmentation souhaitée des recettes, la Confédération doit réduire son train de vie. Dès lors, où va-t-elle le réduire? Dans quels secteurs va-t-elle freiner l'accroissement des dépenses? Dans tous les secteurs et dans tous de manière égale? Ou au contraire, dans certains secteurs et de manière différenciée? Et alors sur quel critère se fondera-t-elle pour opérer ces différenciations? Ces questions-là sont fondamentalement politiques, elles sont essentielles pour la conduite de nos affaires mais les réponses qu'elles ont reçues dans le plan financier nous laissent sur notre faim.

Le Conseil fédéral marque avec toute la netteté désirable une volonté qui a certainement une portée politique, celle de rétablir l'équilibre des finances. Il marque une seconde volonté politique qui est celle d'accroître les recettes. Il en marque même une troisième qui est de ralentir le rythme de croissance. Mais il ne marque pas la quatrième qui eût été de dire où il entendait porter son effort pour aboutir à ce ralentissement de la croissance. Le Conseil fédéral entend, dit-il, consolider l'acquis. Pour y parvenir il a décidé – il le dit à la page 4 de son rapport – de faire porter son effort sur tous les groupes de dépenses. Nous aurions souhaité quant à nous, que le gouvernement allât plus loin. Nous aurions désiré que devant l'impasse financière qui nous est annoncée depuis deux ans au moins, la Confédération pose clairement la question de savoir quelles sont, au vu de l'ensemble des circonstances actuelles, les tâches absolument prioritaires et celles qui, tout en étant importantes, n'ont pas ce caractère de priorité absolue.

Une chose est certaine, la Confédération n'a plus et n'aura pas davantage après la votation du 12 juin les moyens nécessaires pour exécuter toutes les tâches et fournir toutes les aides auxquelles elle avait pris d'habitude de faire face sans discuter, sous l'effet de la haute conjoncture. Il faudra dès lors bien opérer des choix, sous peine que la Confédération ne soit plus en mesure de remplir ses tâches les plus fondamentales. Et sur ce choix, il n'y a aucune déclaration gouvernementale claire. Il n'y a aucune tâche dont le Conseil fédéral nous dise qu'elle est, au niveau de la Confédération, véritablement prioritaire et que les moyens financiers nécessaires doivent lui être attribués, même au préjudice d'autres tâches moins immédiatement urgentes.

Bien sûr, on pourrait être tenté de tirer des chiffres du plan certaines conclusions. Par exemple, en comparant le plan financier de 1976 et celui de 1977 on constate que le Conseil fédéral opère la plus forte réduction dans le domaine des transports avec 906 millions, ensuite dans le domaine de la prévoyance sociale avec 612 millions et enfin, seulement, dans le domaine de l'enseignement et de la recherche d'une part et dans le domaine de la défense de l'autre avec quelque 415 millions pour chacun d'eux. On pourrait être tenté d'en inférer que la défense et l'enseignement paraissent au Conseil fédéral plus prioritaires que les transports; cette déduction pourrait être confirmée par les taux de croissance admis dans ces deux secteurs qui se situent entre 8 et 9 pour cent pour l'enseignement

et la défense et seulement à 3,6 pour cent pour les transports. Mais, tout aussitôt tout cela pourrait être démenti par d'autres chiffres tirés du même rapport et par d'autres faits tirés des mêmes messages.

En réalité, rien ne remplacera à nos yeux une déclaration gouvernementale claire, précisant les tâches fédérales que le Conseil fédéral estime absolument prioritaires, et à l'exécution desquelles il est décidé à veiller d'une part en mettant les moyens financiers à disposition, d'autre part en s'assurant de l'emploi ménager et efficace de ces fonds. Notre groupe souhaite que le gouvernement fasse une déclaration à ce sujet. A nos yeux, le mieux eût été que, reprenant point par point les Grandes lignes de la politique gouvernementale de 1975-1979, le Conseil fédéral nous dise à quels projets le nouvel aménagement des finances fédérales l'oblige à renoncer, quels autres projets il doit étaler dans le temps, et quels autres enfin il estime devoir maintenir. Je sais bien que nous ne saurions demander à M. le conseiller fédéral Chevallaz de répondre ainsi aujourd'hui. En revanche, et à moins que ce ne soit politiquement trop lui demander, le Conseil fédéral devrait pouvoir orienter le Conseil des Etats en mai, et par conséquent notre Conseil en même temps. Aujourd'hui, une déclaration d'intention générale nous suffirait.

Pour que le peuple accorde à la Confédération les moyens dont celle-ci a besoin, il ne suffit pas que le gouvernement définisse avec plus de clarté les efforts principaux de sa politique, il faut encore qu'il manifeste une réelle volonté d'économie. Il faut rendre cet hommage au Conseil fédéral que, depuis trois ans, il a, par des actes concrets, exprimé cette volonté. Peut-être cette volonté n'est-elle pas encore passée dans toute son administration. Le budget – vous le savez – est préparé par l'administration. Tout fonctionnaire qui a la responsabilité d'un secteur, si petit soit-il, prépare son propre budget. Chacun – et c'est bien – a la volonté d'accomplir sa tâche au mieux. Chacun a eu l'habitude depuis des années de demander largement et d'obtenir tout aussi largement ce qu'il souhaitait. Et en prévision des compressions qui sont inévitablement demandées même en période de prospérité, chacun a demandé de quoi se créer une petite marge de manœuvre, chacun dès lors a pu aussi dépenser sans avoir trop le souci des comptes et des fameux dépassements sur les comptes. Maintenant, il faut renverser ces habitudes, amener des centaines de fonctionnaires consciencieux et travailleurs à modérer leurs ambitions, à renoncer à certaines améliorations qu'ils avaient préparées, à différer d'autres projets, à se contenter de solutions dont il ont eux-mêmes décelé les défauts. Il faut souligner que la tâche est énorme et on peut se demander si le Conseil fédéral est suffisamment armé pour la mener à chef, s'il aura assez d'yeux pour s'assurer de l'emploi ménager des fonds, pour éliminer les réserves que l'on s'est constituées au niveau des services et que l'on dépense parfois pour des tâches non prioritaires. Nous sommes convaincus que les grands commis de l'administration ont pris conscience, comme le Conseil fédéral, de la nécessité de gérer plus économiquement les deniers mis à leur disposition. Nous souhaitons que tous leurs collaborateurs, à tous les niveaux, en fassent autant.

Pour que le peuple nous suive le 12 juin, il ne suffit pas de manifester une réelle volonté d'économie, il importe que cette volonté présente certaines garanties de durée. Je ne peux m'empêcher, à cet égard, de m'étonner que le Conseil fédéral choisisse la période où nous sommes pour présenter une 9e révision de l'AVS qui est sans doute fort différente des précédentes, qui sans doute encore nous propose d'intéressants aménagements dans les ressources de l'AVS, mais qui en définitive charge la caisse fédérale de montants supplémentaires atteignant chaque année plusieurs centaines de millions. La présentation de ce message maintenant est d'autant plus surprenante que le projet est manifestement irréalisable si le vote du 12 juin est négatif et qu'il est aléatoire si ce vote est positif puisque les prévisions faites en matière de recettes fiscales,

notamment pour la TVA, sont soumises, si sérieusement soient-elles faites, à de nombreux impondérables.

Le Conseil fédéral ne dit-il pas lui-même, dans son plan financier à la page 9, que la TVA représente pour lui – et je reprends ses propres termes – une grande inconnue puisqu'il ne dispose d'aucune expérience ni d'aucune donnée quant au flux des livraisons entre les différents secteurs de la production. Vous noterez d'ailleurs – on l'a dit – que tout l'édifice du plan financier est fondé sur une croissance économique de 4 pour cent, dont personne ne peut dire aujourd'hui si elle se réalisera.

Ces remarques et ces questions ne m'empêcheront toutefois pas de rendre hommage à l'effort qu'a fait le Conseil fédéral, stimulé, il faut bien le souligner, par l'opiniâtreté de son ministre des finances, pour assainir le ménage fédéral. Nous souhaitons que cet effort soit poursuivi avec une semblable énergie, même si le vote du 12 juin est positif. Notez que cela dépendra dans une large mesure de notre propre attitude, car le Conseil fédéral ne saurait mener une politique d'économie sans notre appui.

Nous vous engageons à voter sans modification toutes les propositions qui nous sont faites et à rejeter les propositions de non-entrée en matière.

Weber-Altdorf: In den letzten Monaten wurde im Zusammenhang mit dem Finanzpaket, den Sparmassnahmen und dem neuen Finanzplan viel über die Führungsfunktion des Bundesrates geschrieben und gesprochen. Ueber die Führungsaufgabe des Parlaments in der gleichen Sache wurde weit weniger diskutiert. Heute darf man feststellen, dass der Bundesrat den vom Parlament mit der Motion erteilten Auftrag erfüllt hat, indem er mit der im neuen Finanzplan skizzierten Finanzpolitik den Ausgleich des Bundeshaushaltes bis zum Jahre 1980 erreichen will. Positiv ist deshalb festzuhalten, dass der Bundesrat damit aus seiner departementalen und vielleicht individualistischen Politik ausgebrochen ist und sich in dieser grundlegenden Frage zu einer zielbewussteren Politik durchgerungen hat. Die Vorarbeit durch intensive Partei- und Fraktionsgespräche, die ihren Niederschlag in den Anträgen der Vorberatenden Finanzkommission gefunden haben, zeigen auf, dass die Führung im Parlament nur durch eine disziplinierte und verstärkte Fraktionseinwirkung ermöglicht wird. Dies bedingt unweigerlich, dass der individualistische Trend in unserem Rat etwas gebrochen werden muss. Auch diese Ueberlegung gilt es zu machen, wenn wir von der Führungsfunktion des Parlaments sprechen wollen. Es kann deshalb in dieser Phase der Absteckung des finanzpolitischen Zieles nicht darum gehen, durch die verschiedensten Anträge die Glaubwürdigkeit unserer festen Haltung aufs Spiel zu setzen. Nun darf aber das Konzept nicht starr durchgesetzt werden. Deshalb werfe ich die Frage nach der Korrigierbarkeit der vorgeschlagenen Massnahmen und des Finanzplanes auf. Der Bundesrat weist in seiner Botschaft selbst darauf hin, wenn er ausführt: «Soweit die Kantone direkt oder allenfalls indirekt betroffen sein könnten, ist eine mit genauen Zahlen untermauerte oder gar nach Kantonen differenzierte Aussage nicht möglich, weil mit der Finanzplanung bekanntlich noch keine Kredite verbindlich festgelegt werden.» Das gilt selbstverständlich auch für die volkswirtschaftliche und konjunkturpolitische Beurteilung. Massgeblich – und das scheint mir wesentlich – ist das vom Bundesrat und vom Parlament erklärte Ziel unserer Haushaltspolitik, den Ausgleich im Haushalt auf das Jahr 1980 zu erreichen. Es wird unsere Aufgabe sein, die infolge der beschlossenen Massnahmen und der im Finanzplan skizzierten Finanzpolitik ausgewiesenen Ungleichheiten, Härten sowie negative volkswirtschaftliche und konjunkturpolitische Folgen zu korrigieren. Zu diesem Zwecke aber ist vermehrt auf die Bestimmungen des Haushaltgesetzes zu achten, insbesondere muss das Finanzgebarren des Bundes und der Kantone aufeinander abgestimmt werden. Es ist vor allem darauf hinzuweisen, dass die Anpassung von Gesetzen in den

Kantonen eine längere Zeitspanne benötigt. Diese Anpassungsphase ist jedoch im Rahmen der übergeordneten Zielsetzung zu vollziehen. Der Finanzplan ist aber durch den Bundesrat auch nicht beliebig änderbar. Das Finanzhaushaltsgesetz und die Motion beider Räte verlangen vom Bundesrat, dass sich alle finanzpolitische Tätigkeit, ausgenommen Konjunkturprogramme, im Rahmen des ausgeglichenen Haushaltes zu bewegen hat. Die Analyse des Finanzplanes, insbesondere die Perspektiven des Bundeshaushaltes über das Jahr 1980 hinaus, zeigen eindeutig, dass unser Finanzhaushalt vor allem strukturell saniert werden muss. Dabei handelt es sich insbesondere um die Neufinanzierung bestehender Aufgaben, die Aufgabenteilung zwischen Bund und Kantonen, eine grössere Beachtung des Verursacherprinzips und die Rückgewinnung einer vermehrten Eigenverantwortlichkeit. Die staatliche Hilfe soll subsidiär sein, Ausgleichsfunktion üben.

Wenn ich dies sage, dann denke ich an unsere Aufgabe in den kommenden Jahren, nämlich die Vorarbeiten zur Sanierung des Strukturungleichgewichtes nach 1980 an die Hand zu nehmen. Bis zu diesem Zeitpunkt muss die Aufgabenteilung zwischen Bund und Kantonen und der damit verbundene Lastenausgleich abgeschlossen sein. Auf dem Wege der Finanzierung über Lohnprozente müssen unsere Sozialeinrichtungen, wie AHV, IV, Krankenversicherung, garantiert werden. In Beachtung des Verursacherprinzips sind die gesetzlichen Grundlagen zu schaffen oder abzuändern, die Strassengebühren einführen, oder höhere Anteile im Bereiche des Gewässer-, Zivilschutzes usw. vorsehen. Ich kann hier nur einige wenige Beispiele aufführen. Insbesondere ist darauf zu achten, dass wieder vermehrt die Eigenverantwortlichkeit im öffentlichen wie im privaten Bereich zum Zuge kommt. Nur sie garantiert eine mehr wirtschaftsbezogene und wirtschaftliche Einstellung des Bürgers und damit eine wesentliche Entlastung im Ausgabenbereich auf allen Stufen unserer Föderation.

Zum Schlusse noch eine Bemerkung zum Schlagwort «soziale Demontage». Ich halte eine solche Politik für gefährlich und unverantwortlich. Wir alle in diesem Saale wissen, dass die bestehenden sozialen Einrichtungen nicht abgebaut, im Gegenteil, dass sie nicht gefährdet werden dürfen, dass deshalb vermehrt das Gewicht auf die Garantie und den Ausbau im Rahmen der finanziellen und wirtschaftlichen Gegebenheiten zu legen ist. In diese Richtung zielt das finanzpolitische Bekenntnis des Bundesrates und der von den Räten angenommenen Motion, dass die Ausgabenpolitik im Rahmen des Wirtschaftswachstums und der damit zur Verfügung stehenden Mittel zu erfolgen hat. Wir haben deshalb immer erklärt, dass eine einseitige Politik der unbegrenzten Forderungen angesichts der Wirtschafts- und Finanzlage untragbar und unverantwortbar ist, weil wir überzeugt sind, dass eine solche Politik eines Tages das bisher Erreichte gefährden könnte. Der Finanzplan bringt deshalb deutlich zum Ausdruck, dass nicht ein Abbau angestrebt wird, sondern eine Verflachung des Ausgabenwachstums, d. h., dass der Ausbau unseres Staates nicht mehr der Hektik der Hochkonjunktur folgen kann, sondern dass die Besinnung und die Realisierung sich nach den wirtschaftlichen Möglichkeiten auszurichten haben. In diesem Sinne stimme ich dem Massnahmenpaket und dem Finanzplan zu.

Cantieni: Bei der Behandlung des Finanzplanes 1978–1980 und der Massnahmen zum Ausgleich des Bundeshaushaltes denken wir – verschiedene Votanten haben das festgehalten – insbesondere auch an die Abstimmung vom 12. Juni, von deren Ausgang die Entwicklung der Bundesfinanzen massgeblich beeinflusst wird. Wenn die heutige Warenumsatzsteuer durch die Mehrwertsteuer abgelöst werden soll, muss der Steuerzahler die Gewissheit haben, dass der Staat auf allen Ebenen mit seinen finanziellen Mitteln sparsam und haushälterisch umgeht. Diesem Grundgedanken trägt die neue Finanzplanung 1978–1980 weitgehend Rechnung. Der Finanzplan soll dem Stimmbür-

ger deutlich machen, dass der Bund ernsthaft Anstrengungen zu unternehmen gewillt ist, das Gleichgewicht von Einnahmen und Ausgaben herbeizuführen. Dabei wird wohl zu Recht auch die Frage gestellt: Wer wird von den Sparmassnahmen betroffen? Die Antwort auf diese Frage lautet eindeutig: alle. Die Auswirkungen der Sparmassnahmen könnten aber in stärkerem Masse die Wirtschaft der Randgebiete treffen. Es ist beispielsweise schwer zu sagen, wie sich der neue Finanzierungsschlüssel über die Verwendung des Ertrages aus dem Treibstoffzollzuschlag auf den zukünftigen Bau der National- und Hauptstrassen auswirken wird. Gerade für den Kanton Graubünden mit dem weitläufigen Netz an Hauptstrassen von 500 Kilometern würde sich jede Kürzung von Baukrediten für diese Strassenkategorie folgeschwer auswirken. Das gleiche ist zu sagen in bezug auf die vorgeschlagenen Kürzungen auf dem Sektor des Eisenbahnwesens. Zwar wird auf die Privatbahnkantone – das sei hier anerkannt – besonders Rücksicht genommen. Auch verspricht der Bundesrat einen wirksamen Finanzausgleich im Interesse der finanzschwachen Kantone. Wie sich aber dieser Finanzausgleich konkret auswirken wird, ist heute noch nicht ersichtlich. Die Verhandlungen in beiden Räten werden ohne Zweifel zeigen müssen, ob die finanzschwächeren Regionen bei der Durchführung der neuen Sparmassnahmen nicht doch stärker betroffen werden. In diesem Zusammenhang muss wieder einmal an die verschiedenen Leitbilder der Landesplanung, die in den letzten Jahren häufig angerufen wurden, erinnert werden. Diese Leitbilder versprechen in einem Punkte alle dasselbe, nämlich eine Dezentralisierung der Wirtschaft mit angemessener Berücksichtigung der einzelnen Regionen. Diesem Leitbild, das grundsätzlich unangefochten blieb, muss auch in Zeiten der Rezession nachgelebt werden. Dabei kommt namentlich den Hauptverkehrsträgern Schiene und Strasse besondere Bedeutung zu.

Ich empfehle Ihnen ebenfalls Eintreten auf die Vorlage und bitte noch den Bundesrat, meine Frage in bezug auf konkrete Massnahmen betreffend Finanzausgleich zu beantworten. Ich danke.

Letsch: Ich fasse meine Stellungnahme zu Finanzplan und Massnahmenpaket in drei Punkten zusammen:

Für Herrn Hubacher – ich stütze mich hier auf meine stenographischen Notizen aus der Kommissionssitzung, der ich nach seinen Worten in demonstrativer Uninteressiertheit gefolgt sein soll – ist «der Hauptgrund für Eintreten auf das Massnahmenpaket ein politischer». Es geht darum, ich zitiere ihn wieder, «die gute Laune des Stimmbürgers zu gewinnen, und deswegen müssen wir in diesen sauren Apfel beissen». Diese Optik lehne ich ab. Zwar stellt die vermehrte Ausgabendisziplin eine nicht unwichtige sachliche Voraussetzung für zusätzliche Einnahmen dar. Doch ist sie an sich, d. h. also völlig unabhängig davon, ob das politische Kalkül aufgehe – das hat auch Herr Bundesrat Chevallaz wiederholt betont –, aus finanz- und volkswirtschaftlichen Gründen notwendig. Ich bestreite denn auch den von Ökonomen hochgespielten sogenannten Zielkonflikt, der vor allem wegen der ausdrücklichen Ausklammerung besonderer Arbeitsbeschaffungsprogramme vom Rechnungsausgleich überhaupt nicht besteht. Von Widersprüchlichkeiten kann jedenfalls keine Rede sein. Die Motivation von Herrn Hubacher legt aber die Vermutung und gleichzeitig die Befürchtung nahe, man gedenke nach der Annahme des Steuerpaketes im Juni sehr rasch, und zwar auch ausserhalb des Investitionsbereichs, wieder auf Expansionskurs umzustellen. Es würde sich dann das wiederholen, was wir vor zwei Jahren bereits einmal durchexerziert und erlebt haben. Schon damals, nämlich in der Januarsession 1975, wurde angeblich erkannt, dass das Ausgabenwachstum nun stärker gezügelt werden müsse. Als dann aber die neuen Steuern im Juni 1975 angenommen worden waren, kletterten die Ausgaben von 13,5 Milliarden in der Rechnung 1975 auf 16 Milliarden im Voranschlag 1977, also um etwa 17%, beides Jahre mit gerin-

gen und in absoluten Beträgen gleich gebliebenen Belastungen durch besondere Arbeitsbeschaffungsmassnahmen. Wir sollten uns deshalb heute nicht erneut in Abstimmungstaktik üben. Vielmehr ist – ich wiederhole es – die Ausgabendisziplin an sich, vor allem im Konsumbereich zu verstärken, und zwar deshalb, weil anderenfalls die Mittelbeschaffung, ganz gleichgültig ob über Steuern oder über Schulden, immer mehr an Grenzen stösst, an Grenzen, die wir nicht ungestraft überschreiten dürfen. Das ist auch der Grund, weshalb das «Komitee für einen sparsamen Bundeshaushalt», das nie ein Abstimmungskomitee war und auch keines werden wird, sondern seine Mitglieder in der Stellungnahme zum Steuerpaket völlig frei lässt, seine Aufgabe zwar zurzeit als erfüllt betrachtet, sich aber vorbehält, in einem späteren Zeitpunkt erneut aktiv zu werden.

Nun die zweite Feststellung. Finanzplan und Massnahmenpaket selber verdienen trotz gewisser Mängel und Unsicherheiten eine gute Gesamtnote. Sie stellen einen ersten Schritt in die richtige Richtung dar. Dass aber damit die Probleme nicht abschliessend gelöst sind, geht allein schon daraus hervor, dass von den Verbesserungen gegenüber dem Finanzplan 1976 rund ein Drittel auf blosse Schätzungskorrekturen zurückzuführen sind, vieles nur erstreckt, anderes abgewälzt wird, und dass gleichzeitig neue, noch nicht beschlossene Vorhaben von grosser finanzieller Tragweite – wir werden ein solches Geschäft bereits nächste Woche zu behandeln haben – die künftigen Jahre mit Hunderten von Millionen Franken zusätzlich belasten. Hier fehlt nach meiner Beurteilung tatsächlich nach wie vor die Einsicht in die finanz- und volkswirtschaftlichen Notwendigkeiten. Ich habe indessen nie gesagt und nie geschrieben – das ist der zweite Ausrutscher von Herrn Hubacher –, dass mir, ich zitiere ihn: «... auf dem Altar des Vorortes mindestens noch zwei abgebaute Milliarden fehlen».

Schliesslich eine dritte Bemerkung, und zwar zu den Konsequenzen für das Steuerpaket. Ich weiss, dass es Kreise gibt, denen mit der Verabschiedung des Massnahmenpaketes und des neuen Finanzplanes nun die Zustimmung zur Steuervorlage erleichtert, ja ermöglicht wird. Diese Haltung ist zu respektieren.

Umgekehrt können eben Mängel, je nachdem welchen Massstab man anlegt, sowohl des neuen Finanzplanes als aber insbesondere des Steuerpaketes an sich Grund für ein Nein am 12. Juni 1977 sein. Ich bin sicher nicht auf das Verständnis von Herrn Hubacher angewiesen, darf ihn vielleicht aber doch noch einmal an seine eigenen Hinweise erinnern. Er spricht in der «SP-Information», die ich zitiere, von «den professoralen Mahnern, die vor einer krisenhaften Deflationspolitik warnen und die gerade von sozialdemokratischer Seite nicht leicht gewogen und einfach überhört werden dürfen». Diese professoralen Mahner, Herr Hubacher, fordern aber nicht nur staatliche Impulse über öffentliche Ausgaben, übrigens vor allem für Investitionen, denen auch ich von jeher Priorität eingeräumt habe, sondern sie wenden sich noch geschlossener gegen übersetzte Steuererhöhungen oder überhaupt gegen Steuererhöhungen in der Rezession. Sie nehmen damit eine These auf, die schon vor 20 Jahren eine Studienkommission unter dem Vorsitz unseres verehrten früheren sozialdemokratischen Kollegen und alt Bundesrates Professor Dr. Max Weber aufgestellt hat. Wer somit – wie ich persönlich das tue – heute die «geballte Ladung» von gegen 3 Milliarden Franken mehr Steuern als masslos erachtet, im übrigen aber die Notwendigkeit der Mehrwertsteuer und von massvolleren Steuererhöhungen einsieht, der befindet sich offenbar nicht nur in guter professoraler, sondern in noch besserer sozialdemokratischer Gesellschaft.

Zusammenfassend halte ich dafür, dass wir auch in dieser Phase der finanzpolitischen Auseinandersetzungen uns nicht von Taktik und nicht von Ideologie, sondern von den finanz- und volkswirtschaftlichen Notwendigkeiten leiten lassen sollten. Nur so wird es möglich werden, unsere Volkswirtschaft und damit dann auch den Bundeshaushalt aus dem Schleudern wieder auf festeren Kurs zu bringen.

M. Soldini: Le débat d'aujourd'hui me semble constituer l'avant-garde d'une bataille électorale qui se livrera dans quelques semaines et dont le peuple suisse sera l'arbitre. Permettez-moi donc un bref retour en arrière sur l'état de nos finances au cours de ces dernières années car quelques dates importantes ont jalonné l'histoire des déficits de la Confédération.

Rappelons-nous d'abord l'important scrutin du 3 décembre 1972. Les milieux que nous représentons n'avaient pas manqué, alors, de mettre en garde le corps électoral contre les suites qu'aurait pour le pays un traité de libre-échange conclu par nos autorités avec la Communauté économique européenne. Nous écrivions: «Il s'agit d'un engrenage qui étouffera progressivement tout ce qui fait le propre de notre Confédération. La diminution des droits de douane ne présentera aucun avantage pour la grande majorité de notre population; au contraire, elle aura pour effet d'imposer chez nous une taxe à la valeur ajoutée, source d'inflation et de complications administratives tracassières.»

Mais à fin 1972, en pleine euphorie conjoncturelle, il n'était pas bon de jouer au prophète. Négligeant les avertissements de quelques milieux minoritaires, le peuple suisse, berné, accepta largement l'arme à double tranchant que lui offrait le Conseil fédéral. Dès 1974, pourtant, la récession a fait son apparition. Le chômage complet ou partiel s'est installé chez nous. Nos industries d'exportation ont vu, malgré les facilités tarifaires dont elles bénéficiaient, leur activité réduite dans une notable mesure. La démobilitation des tarifs douaniers a engendré pour nos finances publiques une moins-value annuelle de plus d'un milliard de francs, qui s'est répercutée sur le montant des recettes des comptes et budgets fédéraux de 1975, 1976 et 1977; et surtout, le consommateur suisse n'a obtenu aucune amélioration ni dans sa capacité d'achat, ni dans son état de contribuable fédéral, cantonal et communal. En fait, l'accord international de libre-échange s'est révélé inopérant pour la grande majorité du peuple, mais singulièrement dommageable pour l'état des finances fédérales. On peut le dire sans détour: la démobilitation des droits de douane a été, avec la croissance démesurée des dépenses, le détonateur de l'explosion des déficits que nous connaissons aujourd'hui. C'est pourquoi nous nous opposerons à l'introduction de la TVA qui ne manquera pas de donner un nouvel essor à une inflation que l'on s'est efforcé, avec un succès certain – reconnaissons-le – de juguler, au cours de ces derniers mois, dans la foulée de la récession d'ailleurs.

Cette taxe à la valeur ajoutée constitue la pierre angulaire de l'édifice financier et fiscal de la Confédération qui sera soumis à l'approbation du peuple et des cantons le 12 juin prochain. La TVA permettrait la perception de 3 milliards de recettes supplémentaires par an à la charge, pour une bonne part, des consommateurs; mais elle constituerait également un poids notable pour l'économie en général, car on doit bien admettre qu'une certaine partie de l'impôt viendra réduire encore la marge de manœuvre des petites et moyennes entreprises. Comme, par ailleurs, l'aménagement de l'impôt fédéral direct se traduira par une perte de 500 millions pour le fisc, on ne pourra compter que sur un supplément de recettes de l'ordre de 2,5 milliards. Le Conseil fédéral affirme qu'une imposition indirecte de cette ampleur est indispensable pour rétablir l'équilibre des finances de la Confédération. Certes, si l'on considère l'explosion, ces dernières années, des déficits de la caisse fédérale, on ne saurait le nier. Et pourtant, en examinant l'évolution des dépenses, le problème se présente quelque peu différemment.

Depuis six ans, les dépenses de la Confédération ont passé de 7765 millions en 1971 à quelque 16 milliards dans le budget de 1977. Or, le 8 décembre 1974, en rejetant déjà les projets financiers de M. Chevallaz, dans un geste de mauvaise humeur, disait-on, le peuple suisse avait expressément approuvé la notion du «frein aux dépenses». Le

8 juin suivant, volant au secours des caisses vides de l'argentier fédéral, le corps électoral acceptait une hausse modérée de l'ICHA et l'augmentation de la taxe sur les carburants, tout en réitérant avec force ses exigences sur la limitation des dépenses du ménage fédéral. Peine perdue puisque ces dernières étaient de 13 540 millions au compte de 1975, de 15 milliards sans les programmes conjoncturels en 1976 et que le budget voté par le Parlement en décembre dernier les a portées à 16 milliards de francs environ.

Les déficits, eux, n'ont fait que s'amplifier, passant de 1,573 milliard dans le compte de 1976 à 1,767 milliard dans le budget de 1977.

D'ailleurs, d'après le plan financier qui nous est soumis, même avec l'introduction de la TVA, les comptes de la Confédération seront encore déficitaires en 1978 et en 1979 pour ne s'équilibrer qu'en 1980, alors que nul ne peut savoir quels seront les effets de la conjoncture à ce moment-là.

Ces données montrent l'extraordinaire escalade des dépenses au cours de l'actuelle décennie. Les recettes, elles, n'ont pas suivi cette évolution et les déficits se sont ainsi constamment accrus. La cause de cette regrettable situation est facile à déceler. Ce Conseil fédéral et ce Parlement n'ont eu ni la volonté ni la force de réduire dans une mesure efficace, les dépenses des dernières années; les débats sur le budget qui ont eu lieu lors de la session de décembre l'ont amplement démontré, et les engagements démesurés dans les domaines de la 9^e révision de l'AVS, de l'aide aux universités et de la coopération au développement et ce, malgré le vote significatif sur l'IDA du 13 juin dernier, nous vaudront après 1980 des suppléments négatifs s'élevant à plus d'un milliard par année.

Qu'en est-il alors de la diminution des dépenses de 1,7 milliard annoncée par M. Chevallaz lors de la présentation de son plan d'équilibre des finances fédérales? Plusieurs commentateurs ont immédiatement conclu à des économies draconiennes dans le ménage fédéral. En réalité, si réduction il y a, ce n'est pas tant par rapport aux dépenses budgétées de la Confédération que par comparaison avec les prévisions surfaites du plan d'assainissement 1976-1979, plan qui pêchait par optimisme du côté des recettes et par pessimisme du côté des dépenses. Comparées à ce premier plan financier de janvier 1976, les dépenses diminuent donc d'une manière qui paraît spectaculaire mais, face au budget de 1977, elles continuent d'augmenter.

Cette ambiguïté semble procéder d'une double tactique: à ceux qui sont effrayés par l'ampleur des déficits, on montre le plan de 1976, ce qui permet de parler d'assainissement; à ceux qui craignent le démantèlement de l'Etat social, on présente le budget de 1977, ce qui autorise à parler de consolidation; mais une fraction importante de chacun des deux camps ne sera pas convaincue par une telle argumentation. Pour ma part, je constate que d'après la situation actuelle, les dépenses vont encore augmenter; c'est donc que ces dernières, votées régulièrement par le Parlement jusqu'ici étaient considérées comme indispensables, puisque les propositions d'économies linéaires ou sectorielles présentées dans cette enceinte ont été rejetées. Ces décisions témoignaient également de la méconnaissance du fait que les budgets ne correspondaient pas aux possibilités réelles du pays, de même que du fait que, seul de tous les départements fédéraux, le Département politique n'est pas appelé à consentir sa part de sacrifice dans les mesures d'équilibre préconisées par le Conseil fédéral. Je n'ai donc pas confiance dans des décisions qui introduisent immédiatement des hausses d'impôts importantes pour les couches les plus modestes de la population, alors que les mesures réelles d'économie sont repoussées de plusieurs années. Pour toutes les raisons que je viens d'évoquer ici, mes amis et moi-même n'apporterons pas notre soutien au nouveau plan financier du Conseil fédéral.

Welter: Das Ziel des Finanzplanes ist es, bis zum Jahre 1980 eine ausgeglichene Rechnung herbeizuführen. Um das zu erreichen, ist es unerlässlich, dass dem Bund neue Einnahmen zugeführt werden, mit anderen Worten heisst das: Nur wenn das Finanzpaket am 12. Juni in der Volksabstimmung angenommen wird, ist es überhaupt möglich, den Bundeshaushalt bis Ende dieses Jahrzehnts wieder ins Gleichgewicht zu bringen. Unter diesem Aspekt sind also sowohl der Finanzplan als auch die Massnahmen zum Ausgleich des Bundeshaushaltes zu betrachten. Dass die Beschaffung von Mehreinnahmen für den Staat unumgänglich ist, geht unter anderem auch mit aller Deutlichkeit aus dem Wirtschaftsbericht der OECD vom März 1976 hervor.

Ich zitiere aus diesem Bericht: «Auf mittlere Sicht ist eine Sanierung der Bundesfinanzen wohl unumgänglich. Dieses Problem wurde bereits in den OECD-Wirtschaftsberichten der Vorjahre behandelt, doch sei hier gleichwohl noch einmal auf die unabdingbare Notwendigkeit hingewiesen, mittelfristig Massnahmen zu einer dauerhaften Steigerung der Steuereinnahmen zu ergreifen. Hieran führt kein Weg vorbei, wenn die Finanzpolitik nicht nur zur Nachfragesteuerung, sondern auch zur Förderung der unerlässlichen gemeinnützigen Investitionen dienen soll.» Dieses Ziel der ausgeglichenen Rechnung kann uns aber nicht davon abhalten, die Vollbeschäftigung anzustreben, d. h. uns anzustrengen, die 17 500 Arbeitslosen wieder in den Arbeitsprozess zurückzuführen. Da auch in den öffentlichen Haushalten an allen Ecken und Enden gespart werden muss, scheiden sie als Auffangbecken für Personen, die im privaten Bereich ihren Arbeitsplatz verloren haben, weitgehend aus. Jedenfalls dürfen wir uns nicht mit dem Argument zufriedengeben, wir hätten eine gut ausgebaute Arbeitslosenversicherung. Jene Mitbürger, die arbeiten möchten und gezwungen sind, untätig zu bleiben, beginnen an unserem Staat zu zweifeln. Ich sage das, weil ich einen gewissen Einblick habe in die Verhältnisse bei den kaufmännischen und Büroberufen, die die grösste Gruppe von Arbeitslosen stellen, wobei es vor allem ältere Angestellte sind, die, selbst wenn sie gut qualifiziert sind, grösste Mühe haben, wieder einen Arbeitsplatz zu finden. Ich bin deshalb froh, dass Bundesrat Brugger Anfang dieser Woche erklärte, dass ein viertes Investitionsprogramm gewissermassen auf Abruf vorhanden ist. Besondere Aufmerksamkeit sollte in diesem Zusammenhang auch der Bekämpfung der Jugendarbeitslosigkeit gewidmet werden.

Als Mitglied der forstlichen Gruppe der eidgenössischen Räte habe ich den Auftrag, hier einzuflechten, dass in der Forstwirtschaft, sofern für diesen Sektor die nötigen Investitionskredite bewilligt werden, noch eine grössere Zahl von Arbeitskräften eingesetzt werden könnte. Es sind in unseren Wäldern, vor allem in den höher gelegenen Gebieten, noch umfassende, arbeitsintensive Massnahmen zu treffen, die sich auf die Dauer für unser Land als sehr nützlich erweisen werden. Es bleibt eine Tatsache, dass die Forstwirtschaft zu den sichersten Arbeitgebern unserer Volkswirtschaft zählt. Eigenartig – um nicht zu sagen unverständlich – scheint mir die Bemerkung des Bundesrates auf Seite 14 der Botschaft, wonach für das Bundespersonal keine Reallohnverbesserungen vorgesehen sind und auch nur ein mässiger Teuerungsausgleich eingerechnet ist. Ein Minimum wäre es gewesen, einen Vorbehalt im Hinblick auf die wirtschaftliche Entwicklung des Landes und die angestrebte Erholung der Bundesfinanzen anzubringen.

Nachdem bei den Leistungen an die Krankenkassen ganz erhebliche Abbaumassnahmen vorgesehen sind, müssen Sie sich nicht wundern, wenn von unserer Seite bei den Militärausgaben zwar nicht Abbaumassnahmen, aber eine Plafonierung auf dem Stand des Budgets von 1977 vorgeschlagen werden wird. Das würde bedeuten, dass für die Jahre 1978 und 1979 3162 Millionen Franken für das EMD zur Verfügung stünden. Dass unser Vorschlag vom EMD zurückgewiesen wird, ist verständlich, dass nun aber deswegen von gewisser Seite unsere grundsätzliche Befürwortung der Landesverteidigung in Zweifel gezogen wird,

ist gelinde gesagt unfair. Vielleicht mag diese für uns unverständliche Reaktion darauf zurückzuführen sein, dass man etwas konsterniert über die Tatsache ist, dass in der Öffentlichkeit auf die Frage, wo gespart werden soll, in erster Linie das Militärdepartement angepeilt worden ist.

Nun zum Sparpaket: Wie dieses Sparpaket ausserhalb des Parlamentes aufgefasst wird, möchte ich Ihnen anhand der Stellungnahme der Vereinigung schweizerischer Angestelltenverbände bekanntgeben. Ich zitiere: «Die VSA stellt fest, dass wesentliche Punkte der Vorlage keine echten Einsparungen bringen, sondern nur Abwälzungen auf die Kantone, Gemeinden und vor allem auch auf die Bürger beinhalten. So sollten z. B. die Einsparungen bei der Krankenversicherung 150 bzw. 260 Millionen Franken ausmachen. Dabei steht heute schon fest, dass mit der Einfrierung der Bundesbeiträge das erhoffte Ziel einer Eindämmung der Kostenexplosion in diesem Sektor nicht erreicht werden kann. Nach wie vor vertritt die VSA den Standpunkt, dass der Bund in der gegenwärtigen Rezession die Aufgabe hat, durch Investitionen und andere arbeitsfördernde Massnahmen der Wirtschaft Impulse zu geben. Die Zurückhaltung beim Konsum und bei den privatwirtschaftlichen Investitionen darf nicht noch dadurch verstärkt werden, dass durch die Ueberwälzung von Bundesbeiträgen auf die Arbeitnehmer und Konsumenten die private Kaufkraft geschmälert wird. Die VSA widersetzt sich offenkundigen Tendenzen und warnt vor Versuchen, künftig die Finanzen des Bundes vor allem durch den Abbau seiner sozialen Verpflichtungen verbessern zu wollen. Dies würde den sozialen Frieden in unserem Lande ernsthaft belasten.»

Sie werden begreifen, dass es auch mir schwerfällt, den Sparmassnahmen beizupflichten, und wenn ich trotzdem für Eintreten auf die Vorlage stimmen werde, so vor allem – ich gebe das offen zu – im Hinblick auf die Abstimmung vom 12. Juni 1977. Es gilt meines Erachtens sorgfältig zu überlegen, wie wir das Terrain für diese Abstimmung vorbereiten. Ich wiederhole: Die Herbeiführung des Gleichgewichtes im Bundeshaushalt ist vernünftigerweise nur möglich, wenn wir die Mittel erhalten, die uns das Steuerpaket bringen muss. Dieses Ziel müssen wir im Auge behalten. Eine Politik der leeren Kassen würde zweifellos den sozialen Frieden gefährden. Wohin das führt, zeigen genügend Beispiele im näheren und weiteren Ausland. Meine Zustimmung zu den Sparmassnahmen kann mich aber nicht davon entbinden, gewisse Bedenken und Vorbehalte anzubringen. Bedenken habe ich wegen der Kürzung der Beiträge an die Strafvollzugs- und Erziehungsanstalten. Wir wissen nur zu genau, dass in unserem Lande vor allem auf diesem Sektor zum Teil noch unbefriedigende Verhältnisse bestehen. Es fehlt seit langem eine geschlossene Anstalt für Jugendliche, die straffällig geworden sind; es fehlen vielerorts spezielle Anstalten für drogengeschädigte Menschen. Ich befürchte deshalb, dass Sparmassnahmen auf diesem Gebiet uns, wenn wir an die Zukunft dieser Mitbürger denken, eher teuer zu stehen kommen werden.

Nun zur Kürzung der Beiträge an die Krankenkassen. Beim Budget 1977 habe ich mich gegen den Abbau von 30 Millionen gewehrt und schliesslich auch noch gegen den Abbau von 15 Millionen, die nach den Verhandlungen im Ständerat noch strittig waren. Beim Sparpaket geht es aber nun um 150 bzw. 260 Millionen. Sie werden verstehen, dass ich grosse Mühe habe, mich mit diesem Teil des Sparpaketes zu befreunden, auch wenn das Konkordat der Krankenkassen sich damit einverstanden erklärt. Die Krankenkassen behelfen sich damit, dass sie die Prämien erhöhen. Ich zitiere aus dem Briefe des Konkordates: «Die Mehrkosten müssen durch die zehnprozentige Mehrprämie der Frauen und die Solidaritätsbeiträge der Männer finanziert werden.» Ich bin mir aber bewusst, dass gegen das stetige Anwachsen der Arztkosten, der Spitalkosten und der Kosten der Arzneien dringliche Massnahmen unumgänglich sind. Auch das Giesskannenprinzip bei der Gewährung von Bundesbeiträgen betrachte ich als unbefriedigend. Ich hoffe, dass die Motion der Finanzkommission

den richtigen Weg weist, um aus der Sackgasse herauszukommen. Noch dieses Jahr erwartet die Finanzkommission vom Bundesrat eine Vorlage über die Teilrevision des KUVG. Vom Bundesrat wird ferner verlangt, dass er die bereits bestehenden Vorschriften mit der nötigen Strenge handhabt; das gleiche wird von den Kantonen erwartet. Hoffentlich hat der Bericht, der von der Finanzkommission über die Einkommensverhältnisse der Medizinalpersonen und die Entwicklung der Medikamentenpreise verlangt wird, eine prophylaktische Wirkung.

Nun noch ein paar Worte zur Herabsetzung der Beitragsansätze für Bauten, welche der Berufsbildung dienen. Hier geht es in erster Linie um die Beiträge an den Bau von Turnhallen und Sportanlagen für die Berufsschüler. Für alle Jugendlichen, welche die Mittelschule besuchen können, ist der Turnunterricht eine Selbstverständlichkeit. Anders verhält es sich bei den Lehrlingen. Auch bei ihnen sind Haltungsschäden – leider oft als Folgen der Bewegungsarmut – vorhanden. Also sollten sie aus sozialmedizinischen Gründen die Möglichkeit haben oder sogar dazu angehalten werden, unter kundiger Leitung den Turnunterricht zu besuchen.

Öffentlicher Verkehr: Diese Sparmassnahmen erwecken ebenfalls gewisse Bedenken. Einerseits, weil sie offensichtlich dem Bericht der GVK vorgreifen und andererseits, weil sie, bessere Belehrung vorbehalten, dem im Schaufenster zwar gepriesenen Primat des öffentlichen Verkehrs einfach entgegenlaufen. Wenn ich mich trotz allem für das Sparpaket entschieden habe, so spielt die Erinnerung an die Abstimmung vom 4. Dezember 1974 eine gewisse Rolle. Ich habe nicht vergessen, dass damals als einzige der vier Vorlagen jene, welche die Erschwerung von Ausgabenbeschlüssen vorsah, die sogenannte Ausgabenbremse, von Volk und Ständen mit sehr grossem Mehr angenommen worden ist. Ich bitte Sie, auf die Vorlage einzutreten.

M. Carobbio: Comme nous le savons tous – on l'a déjà dit mais il n'est pas inutile de le répéter – nous sommes en train de décider un frein ultérieur aux dépenses publiques, dans le cadre d'une crise grave qui touche durement les travailleurs, les petites et moyennes entreprises, les régions les moins favorisées. Pour calmer l'opinion publique, on souligne comme élément positif important un chômage et un taux d'inflation très faibles. Mais la réalité est beaucoup moins rose. Depuis 1974, la réduction des places de travail est de l'ordre de 370 000 ce qui donne un taux de chômage effectif de plus de 10 pour cent bien plus élevé que dans les autres pays industriels. Les prévisions pour 1977 ne sont pas meilleures. Je crois ne pas me tromper beaucoup en prévoyant environ 50 000 postes de travail en moins. Dans ce cas, combien de Suisses seront touchés? Peut-être plus de 5000. Ces chiffres devraient nous faire réfléchir. Le record en matière de taux d'inflation est un résultat qui ne peut et de loin compenser le record en matière de chômage. Pour nous, moins de chômage et un taux d'inflation un peu plus élevé, est sans doute une solution préférable du point de vue de l'ensemble des travailleurs. Or c'est justement une politique inverse qui, une fois de plus, nous est proposée. En effet, les caractéristiques du nouveau plan financier et des mesures pour équilibrer les finances fédérales sont en fait un coup de frein ultérieur aux dépenses d'intérêt collectif. En d'autres termes, on nous propose un plan qui aggrave la récession, donc déflationniste, lorsque nous aurions besoin d'un programme de relance. Il s'agit d'un choix grave et dangereux. Au lieu de rebrousser chemin, le Conseil fédéral accélère la marche dans la mauvaise direction. Sa responsabilité dans l'aggravation de la crise en est d'autant plus grande. La comparaison de cette politique économique avec celle des pays de l'OCDE, telle la Norvège et la Suède qui ont, par contre, augmenté la dépense publique pour faire face au chômage, fait mieux ressortir le paradoxe. Si à cela, on ajoute le fait que, jusqu'ici, la politique économique du gouvernement a été peu efficace, tant sur le plan quantitatif que sur le plan qualitatif, notre critique

ne peut être que plus sévère. Il suffit de se référer à l'opération «achat des Skyguards». On a passé une commande de 350 millions qui a servi à améliorer la situation économique, notamment chez Bührle qui était peut-être l'entreprise suisse qui en avait le moins besoin. En effet, son chiffre d'affaires consolidé a augmenté en 1976 de plus de 20 pour cent, son dividende est passé de 12 à 14 pour cent et ses investissements ont augmenté de 25 pour cent.

Lorsque nous avions voté ces crédits-là, le Conseil fédéral avait prétendu qu'il s'agissait de contribuer à lutter contre les difficultés d'emploi chez Bührle. Toutes ces raisons, s'ajoutant à celles développées par M. Muret, nous renforcent dans notre décision de nous opposer aux nouvelles mesures et de proposer des solutions alternatives, que l'on peut ainsi résumer: Nous sommes pour réaliser l'équilibre des comptes sur une longue période, surtout par une accélération du rythme des recettes à travers l'accroissement de l'impôt direct. Il y a encore une bonne marge dans ce sens. Mais cela à condition que l'argent des impôts ne soit pas employé pour financer l'accroissement de la production de biens dont l'utilité est nulle sinon négative. Nous parlons ici des dépenses militaires, dans la mesure où elles dépassent ce qui est nécessaire pour une guerre de résistance. C'est du reste dans ce sens que va la motion que j'ai présentée: elle tend à stabiliser les dépenses pour la défense nationale pour les années 1978 à 1980, à 3 milliards par an. Nous sommes donc favorables à une augmentation de la part de la dépense gouvernementale dans le produit national brut, dans le sens d'une augmentation de la consommation collective par rapport à la consommation totale. Or cela est important au moment où des besoins collectifs énormes restent encore insatisfaits. En outre, un tel accroissement permet de lutter contre des déséquilibres sociaux entre classes et régions que la crise contribue à augmenter. N'oublions pas pour finir que tout laisse croire que la récession actuelle s'accompagne d'une tendance à long terme au fléchissement des investissements privés! Voilà une raison de plus d'intensifier la présence du secteur public dans l'économie. A court terme, tout cela implique nécessairement que l'on renonce à réaliser l'équilibre budgétaire, pour augmenter la dette publique en vue de garantir une rapide relance. On peut se demander si une telle politique doit être réalisée par la voie du plan financier ou par un nouveau programme de relance. Si l'on considère le risque accru d'aggravation du chômage, il faut sans aucun doute sortir ce dernier du tiroir, mais il ne faut pas non plus oublier que les effets d'un programme de relance prennent pas mal de temps à s'exercer, comme l'a prouvé l'expérience passée. Pour obtenir des résultats immédiats, la méthode qui est à portée de main consiste à ne pas freiner ultérieurement les dépenses d'intérêt collectif telles que celles concernant les assurances sociales, l'école, la recherche, les transports publics, la construction de logements à caractère social et à ne pas appliquer immédiatement l'augmentation des impôts indirects par l'introduction de la TVA.

C'est pourquoi, il apparaît clairement que le problème de la relance doit être posé dans le contexte du plan financier et des mesures pour équilibrer les finances fédérales. Enfin, à l'objection que l'augmentation de la dette publique risque de relancer l'inflation, nous répondons que la marge à disposition en Suisse est encore grande. En effet, les emprunts de la Confédération, de l'ordre de 2 milliards, en 1976, ont été sans effet sur le taux d'intérêt actuel. Pour 1978 et 1979, les déficits prévus ne sont pas supérieurs à ceux de 1976. Mais, nous le répétons, la politique visant à procurer de l'emploi est, pour nous, prioritaire en ce moment. Nous repoussons aussi l'argumentation selon laquelle il faut démocratiquement tenir compte du fait que le peuple demande des réductions des dépenses de l'Etat. La forme la plus heureuse de démocratie n'est pas celle où le gouvernement s'adapte spontanément aux idées du peuple. Celui-ci peut être parfois victime de préjugés qui sont entretenus justement par l'absence d'un

effort d'analyse et d'éducation. S'il y a confusion entre les critères de gestion des ménages et de l'Etat, s'il y a méconnaissance des effets économiques des dépenses de l'Etat, il importe que le gouvernement, au lieu de se soumettre aux préjugés, cherche à les dissiper; à moins que – et c'est là la vérité pour finir – pour le gouvernement, les partis bourgeois et le patronat, les préjugés populaires ne correspondent parfaitement à leurs intérêts. Cela nous amène à conclure finalement qu'il y a corrélation, peu importe si elle correspond ou non à une volonté consciente, avec l'intérêt des groupes patronaux plus conservateurs qui voient d'un bon œil le chômage puisqu'il permet de comprimer les salaires, de rétablir la discipline capitaliste dans les postes de travail et la politique du Conseil fédéral. Dans ce cadre, si nous n'avons pas de difficultés à comprendre l'appui des partis bourgeois aux nouvelles mesures gouvernementales, plus étonnante nous apparaît la position des sociaux-démocrates. Nous pouvons comprendre leurs difficultés de parti de gouvernement. Mais quand, depuis quelques années, on se voit confronté avec une politique de réduction systématique des dépenses publiques d'intérêt collectif, à la charge exclusive ou presque des travailleurs, qu'on réalise en agitant l'épouvantail de la droite qui réclame des réductions plus massives, il nous semble dangereux de continuer, avec ou sans enthousiasme, à soutenir une telle politique en la votant. Il ne suffit plus de faire des propositions marginales, il faut s'opposer. Je m'adresse ici au camarade Hubacher qui, selon la *Tribune de Genève*, aurait accepté les nouvelles mesures seulement avec résignation. L'analyse qu'il vient de faire de la situation n'est pas très éloignée de la nôtre. Mais, il en tire, au nom du réalisme politique, une conclusion inverse. Il dit très franchement qu'il s'agit de faire passer la TVA. Nous nous demandons toutefois si le réalisme politique doit être poussé jusqu'au point d'admettre une attaque systématique contre l'emploi, la situation des travailleurs. Il a rappelé encore la situation italienne et celle du Parti communiste italien. Mais il oublie que la situation, du point de vue des rapports de force politiques et du point de vue économique et sociale, est bien différente. En Suisse, la gauche représente à peine 25 pour cent du corps électoral et la situation économique et financière permet bien d'autres solutions. Dans ces conditions, la politique du monde mal finit par être simplement une politique de renonciation constante aux droits de l'ensemble des travailleurs.

Je m'adresse donc pour finir aux camarades sociaux-démocrates, aux camarades de ce qu'on appelle la gauche socialiste qui – paraît-il – se sont opposés aux nouvelles propositions, afin de leur demander de réagir en s'opposant, comme le demande du reste le camarade Schmid-St-Gall, à l'entrée en matière et, si cette proposition n'est pas acceptée, d'appuyer ma motion visant à plafonner les dépenses militaires à 3 milliards.

Jaeger: Wenn man hier den Exponenten der Regierungsparteien aufmerksam zugehört hat, so hat man doch eine seltene Einmütigkeit feststellen können, eine Einmütigkeit, die beinahe an ein Familienfest erinnert, das auch durch einzelne Wenn und Aber, einzelne Wermutstropfen, nicht stark gestört worden ist. Ich wünschte mir nur, dass diese Einmütigkeit auch in anderen Fragen – als es hier um Reformen ging – so gewesen wäre, z. B. im Zusammenhang mit der Verabschiedung des Konjunkturartikels. Ich denke an den Bildungsartikel und an andere wichtige Vorhaben, die hier nicht auf eine solche Einmütigkeit gestossen sind. Ich glaube, es ist falsch, wenn man diesen Finanzplan isoliert betrachtet. Es ist meines Erachtens gut gewesen, dass heute doch eine grundsätzliche Aussprache über die finanzpolitische Marschrichtung in der Schweiz gehalten worden ist, denn es wird sicher auch von denjenigen, die jetzt diese Vorlage befürworten, nicht bestritten, dass die Vorlage im Kontext mit dem gesamten finanzpolitischen Leidensweg, den wir hinter uns haben, betrachtet werden muss.

Wir müssen uns doch fragen: Wie ist es überhaupt dazu gekommen, dass wir heute solche Beschlüsse fassen müssen, dass wir etwas tun müssen, was von vielen als politisch richtig eingestuft wird, aber auch von vielen, die das gleiche sagen, als ökonomisch zum mindesten problematisch oder fragwürdig beurteilt wird? Man ist fast geneigt zu sagen, es handle sich hier um eine Art Schicksalsroman, nur ist das Happy-end noch nicht in Sicht. Viele von uns hoffen auf ein solches Happy-end, aber wenige glauben daran. Es geht ja nicht darum, ob wir – wie dies im Zusammenhang mit diesem Finanzpaket auch gesagt worden ist – Monetaristen oder Fiskalisten sind. Denn das, was wir in der Schweiz seit Ende der sechziger Jahre machen, kann meines Erachtens nicht einmal ein eingefleischter Monetarist in jedem Teil unterschreiben. Die Monetaristen verlangen – wie Sie sicher wissen – ja lediglich Budgetgleichgewicht. Was wir hier aber produzieren, ist seit mehreren Jahren eine prozyklische Finanzpolitik, vielleicht ausgenommen die beiden Jahre 1975 und 1976. Das ist es, was die Ökonomen kritisieren. Bereits im Jahre 1969 hat es begonnen. Schon damals hatten wir erstmals ein Budget, das nicht konjunkturgerecht war, das damals, in einer Phase des Aufschwungs, expansiv gewirkt hat. Dann ging es weiter: Wir hatten im Jahre 1971 bereits ein erstes Defizit in der Höhe von 293 Millionen Franken, und das zu einer Zeit, als wir einer ausgeprägten Hochkonjunktur entgegen segelten, als wir sowohl auf der privaten Konsumnachfrageseite wie auch bei den privaten Investitionen enorme Wachstumsraten zu verzeichnen hatten. Damals gingen wir hin und pöfpten auf diese private Nachfrage noch eine stark explodierende öffentliche Nachfrage auf. Das Resultat war eine Inflationsrate, an die wir uns heute noch mit Schauern erinnern. Diese Defizite sind angewachsen. Auf der anderen Seite sind die Einnahmen – das war der Grund für die Defizite – dem Ausgabenboom nicht gefolgt. Obschon wir um die Konsequenzen der Zollaussfälle der sechziger Jahre wussten, haben wir uns nicht zu einer Reform unseres Steuersystems durchringen können.

Die Schere zwischen Ausgaben und Einnahmen öffnete sich im konjunkturpolitisch falschen Zeitpunkt, und – was noch schlimmer ist – es bestanden nicht nur diese inflationsfördernden Wirkungen in jenen Jahren, sondern damals haben wir die Einbahnstrasse beschritten, auf der wir heute marschieren. Unter dem Druck dieser strukturellen Budgetungleichgewichte jener Jahre müssen wir heute in einem falschen Zeitpunkt ein falsches Verhalten wählen. Wir werden sozusagen zu diesem falschen Verhalten gezwungen.

Ich begrüße, dass wir das Steuersystem ändern durch die Einführung der Mehrwertsteuer. Die Frage ist nur: Kommt diese Aenderung des Systems nicht in einem falschen Zeitpunkt? Ich habe das damals schon bei der Behandlung der Mehrwertsteuer gesagt: Sind wir nicht zu spät? Ich frage mich heute auch, ob es wirklich so ganz utopisch gewesen wäre, wenn man in Betracht gezogen hätte, für einmal auf starre Sätze in der Verfassung zu verzichten und eine konjunkturvariable Regelung zu treffen. Ich gebe zu, dass die Erwartungen vor einem Jahr noch etwas anders waren in bezug auf die wirtschaftliche Entwicklung. Ich muss mich aber heute angesichts der gegenwärtigen Aussichten fragen, ob eine Mehrbelastung der Wirtschaft und des Konsumenten allein im Jahre 1978 in der Höhe von etwa 1,4 Milliarden Franken konjunkturgerecht ist. Ich denke da nicht an den Inflationsstoss, der allenfalls dadurch entstehen könnte. Ich denke vielmehr an das Konsumverhalten, das Investitionsverhalten, das durch eine solche Steuererhöhung im gegenwärtigen Zeitpunkt bestimmt negativ beeinflusst wird.

Nachdem man nicht nur eingesehen hat, dass die Einführung der Mehrwertsteuer im gegenwärtigen Zeitpunkt problematisch ist in bezug auf die Belastung, die sie bringt, sondern man auch gemerkt hat, dass die politische Machbarkeit und Durchsetzbarkeit – ich denke da an die Volksabstimmung vom 12. Juni – doch nicht so ganz einfach ist,

wie man sich das vielerorts erhofft, ist man hingegangen und hat, sozusagen als politische Konzession – man spricht von einem Zucker, den man dem Stimmbürger geben möchte –, dieses Finanzsparpaket offeriert. Ich bin durchaus nicht mit allem einverstanden, was in diesem Finanzsparpaket vorgeschlagen wird; andererseits möchte ich auch nicht in einzelnen Punkten hier Kritik üben. Aber ich meine, dass es einfach falsch ist, im gegenwärtigen Zeitpunkt, wenn man schon einen konjunkturpolitischen Fehler macht, zu diesem Fehler einen zweiten hinzuzugesellen. Ich denke, wie mein Kollege Schmid, auch an die Arbeitsplätze. Herr Auer hat gesagt, man würde ja nur weniger Wachstum wünschen und planen; aber wenn ich an die multiplikator-theoretischen Kenntnisse zurückdenke, die ich auch einmal hatte, so geht es ja mit darum, dass eben auch die Zuwachsraten, wenn sie kleiner werden, bereits einen negativen Einkommenseffekt haben, dass wir eben so lange einen negativen Einkommenseffekt haben und so lange Arbeitsplätze aufs Spiel setzen, als nicht von der privaten Nachfrage und von der Exportnachfrage her Impulse kommen. Und die scheinen im gegenwärtigen Moment einfach nicht ausreichend zu sein.

Dazu kommt noch etwas anderes. Wir müssen uns neben diesen kumulierten Folgen (Steuererhöhungen, Ausgabenreduktion oder Wachstumsreduktion) auch die psychologische Wirkung ins Auge fassen. Wenn wir hier von der Nationaltugend Sparen sprechen, dann müssen wir uns doch bewusst sein, dass die Sparpropaganda auch psychologisch negative Wirkungen im Volke auslösen könnte. Es ist meines Erachtens verfehlt, wenn im gegenwärtigen Zeitpunkt zu sehr an das Sparideal appelliert wird. Ich weiss, man wird uns nach den Alternativen fragen; aber ich bin etwas enttäuscht von der Antwort des Bundesrates von Anfang dieser Woche mit Bezug auf das Investitionsprogramm. Ich meine, dort wäre die Möglichkeit gegeben, Nachfrageausfälle zu kompensieren, und zwar in einer Art und Weise, dass dadurch wirklich auch multiplikatorische Einkommenswirkungen verursacht werden. Wenn man dann von der Schuldenpolitik spricht, muss man meines Erachtens auch aufpassen, wenn man sagt: Wir sind an der Grenze unserer Verschuldung angelangt. Es wurde bereits ausgeführt, dass diese Grenzen nicht in Prozentzahlen festgelegt werden können, sondern die Grenzen werden durch die Verfassung des Kapitalmarktes, durch die monetäre Synchronisierung, die monetäre Begleitung von Investitionsprogrammen usw. gesetzt. Das Ganze ist eine Frage des Masses, und mir scheint, dass es falsch ist, wenn man hier mit den Professoren pauschal zu Gericht geht. Es hat sicher einige etwas weniger glückliche Äusserungen gegeben; aber andererseits muss man sich auch mit diesen Argumenten differenziert auseinandersetzen. Es ist gefährlich, wenn wir als Politiker die Ratschläge der Ökonomen abschlagen und dann Jahre später als gleiche Politiker den Ökonomen vorwerfen, ihre Ratschläge seien untauglich gewesen, weil sie an der politischen Realisierbarkeit gescheitert seien.

Aufgrund all dieser Ueberlegungen kann ich diesem Paket leider nicht zustimmen. Und wenn ich vielleicht der einzige bin, der Herrn Kollega Schmid hilft, so möchte ich ihn, weil ich von meinen Argumenten überzeugt bin, unterstützen, und ich weise darauf hin, dass auch an der Hochschule St. Gallen verschiedene Stimmen zum Worte kommen. Denken Sie daran, dass es neben Herrn Professor Schmid auch noch Herrn Professor Letsch gibt.

Waldner: Eine der beiden Botschaften des Bundesrates nennt sich «Massnahmen zum Ausgleich des Bundeshaushaltes», und in den Erläuterungen dazu wird betont, dass diese Vorlage die bundesstaatliche Neuverteilung der Ausgaben nicht präjudiziere, aber doch in die richtige Richtung zielt. Es ist also in der Botschaft nicht vom Sparen die Rede, sondern richtigerweise nur von einer Sanierung des Bundeshaushaltes und von einer Neuverteilung der Ausgaben. Ganz anders aber tönte es in der vorbereitenden Kommission unseres Rates, tönte es in der Presse,

tönte es hier an diesem Pult und tönt es im Volk. Man spricht und schreibt vom Sparen; Sparen, das ist immer und überall sehr populär. Das bürgerliche Sparkomitee nennt sich denn auch «Aktionskomitee für einen sparsamen Bundeshaushalt». Die vorgeschlagenen bundesrätlichen Massnahmen werden als «Sparpaket» bezeichnet, und – allerdings mit einem Fragezeichen – wird nach dem «Sparwillen» des Parlaments gefragt.

Im Blick auf die Abstimmung über das Steuerpaket vom 12. Juni wird mit diesem volkstümlichen Verständnis für das Sparen versucht, dem Stimmbürger einzureden, dass der Bund nicht nur neue Steuern verlangen wolle, sondern auch bereit sei, Millionen von Franken im Bundeshaushalt zu sparen. Wie sieht nun aber die Sache tatsächlich aus? Unsere Sparkollegen vergleichen den Bundeshaushalt gerne mit Sparübungen in der privaten Wirtschaft. Kollege Auer hat das, wie so oft, mit würzigen und guten Sprüchen getan. So lustig ist das Problem aber ganz und gar nicht. Wie wird denn eine private Gesellschaft, die in den roten Zahlen steckt und überschuldet ist, saniert? Dort ist das Rezept sehr einfach. Ich habe das bereits bei der Behandlung einer früheren Sparvorlage an diesem Pulte gesagt. Zuerst werden Arbeitskräfte auf die Strasse gestellt, dann wird ein gerichtlicher Nachlassvertrag angestrebt, und wenn alles nichts «pattet», wird der Konkurs angemeldet. Die kantonalen Amtsblätter waren in den letzten Monaten wieder gefüllt mit solchen Sparübungen. Die Leidtragenden dieser Sanierungen sind immer die arbeitslos gewordenen Arbeitnehmer und die Gläubiger der sanierten Firma. Soll vielleicht auch der Bund seine finanziellen Sorgen auf diese Art und Weise los werden? Von einem Aderlass bei den Gläubigern des Bundes spricht zwar niemand, dagegen vertritt bekanntlich Kollege Schwarzenbach die Meinung, dass mit der Entlassung von 25 000 öffentlichen Angestellten der Bund, die Kantone und die Gemeinden alle finanziellen Sorgen los würden. Ein sehr extremer Sanierungsvorschlag, den – so meine ich – Kollege Schwarzenbach, der ja nach mir hier sprechen wird, sicher nicht ernsthaft vertreten wird!

Bundesrat und Mehrheit der Vorberatenden Kommission haben eine einfachere Lösung gefunden. Man propagiert einen sogenannten sparsamen Bundeshaushalt und überträgt in Tat und Wahrheit einfach bisherige staatliche Aufgaben und Ausgaben auf die Schultern des einzelnen Bürgers, und zwar – was das wichtigste ist – ohne die wirtschaftliche und finanzielle Leistungsfähigkeit des einzelnen Bürgers zu berücksichtigen. Ueber den fragwürdigen Abbau der Bundesausgaben in den Zeiten einer Rezession hat sich hier Kollege Schmid kompetent geäussert. Ich verzichte, dazu meine Meinung zu sagen, obwohl ich die falsche Wirtschaftspolitik der dreissiger Krisenjahre als junger, gerade aus der Lehre entlassener Mensch – junge Menschen sind bekanntlich auch heute am härtesten von Arbeitslosigkeit betroffen – miterlebt habe. Was mich beschäftigt, sind die Folgen der Uebertragung von staatlichen Leistungen auf die Schultern des einzelnen Bürgers. Wir wissen, dass im Zuge der Inflation eine massive Neuverteilung der Vermögen stattgefunden hat. Die Reichen sind reicher, die Armen sind ärmer geworden. Mit den sogenannten Sparmassnahmen des Bundes und der vorgeschlagenen Erhöhung der indirekten Steuern folgt nun noch eine nicht absehbare grosse Umverteilung der Einkommen, Milliarden von Franken, die bisher die Gemeinschaft unseres Volkes solidarisch über die Bundesausgaben aufgebracht hat, werden mit den vorgeschlagenen Massnahmen und dem Steuerpaket auf den einzelnen Bürger abgeladen. Ich habe es schon betont: ohne Rücksicht auf dessen finanzielle Leistungsfähigkeit. Es werden Bundesbeiträge abgebaut bei den Kantonen, den Gemeinden, den Bahnen, den Krankenkassen usw. – ein Abbau, der dazu führt, dass diese Subventionsempfänger ihrerseits – denn sie stecken ja auch in den roten Zahlen – den einzelnen Bürger mit zusätzlichen Abgaben belasten müssen. Bei dieser Sparübung ist vor allem die Ueberwälzung von bisher zentral und solidarisch gedeckten Kosten im Sektor

des öffentlichen Verkehrs stossend und nicht akzeptierbar. Betroffen werden hier die wirtschaftlich schwächsten Regionen unseres Landes und deren Bewohner. Ich werde in der Detailberatung näher auf dieses Problem eingehen. Das eindrücklichste Beispiel für die Verlagerung der Lasten auf den einzelnen Bürger ist der Abbau der Bundesbeiträge an die Krankenkassen. Die Folgen sind heute schon bekannt, wir haben es von Kollega Welter gehört: massive Erhöhung der Versicherungsprämien und Abbau der Versicherungsleistungen. Sowohl die Versicherungsprämien als auch der Abbau der Versicherungsleistungen nehmen bekanntlich keine Rücksicht auf die materielle Leistungsfähigkeit der Versicherten und des kranken Mitmenschen. Der Abbau der Bundesleistungen an die Krankenkassen trifft also die Familie mit Kindern und den armen und kranken Mitbürger am härtesten. Es wird so weit kommen, dass ein Familienvater auf eine ausreichende Krankenversicherung verzichten muss, nachdem eine vierköpfige Familie heute schon jährliche Versicherungsprämien von gegen 2000 Franken aufzubringen hat. Eine zusätzliche Mehrbelastung ist einfach in vielen Fällen nicht mehr möglich. Das Steuerpaket, das hier nicht zur Diskussion steht, bringt mit der Erhöhung der indirekten Steuern zusätzlich eine weitere Belastung der wirtschaftlich Schwächsten. Ich weiss, dass es in Fachkreisen umstritten ist, wer eigentlich diese Steuern bezahlt, weil sie ja im Lebenskostenindex berücksichtigt werden. Nun haben wir aber eine Rezession mit über 20 000 Arbeitslosen, eine Zahl, die noch ständig ansteigt, wir haben Tausende von Kurzarbeitern, und wir haben wahrscheinlich Zehntausende von Arbeitnehmern, die auf den Teuerungsausgleich ganz oder teilweise verzichten müssen. Wir haben weiter die Rentner, alles Mitbürger, denen die Berücksichtigung der zukünftigen Mehrwertsteuer im Index nichts zurückbringt. Jede Buchhaltung besteht bekanntlich aus Aufwand und Ertrag. Die Bundesbuchhaltung kürzt nun ihre Aufwandseite um Hunderte von Millionen, Millionen, die in anderen Buchhaltungen auf der Ertragsseite fehlen, sofern sie nicht beim einzelnen Bürger geholt werden. Und sie werden sicher und zum grössten Teil auch dort geholt. Wenn nun hier dauernd vom Sparen die Rede ist, stellt sich für mich die einfache Frage: Hat man eigentlich auch schon einmal untersucht und geprüft, wohin diese vielen Millionen fliessen, wo sie schliesslich als Ertrag hängen bleiben und dort auf die hohe Kante gelegt werden können? Ein Oekonomie, Politologe und Zukunftsforscher hat in der «Schweizerischen Aertzezeitung» zu Recht die Frage gestellt: Wohin treibt unser Gesundheitswesen? Es wird darin von der Notwendigkeit einer Kontrolle der Arztrechnungen gesprochen, nachdem angeblich 15 Prozent aller Aerzte in Rechnungstellung übermarchen. Noch deutlicher und schärfer wurde die «Schweizer Illustrierte» vor wenigen Wochen, als sie unter anderem schrieb: «Es gibt sie nach wie vor, die Haie im weissen Kittel, die Aerzte, die nur an den Profit denken: Jahresumsatz mit den Kassenpatienten 800 000 Franken; Rausschmiss aus der Aerztegesellschaft, weil Krankenkassen betrogen; Maxihonorar für Minileistung.» Wie wäre es, wenn man einmal diese privaten Kreise zum Sparen anhalten würde? Ist der Bundesrat gewillt, auch auf diesem Sektor der massiven privaten Aufwandsteigerung energisch durchzugreifen? Liegt es vielleicht nicht auch an der überbordenden Werbung, wo ebenfalls Milliarden von Franken aufgewendet werden, um den Konsumenten einzureden, dass ihm vieles fehlt an Geld, Gut und eben auch an Gesundheit. Nachdem in der Kommission einige wichtige Aenderungsanträge leider abgelehnt worden sind, hoffe ich auf ein besseres Schlussergebnis in unserem Rate. In dieser Hoffnung stimme ich, wenn auch ohne Begeisterung, mit der Mehrheit meiner Fraktion für Eintreten.

Schwarzenbach: Finanzen sind der bestimmende Faktor jeder Politik; gesunde Finanzen als Zeichen einer massvollen, zielgerichteten, überlegten Staatsführung; zerrüttete Finanzen als Vorboten von Spannungen, Regierungskrisen

und Revolution: John Law, der erste Assignatendrucker. Unter seinen Händen wandelte sich Gold zu Papier, mit dem man die Bürger betrog. Aus vermeintlichem Papiergeld wurden wertlose Wechsel. Die Gründe der französischen Revolution – lesen Sie Carlyle, lesen Sie Michelet – waren in der königlichen Staatskasse zu suchen, in einem verschwenderischen Staatshaushalt, dessen Schulden weder das Papiergeld zu verdecken noch die aus dem verarmten französischen Volk erpressten Steuern zu decken vermochten.

Die Weichen der Weltpolitik werden nicht in den Kabinetten, der Regierung, sondern in den Machtmonopolen der Finanz gestellt. Das Federal Reserve Board sicherte die Weltherrschaft des Dollar, Bretton Woods manipulierte die Währung der sogenannten freien westlichen Welt. Der gigantische Machtkampf ums Gold, heute ausgetragen zwischen den rivalisierenden Rockefellers und Rothschilds, rüttelt heute auch an den Beständen unserer nationalen Währungsreserven. Es gibt keine souveräne schweizerische Finanzpolitik mehr. Floating und freie Wechselkurse sind fachmännische Umschreibungen des Reagierenmüssens auf einen von einem oder mehreren finanziellen Weltmarktzentren ausgeübten Druck. Was der Schweizerfranken in Zukunft wert sein wird, wird nicht in Bern, sondern auf lange Sicht ausserhalb unserer Grenzen entschieden. Daher wäre es richtiger, von Dependenz statt von Interdependenz zu reden.

Wo wir aber noch frei sind, völlig frei, das ist in der künftigen Verwendung der uns zur Verfügung stehenden Mittel. Die Sanierung unseres Staatshaushaltes setzt nicht nur pragmatisches Können, sondern in erster Linie grundsätzliches Denken voraus. Mit dem vorliegenden Kompromiss der Bundesratsparteien, mit dem politischen Akt des Zusammenraufens auf eine kurzfristige Lösung kann man vielleicht da und dort hoffen, sich über die tückische Klippe des kommenden 12. Juni hinwegzuretten. Der Sturm aber und der hohe Wellengang dauern fort und werden unser Staatsschiff früher oder später an der nächsten oder übernächsten Klippe scheitern lassen.

Die neue Regelung der Finanzen setzt eines voraus, worüber Volk, Parlament und Behörden sich unter dem Druck der Situation zu wenig oder keine Gedanken machen. Eine kurze, aber ernste Pause der Besinnung, wie denn die Schweiz sich in Zukunft entwickeln soll, unsere kleine, aber lebenswerte Schweiz, die wir – so hoffe ich – doch alle nicht nur einfach am Leben erhalten wollen, sondern in einem Leben von Würde, Kraft und Gesundheit, als eine sich selbst bestimmende Persönlichkeit und darüber hinaus als ein wertvolles und nützliches Glied in der europäischen Völkergemeinschaft.

Besinnung auf die Zukunft der Schweiz, der unser Finanzhaushalt zu dienen hat, heisst im jetzigen Zeitpunkt ganz einfach die Weichen stellen. Drei Wege stehen offen: der Kurs zum sozialistischen Wohlfahrtsstaat, in dem der Bürger seine individuelle Freiheit der materiellen Sicherheit unterstellt; die Rückkehr zum liberalen Staat, in dem der Grundsatz der Subsidiarität gilt und in dem der Bürger weitgehend für sich selbst, für das Wohl der Mitbürger und damit indirekt für den Staat verantwortlich ist; oder der dritte Weg, weder sozialistisch noch liberalistisch, der – wie mir scheint – dem ursprünglichen eidgenössischen Gedanken am nächsten kommt: eine gesunde Aufgabenteilung, bei der sich der Bürger aus freiem Willen einsichtig zeigt, zwischen Eigennutz und Gemeinwohl zu unterscheiden und dem Staat nur solche Aufgaben zu überbürden, die die Kräfte des einzelnen wirklich überschreiten.

Es sollte uns doch nachdenklich stimmen, wenn bei der heutigen Bereinigung des Staatshaushaltes 36 Subventionsgesetze gelöscht werden müssen. Ein derart drastischer Eingriff in eine seit Jahren bestehende Ordnung darf doch niemals als eine nur zeitbedingte schmerzliche Improvisation vorgenommen werden, sondern setzt grundsätzliche Überlegungen nach dem einzuschlagenden Weg voraus.

Der erste Weg zum Wohlfahrtsstaat entspringt ideologischen Leitbildern, die schweizerischem Wesen fremd sind. Im neuen Entwurf einer schweizerischen Bundesverfassung ist der – merkwürdigerweise auch unserem jetzigen Bundespräsidenten nicht fremde – Begriff «Sozialstaat Schweiz» verankert, in dem für Privativinitiative und Privateigentum nur noch ein sehr beschränkter Raum eingeräumt bleibt. Entscheiden wir uns für dieses Leitbild, so müssen wir uns im klaren sein, dass die vorgeschlagene Finanzplanung weder befriedigen noch genügen kann, sondern als provisorisches Flickwerk all jenen vorkommen muss, die nach dem Wohlfahrtsstaatsparadies Ausschau halten.

Nicht minder gefährlich aber ist der zweite Weg des sogenannten Liberalismus. Er wäre es nicht – meiner Ansicht nach –, er wäre sogar beglückend, wenn er noch vom gleichen freiheitlichen Idealismus getragen wäre, wie ihn etwa ein Wilhelm Röpke neu zu beleben versuchte. Aber der heutige Liberalismus – ich meine nicht die Partei, sondern die Ideologie –, rein auf wirtschaftlichen Nutzen ausgerichtet, muss mehr und mehr mit dem Begriff Internationalismus verkoppelt werden. Wirtschaftliche Motive bestimmen unsere Innen- und Aussenpolitik im höchsten Masse. Es sind die gleichen, die den staatlichen Dirigismus zwar verbal bekämpfen, aber gleichzeitig flehentlich die Hände nach dem Staat als Träger ihrer möglichen Risiken ausstrecken, die zwar den roten Wohlfahrts- und Versorgungsstaat ablehnen, aber die staatliche Intervention zur Förderung ihrer wirtschaftlichen Sonderwohlfahrt unbedingt fordern. Beide der vorgezeichneten Wege fordern vom Staat Unmögliches und zwingen daher den Bürger, der Zentralgewalt finanzielle Verpflichtungen zu überbürden, die diese ihrerseits verpflichten, rücksichtslos die Mittel zu beschaffen, die zur Befriedigung dieser vielseitigen Ansprüche notwendig sind.

Es bleibt der dritte als einziger möglicher Weg, der der öffentlichen Hand eine Entlastung von ihrer Verpflichtung bringt und ihr das Überlauft von allen Seiten geforderte Sparen überhaupt erst ermöglicht: dem Staat nur noch solche Aufgaben zu überbürden, die die Kräfte der einzelnen übersteigen und sich auf allen politischen und gesellschaftlichen Ebenen wieder zu bescheiden und mit dem Möglichen zu begnügen. Es handelt sich nicht darum, den Gürtel enger zu schnallen, sondern sowohl private wie wirtschaftliche und soziale Ansprüche auf ein normales Mass zurückzuschrauben und dabei nicht nur das eigene Wohlbefinden, sondern auch das des Mitmenschen als Massstab im Auge zu behalten.

Das ist unser republikanischer Weg, für den wir uns entschieden haben. Freigebig gegenüber dem Staat, wo es sich um Aufgaben der Erhaltung unserer Unabhängigkeit und der materiellen Hilfe an wirklich Bedürftige handelt, verschlossen aber gegenüber allen ungerechtfertigten Ansprüchen Dritter, deren Pflicht es wäre, sich aus eigener Kraft zu erhalten. Ich danke Ihnen.

Rüegg: Die Zustimmung der Finanzkommission zu den Anträgen des Bundesrates darf nicht darüber hinwegtäuschen, dass die Meinungen über den Wert dieser Uebung stark auseinandergehen. Denjenigen Ratsmitgliedern, die der Ueberzeugung sind, dass es richtig und notwendig ist, den Haushalt des Bundes dem verlangsamten Wachstum der Wirtschaft anzupassen, stehen jene gegenüber, die der ständig steigende Anteil der Staatsquote am Sozialprodukt nicht im geringsten beeindruckt. Sie erklären offen, dass sie diesem Sparpaket nur zustimmen, um mitzuhelfen, günstige Voraussetzungen zu schaffen für die Abstimmung vom 12. Juni. Herr Hubacher hat von Entlastungs-offensive gesprochen, um dem Volk den grossen Opfergang zu ersparen. Diese bedeutenden Nuancen muss man berücksichtigen bei der Beurteilung der für die Zukunft entscheidenden Frage, ob eine Mehrheit dieses Rates über den Willen verfügt, eine Tendenzwende im Sinne der Abflachung der Zuwachsraten der Bundesausgaben herbeizuführen, eine Mehrheit, die auch bereit ist, diesen Willen im rauen politischen Alltag durchzusetzen. Ist dies

nicht der Fall, so bleiben die Motionen der beiden Kammern und die Vorschläge der Regierung Alibiübungen mit sehr beschränktem Wert.

Der Finanzplan ist ja nur eine Gegenüberstellung von Einnahmen und Ausgaben unter bestimmten Voraussetzungen; im vorliegenden Falle sind die Voraussetzungen die, dass diese Sparübung gelingt, dass das Steuerpaket die Volksabstimmung passiert und dass das Sozialprodukt in der Grössenordnung von etwa 4% wächst. Es sind also recht optimistische Randbedingungen, welche der Lösung dieser komplexen Gleichung zugrunde liegen. Entscheidend dafür, dass der Finanzplan nicht lediglich ein Stück Papier bleibt, wird das Verhalten von Regierung und Parlament bei den Budgetberatungen der nächsten Jahre sein. Dass diese unverbindliche Absichtserklärung gekoppelt ist mit einem Massnahmenpaket, das 36 Gesetzesänderungen vorsieht, und dass die Regierung bereit ist, auch im eigenen Verantwortungsbereich zu üppig gewachsene Schosse zu stützen, ist immerhin ein erfreulicher Anfang. Ich sage bewusst Anfang, weil ich überzeugt bin, dass bei einem weiteren Durchforsten der Gesetze und Verordnungen und bei einer weiteren Straffung des Verwaltungsapparates Mehreinsparungen durchaus möglich sind. Ich bedaure, dass der Bundesrat die in seinem Kompetenzbereich liegenden Massnahmen nicht schon früher getroffen hat. Noch bei der letzten Budgetdebatte wurde erklärt, eine weitere Reduktion des Ausgabenwachstums sei nicht möglich, und nun sehen wir, dass mehr als zwei Drittel der Reduktionen in die Kompetenz der Regierung fallen. Auch wenn das kurzfristige Umdenken des Bundesrates zu begrüssen ist, so lassen die korrigierten Schätzungen und Annahmen doch ein gewisses Unbehagen zurück, es könnte sich lediglich um Budgetkosmetik im Vorfeld der Abstimmung handeln.

Der überarbeitete Finanzplan zeigt übrigens, dass wir mit der Gesundung der Bundesfinanzen, auch wenn die optimistischen Erwartungen in Erfüllung gehen, keineswegs über den Berg sind. Ganze 50 Millionen Ueberschüsse in den Jahren 1980 und 1981 bei Haushalten von über 18 Milliarden weisen doch eindeutig darauf hin, dass dem finanzpolitischen Spielraum sehr enge Grenzen gesetzt sind. Wenn Regierung und Parlament nicht strenge Disziplin üben, werden wir bald wieder vor der Frage stehen, entweder die Steuern erhöhen zu müssen oder uns stärker zu verschulden. Was das Volk von uns erwartet, hat die Volksabstimmung über die Ausgabenbremse eindeutig gezeigt. Es ist deshalb geradezu absurd, dem Aktionskomitee für einen sparsamen Bundeshaushalt vorzuwerfen, seine Forderung, den Ausgabenzuwachs abzuflachen, laufe auf eine Kriegserklärung an die Arbeitnehmerschaft hinaus, wie dies in der christlichen Gewerkschaftszeitung zu lesen war. Jeder der sehen will, wird erkennen, dass das Problem, vor dem wir heute stehen, nicht durch Steuererhöhungen allein gelöst werden kann.

Man sollte auch mit leichtfertigkeit in die Diskussion geworfenen Behauptungen, wir seien noch lange nicht am oberen Plafond der Staatsverschuldung angelangt, oder der Anteil des Staates am Sozialprodukt sei immer noch sehr bescheiden, etwas vorsichtiger sein. Sicher können wir uns in Krisenzeiten eine noch stärkere Verschuldung des Staates leisten. Sie ist aber nur dann sinnvoll, wenn sie der Gesundung der Wirtschaft dient, d. h. wenn die Gelder für Strukturanpassung verwendet werden und nicht einfach durch Erhöhung sämtlicher Ausgabenposten in den Bundeshaushalt hineingewurstelt werden. Es trifft auch zu, dass es viele Länder gibt, die Staatsquoten aufweisen, die gemessen am Sozialprodukt bedeutend höher liegen als in der Schweiz. Dass wir uns aber mit Riesenschritten in Richtung mehr Staat bewegen, hat uns in der Finanzkommission Herr Bundesrat Chevallaz anhand interessanter Graphiken gezeigt. Nach diesen Unterlagen ergibt sich, dass wir bei der Entwicklung der Fiskaleinnahmen in Prozenten des Bruttosozialproduktes im Zeitraum von 1965 bis 1974 mit einer Zuwachsrate von 25 Prozent hinter Holland mit 29 Prozent mit Belgien im zweiten Rang aller OECD-

Staaten stehen. Deutschland, unser Haupthandelspartner, weist nur eine Zuwachsrate von 15 Prozent auf. Weitere Kennzahlen bestätigen diesen Trend in Richtung mehr Staat. Trotz meiner kritischen Haltung gebe ich dem Sparpaket, wie es uns nun vorliegt, eine gute Note. Ich anerkenne, dass der Bundesrat und insbesondere der Herr Finanzminister die Sparmotion des Parlaments ernst genommen haben. Der Plan, der vorliegt, ist ausgewogen und verdient das Prädikat «vernünftig», und alle Kritik, die von Deflation und Demontage spricht, ist meines Erachtens fehl am Platz. Das hat sogar Herr Hubacher diesem Sparpaket attestieren müssen. Ich meine deshalb, dass wir den Versuch wagen sollten, zu vernünftigen Massen zurückzukehren und gleichzeitig die Mehrwertsteuer einzuführen, also für Spar- und Finanzpaket einzustehen. Ich glaube aber auch, dass wir peinlich darüber wachen müssen, dass wir nicht in den alten Schlendrian zurückfallen. In diesem Sinne hat das Aktionskomitee für einen sparsamen Bundeshaushalt seine Aufgabe verstanden, und es wird sein wachsames Auge auch weiterhin auf den Bundeshaushalt werfen, ob dies einzelnen Gruppen in den Kram passt oder nicht.

Diethelm: Jeder Arbeit gebührt Anerkennung, selbst dann, wenn für eine Arbeit in einzelnen Nuancen nicht durchwegs Beifall gespendet werden kann. Ich möchte in diesem Sinne dem Bundesrat und dem Finanz- und Zolldepartement ein Kompliment machen, dass sie dem Auftrag des Parlaments rasch gefolgt sind und den Finanzplan rechtzeitig vorgelegt haben.

Zum Ergebnis mache ich kurz folgende Bemerkungen: Bei den Einnahmen wurde bei der Mehrwertsteuer nach meinem Dafürhalten eine vorsichtige Schätzung vorgenommen. Insbesondere dürften die eingesetzten Zahlen dann zu niedrig sein, wenn während der Planungsperiode ein spürbarer Konjunkturanstieg zu verzeichnen wäre. Natürlich wäre es erfreulich, wenn es dadurch möglich würde, einen Teil der in den letzten Jahren aufgelaufenen Schulden des Bundes zu tilgen. Die Ausgaben sind meines Erachtens realistisch geplant, vielleicht in einzelnen Bereichen sogar etwas zu hoch. Die Ausgangslage für die Ausgabenschätzungen war auch nicht besonders klar. Erst der günstigere Rechnungsabschluss 1976 (günstiger als erwartet) lässt vermuten, dass im vorliegenden Finanzplan bei den Ausgaben einige Reserven vorhanden sind, die zu einer Verbesserung der Haushaltlage des Bundes führen könnten. Trotz diesen Hinweisen nehme ich zustimmend vom Ergebnis des Finanzplanes Kenntnis.

Zum Sparpaket, mit dem ein Beitrag zur Sanierung der Bundesfinanzen geleistet werden soll, mache ich folgende grundsätzliche Bemerkungen: Die Einsparungen beim Bundeshaushalt bringen Mehrbelastungen für die Kantone und Gemeinden. Sie erschweren es den Kantonen und Gemeinden, konjunkturpolitisch dringend notwendige Investitionen zu finanzieren. Sie führen zu einer Verschlechterung der Finanzlage in den Gliedstaaten und gefährden dort Arbeitsplätze. Die wiederholten Gesetzesänderungen mit den entsprechenden Auswirkungen im Transferbereich zulasten der Kantone erschweren oder verunmöglichen eine seriöse Finanz- und Investitionsplanung im kantonalen Bereich. Damit erwächst einer straffen Haushaltführung auf der unteren Stufe ein beträchtlicher Mehraufwand und eine unerfreuliche Verunsicherung.

Auch auf kantonaler Ebene werden durch diese Anträge und Beschlüsse Gesetzesänderungen nötig, und überall dort, wo das obligatorische Gesetzesreferendum eingeführt ist, wird das zu schwierigen Problemen führen. Es kann aber auch in vielen Kantonen, Städten und Gemeinden nichts schaden, die Ausgaben in einzelnen Bereichen vermehrt unter Kontrolle zu bringen. Priorität haben nach wie vor die Investitionen. Es ist unerlässlich, hier immer einsatzbereit am Schalthebel zu sein, wenn es die konjunkturpolitische Lage erfordert. Für die Zukunft empfehle ich dem Bundesrat, noch eine engere und intensivere Zusammenarbeit mit den Kantonen zu pflegen. Ich beja-

he und unterstütze das Bemühen um einen ausgeglichenen Finanzhaushalt des Bundes.

Trotz meiner positiven Haltung möchte ich mit Nachdruck einige Vorbehalte zu den Detailanträgen des Bundesrates wiederholen, die ich bereits an der Regierungspräsidentenkonferenz angemeldet habe. Es wird nicht überraschen, wenn ich die Kürzungsanträge beim öffentlichen Verkehr, insbesondere dort, wo es die Privatbahnkantone einseitig trifft, kritisiere. Ohne im Rahmen der Eintretensdebatte in die Details der bundesrätlichen Anträge in diesem Bereich zu dringen, sage ich deutlich, dass damit die Eigenwirtschaftlichkeit von Unternehmungen des öffentlichen Verkehrs für alle Zeiten unerreichbar bleibt, und dass die Bedienung der peripheren Gebiete unseres Landes und der Bergregionen beeinträchtigt wird, was zu zusätzlichen Erschwernissen in der wirtschaftlichen Entwicklung dieser benachteiligten Gegenden führen wird.

Ebenso energische Vorbehalte gegenüber den bundesrätlichen Anträgen mache ich zum Viehabsatzgesetz. Hier werden die wirtschaftsschwachen Kantone mehr belastet als bisher, indem sie sich zusätzlich an den Verwertungsverlusten bei Ausmerzaktionen und neu auch bei Entlastungskäufen beteiligen sollen. Warum auch diese einseitige Belastung der Bergkantone im landwirtschaftlichen Bereich? Die Flachlandkantone haben an die Anbauprämien des Bundes für den Futtergetreideanbau, für die Zuckerrüben und die Ueberpreise an das Brotgetreide keine Leistungen zu erbringen. Sie haben auch an die Kosten der Ueberschussverwertung der Milch bzw. an die daraus entstehenden Verluste nichts zu bezahlen. Im Berggebiet sind für die Landwirtschaft die Ausweichmöglichkeiten – wir haben das bei der Behandlung der Milchkontingentierung mehrfach gehört – gering. Es dominiert vornehmlich die viehwirtschaftliche Produktion. Bei Absatzschwierigkeiten sind Entlastungskäufe und Ausmerzaktionen unvermeidlich. Die stärkere finanzielle Beteiligung der wirtschaftsschwachen Kantone in diesen Bereichen finde ich nicht gerecht.

Es genügt meines Erachtens, dass die gleichen Kantone noch in verschiedenen anderen Gebieten für geringere Bundessubventionen ausgleichend wirken müssen, so vor allem bei Wildbachverbauungen, bei Lawinverbauungen, bei Aufforstungen und Wegebauten und dergleichen.

An der Konferenz des Bundesrates mit den Regierungspräsidenten und Finanzdirektoren zeigten die Kantonsvertreter sehr viel Verständnis für die Sparmassnahmen des Bundes, machten aber vor allem in hier von mir aufgezeigten Detailanträgen energische Vorbehalte. Einwände wurden auch erhoben zu den Vorschlägen des Bundesrates zu Artikel 3a des Postverkehrsgesetzes und zur Uebergangsbestimmung betreffend rückwirkende Inkraftsetzung von Artikel 4 Absatz 1 des Bundesbeschlusses über die Finanzierung des Nationalstrassenbaues. Und ich bin der Kommission sehr dankbar, dass sie hier in diesen beiden Punkten Aenderungen beantragt.

Abgesehen von diesen Einwänden und vom Unbehagen, namentlich von der Ungewissheit über die Aenderungen, die in der Kompetenz des Bundesrates liegen und deren Auswirkungen auf die kantonalen Haushalte nicht vor 1978 bekannt sind, betrachte ich das Sparpaket als einigermaßen ausgewogen. Ich empfehle daher, auf die Behandlung einzutreten.

Seller: Ich bin bereit, vom Finanzplan in zustimmendem Sinne Kenntnis zu nehmen und auch auf das Sparpaket einzutreten. Allerdings möchte ich sowohl zum Finanzplan als auch zum Sparpaket einige Vorbehalte anbringen.

Der Finanzplan 1978–1980 samt Perspektiven für den Bundeshaushalt 1981 ist gemäss Botschaft konsequent auf das Ziel ausgerichtet, den Bundeshaushalt bis Ende der laufenden Legislaturperiode wieder in ein dauerndes Gleichgewicht zu bringen. Und weiter ist zu lesen, dass die Wiederherstellung des Haushaltgleichgewichtes gar oberstes Ziel der längerfristigen Politik sein soll. Hier frage ich, ob wir mit einer solchen absoluten imperativen Zielsetzung nicht an den wirtschaftlichen Realitäten vorbeischaun.

Laufen wir damit nicht Gefahr, falsche Prioritäten zu setzen und den Budgetausgleich praktisch als Selbstzweck zu betreiben? Ich meine immer noch, dass die Priorität – neben der Bekämpfung der Teuerung – der Vollbeschäftigung gehört. Hier warten uns in den nächsten Monaten recht schwierige Probleme. Wenn man den Prognosen glauben will, sollen im laufenden Jahr weitere 60 000 Arbeitsplätze verloren gehen, und bei solch trüben Aussichten ist es sicher falsch, den Budgetausgleich als oberstes Ziel zu bezeichnen. Ich bin im Gegenteil der Auffassung, dass die Vollbeschäftigung und damit der soziale Frieden den Vorrang vor einem erzwungenen Gleichgewicht des Haushaltes haben. Allerdings hat uns Bundesrat Brugger vorgestern doch beruhigt mit seiner Antwort auf die Interpellation von Frau Uchtenhagen. Er hat dabei ein viertes Arbeitsbeschaffungsprogramm nicht gerade in Aussicht gestellt, aber doch gesagt, es liege in der Schublade. Der Bundesrat hätte jedoch zurzeit keinen Anlass, es in Gang zu setzen, da die Zahl der Arbeitslosen zurzeit nur etwa 17 000 betrage. Die Reizschwelle für die Zahl der Arbeitslosen liege bei 30 000 oder bei 50 000. Und da glaube ich, dass mit dieser Zahl Arbeitslosen die Reizschwelle bei weitem überschritten ist.

Nun gestatten Sie mir in meiner Eigenschaft als Präsident des christlich organisierten Bundespersonals ein paar Worte zu den Ausführungen des Bundesrates über die Personalbezüge. Danach soll der Personalstopp weitergeführt werden; es seien keine Realloohnerhöhungen vorgesehen und nur ein mässiger Teuerungsausgleich eingerechnet. Bis heute, Herr Bundesrat, haben wir in echter Sozialpartnerschaft die Anstellungsbedingungen des Bundespersonals mit dem Bundesrat ausgehandelt, und die bei diesen Verhandlungen erzielten Kompromisse fanden in der Regel auch die Zustimmung des Parlamentes. Alle zusammen – Bundesrat, Parlament und Gewerkschaften – haben damit einen wertvollen Beitrag zur Erhaltung des sozialen Friedens geleistet, und ich kann mir nicht vorstellen – es wäre wohl auch kaum zu verantworten –, dass das in Zukunft anders sein sollte. Das Bundespersonal soll auch in Zukunft am allgemeinen wirtschaftlichen Fortschritt teilhaben. Da es aber nicht möglich ist, eine längerfristige Wirtschaftsprognose zu stellen, erwarte ich vom Bundesrat die Zusicherung, dass trotz einschränkender Zielvorgabe im Finanzplan im Bedarfsfall der notwendige Spielraum für Massnahmen im Personalsektor gewahrt bleibt und die bisherige bewährte Praxis weitergeführt wird.

Nun noch zwei, drei Worte zum Sparpaket; ich beschränke mich auf den Abschnitt Verkehr, der hier ja schon mehrmals angesprochen worden ist. Der Verkehr ist immer ein Spiegelbild der Wirtschaft. Geht es der Wirtschaft gut, ist auch die Nachfrage nach Verkehrsleistungen entsprechend, und umgekehrt. Der Verkehr ist aber, volkswirtschaftlich gesehen, auch immer ein Aufwandfaktor. Der Bundesrat stellt nun in seiner Botschaft fest, dass die Aufwendungen in diesem Aufgabengebiet in den letzten Jahren sehr stark gewachsen seien. Nach den Gründen für diese Tatsache sucht man in der Botschaft allerdings vergebens. Ich muss daher annehmen, dass der Bundesrat dieser wichtigen Frage nicht nachgegangen ist. So ist es denn auch nicht erstaunlich, dass uns Massnahmen vorgeschlagen werden, die überhaupt keinen Beitrag leisten, um das bestehende Malaise in der Verkehrswirtschaft und in der Verkehrspolitik zu bekämpfen oder gar zu bewältigen. Auch die Aufwendungen für den Verkehr werden damit nicht kleiner. Sie werden nur auf eine untere Stufe abgewälzt. Die vorgeschlagenen Massnahmen belasten vor allem die ohnehin meist notleidenden Privatbahnen. Ihre Ertragslage wird zusätzlich verschlechtert, vor allem dann, wenn man von den Bahnen erwartet, dass sie sich von einem Markt zurückziehen sollten. Dadurch werden vor allem die Privatbahnkantone und -gemeinden in unzumutbarem Ausmass mehrbelastet. Herr Diethelm hat vorhin darauf hingewiesen. Zudem ist der versprochene Finanzausgleich ebenfalls noch undurchsichtig. Mit der Verlagerung von Verkehrsausgaben werden ebenfalls keine Ver-

kehrsprobleme gelöst. Zudem sind die Auswirkungen der einzelnen vorgeschlagenen Massnahmen bei weitem nicht bekannt. Im weiteren finde ich es stossend, und ich kann daher diesen Massnahmen auf dem Verkehrssektor nicht zustimmen, dass noch rasch vor Abschluss der Arbeiten der Gesamtverkehrskommission Bestimmungen ins ordentliche Recht übergeführt werden sollen, die eindeutig den öffentlichen Verkehr benachteiligen.

Mit diesen Einschränkungen bin ich für Eintreten auf das Sparpaket, und ich bitte Sie, den Anträgen der Minderheit in bezug auf die Verkehrsprobleme zuzustimmen.

Stich: Nach den verschiedenen Diskussionen, die heute hier geführt worden sind, muss ich mich eigentlich fast fragen, ob es erlaubt sei, den Gottesdienst der Bundesratsparteien zu stören. Trotzdem scheint es mir, dass einige Bemerkungen sowohl zum Finanzplan als auch zum Sparpaket zu machen sind.

Sicher ist es nicht einfach, einen Finanzplan aufzustellen, mindestens so schwierig ist es aber auch, den Finanzplan zu begutachten, wenn man die Detailangaben, die dazu geführt haben, nicht kennt. Ich habe mir bei den Einnahmen verschiedene Überlegungen gemacht und auch versucht, verschiedenes zu rechnen; ich komme zum Schluss, dass man im ganzen bei der Mehrwertsteuer zu tief geschätzt hat, dass also der Ertrag voraussichtlich doch wesentlich höher ist; er ist ja auch tatsächlich früher höher geschätzt worden. Es gibt dafür verschiedene Überlegungen... Auf der einen Seite ist die Mehrwertsteuer eine reine Konsumsteuer. Der Vorsteuerabzug wird gerade heute, da die Investitionen ja sehr stagnieren, nicht allzu gross sein. Das ist auch ein Hinweis, dass man nicht ohne weiteres mit dem Verhalten bei der Warenumsatzsteuer vergleichen darf. Es kommt dann allerdings dazu, dass vielleicht gerade in einem Aufschwung, wenn eben mehr investiert wird, wenn der Vorsteuerabzug grösser wird, dann eventuell weniger Einnahmen aus der Mehrwertsteuer fließen.

Auf der Ausgabenseite bin ich vollends überzeugt davon, dass man hier eine zu starke Steigerung angenommen hat. Man kann auch hier verschiedene Überlegungen anstellen. Es hat mich eigentlich erstaunt, dass man heute nie vom Rechnungsabschluss des Bundes im Jahre 1976 gesprochen hat. Tatsache ist aber doch, dass im letzten Jahr die Ausgaben immerhin um mehr als 900 Millionen Franken tiefer sind, als sie effektiv budgetiert waren, mit den Nachtragskrediten, mit dem Arbeitsbeschaffungsprogramm. Ähnliche Situationen finden wir auch in den Kantonen, wo die Ergebnisse auch wesentlich besser ausgefallen sind, als sie budgetiert waren. Man muss sich doch bewusst sein, dass wir heute in einer vollends anderen wirtschaftlichen Lage stehen als in den letzten fünf Jahren, sowohl hinsichtlich der Teuerung, aber auch in bezug auf die tatsächlichen Investitionen. Man muss sich doch klar sein darüber, dass in den letzten Jahren auch die öffentliche Hand sehr viel geleistet hat in bezug auf Infrastrukturaufgaben. Verschiedene Probleme sind nun wirklich gelöst und kommen nicht wieder neu in den nächsten Jahren. Von diesem Gesichtspunkt aus muss man annehmen, dass ohne besondere, zusätzliche Anstrengungen eben die Ausgaben sich wieder normalisieren können. Gerade in dieser Hinsicht ist es ja interessant, wenn man vorher von der Ausgabenbremse gesprochen hat, dass man diese Ausgabenbremse, die ja beim Volk so gut angenommen worden ist, nie angewendet hat. Das zeigt doch eigentlich, dass offenbar dieses Parlament sich seiner Verantwortung bewusst war, dass man sorgfältig gewesen ist bei den Ausgaben, dass man also kein Geld verschleudert hat. Denn sonst hätte man sicher davon Gebrauch machen müssen.

Eine zweite Bemerkung zum Finanzplan: Im Finanzplan steht auf Seite 11: «Die Wiederherstellung des Haushaltsgleichgewichtes muss trotz dieser Schwierigkeiten oberstes Ziel unserer längerfristigen Politik bleiben.» Dann der

Schlussatz: «Der neue Finanzplan ist denn auch vom festen Willen getragen, den Haushalt bis Ende dieses Jahrzehnts wieder ins Gleichgewicht zu bringen.»

Diese beiden Sätze sind nicht akzeptabel. Der Ausgleich des Budgets ist nicht das oberste Ziel der Eidgenossenschaft, sondern wenn wir heute in dieser wirtschaftlichen Lage eine Zielsetzung haben müssen, dann muss es die sein, die Beschäftigung so gut wie möglich zu erhalten. Das ist das oberste Ziel und nichts anderes. Deshalb sind diese beiden Sätze schlicht und einfach falsch und nicht akzeptabel.

Nun, muss man sich gerade in diesem Zusammenhang doch auch fragen: Welche Auswirkungen haben das Sparpaket und der Finanzplan? Es wäre verhängnisvoll anzunehmen, es gehe im Moment nur gerade um diese Kürzungen, die im Sparplan angeführt sind mit den entsprechenden Kürzungen. Es heisst deutlich, dass z. B. der Bundesrat die Schweizerischen Bundesbahnen in ihrem Defizit sehr stark plafonieren wolle, dass man also bis in zwei Jahren das jährliche Defizit von 700 Millionen auf 500 Millionen Franken reduzieren wolle. Man kann sich fragen: Wie kann die SBB das erreichen? Wenn man daran denkt, dass man andererseits die Transportverpflichtung für Stückgut aufheben und damit nach Angabe in der Botschaft 30 Millionen Franken einsparen will, dann ist ganz klar, dass diese 30 Millionen Franken nur zu erzielen sind durch einen Personalabbau. Das bedeutet also mit anderen Worten, dass man allein in diesem Bereich mindestens den Personalbestand um 1000 Personen reduzieren will. Ich weiss, dass der Bundesrat sagen wird: Wir werden niemanden entlassen; das sind normale Mutationen, Pensionierungen, Todesfälle usw. Ich glaube das dem Bundesrat. Aber Tatsache bleibt, dass hier mindestens 1000 – ich sage ausdrücklich: mindestens 1000 – Personen eingespart und mindestens 1000 Arbeitsplätze vernichtet werden. Wenn man vom Defizit von 200 Millionen ausgeht, also von der Reduktion, dann muss man annehmen, dass es wahrscheinlich doch etwa 1000 bis 2000 Personen sind, die allein bei der SBB nicht mehr beschäftigt werden können. Das gleiche gilt dann automatisch auch bei den Privatbahnen. Wenn Sie von der SBB-Rechnung, von der Budgetreduktion ausgehen, dann werden Sie doch sehen, dass mindestens 150 Millionen Franken auf die Investitionen entfallen, dass also die SBB weniger investieren kann pro Jahr. Geht man davon aus, dass Sie die Belastungen, die auf die Kantone übertragen werden – es sind ja nicht Einsparungen, sondern Verschiebungen der Belastung, vor allem auf die Kantone –, diese zusätzlichen Kosten vor allem dadurch einsparen, dass sie weniger investieren, so muss man sich darüber klar sein, dass man im ganzen eine Reduktion der Investitionen von 200 bis 300 Millionen Franken pro Jahr hat. Hier ist auch selbstverständlich, dass, wenn Sie mit einem Multiplikator von 4 rechnen, dann die Auswirkungen auch auf das Bruttosozialprodukt ganz erheblich sind.

Nun kann Herr Allgöwer mir vielleicht auch sagen, ich hätte die dreissiger Jahre ja nicht erlebt. Meine erste Erinnerung an die Wirtschaft ist die, dass der Vater arbeitslos war. Ich glaube, Hans Schmid hat in dieser Hinsicht aus der Geschichte etwas gelernt. Herr Allgöwer hat wahrscheinlich nichts gelernt und alles vergessen. Es ist doch peinlich, wenn man heute feststellen muss, dass man im Grunde genommen die einfachsten ökonomischen Gesichtspunkte vernachlässigt, nur um einer gewissen Psychose des Sparens nachzukommen, einer Psychose des 12. oder 13. Juni, wie sie nun offensichtlich hier ausgebrochen ist. Aber langfristig können wir nicht anders als feststellen, dass durch diese Übung eben doch auch Arbeitsplätze vernichtet werden. Wir werden also hier die gleiche Politik treiben, wie sie die Privatwirtschaft treiben muss, wenn sie existieren will. Aber Aufgabe des Staates wäre es, einen Ausgleich zu schaffen.

Aus diesen Ueberlegungen kann ich diesem Programm nicht zustimmen.

Fischer-Bern: Ich möchte Ihnen beantragen, diesem Massnahmenpaket des Bundesrates vollumfänglich zuzustimmen und keinerlei Abstriche daran zu akzeptieren. Wir müssen uns darüber klar sein, dass damit nicht nur die Motion der eidgenössischen Räte vom Dezember des letzten Jahres befolgt wird, sondern vor allem auch der Auftrag, den uns Volk und Stände im Jahre 1974 und 1975 mit der überwältigenden Annahme der sogenannten Sparbremse gegeben haben.

Die Konsequenzen dieses Massnahmenpakets werden gering sein. Erstens weil ein wesentlicher Teil davon, Einsparungen oder Subventionseinschränkungen, bereits realisiert ist und damit nicht neu eine Reduktion der Bundesausgaben zur Folge haben wird. Zweitens weil die Einsparungen kompensiert werden durch die neuen Ausgaben, die, wie der Herr Kommissionsreferent deutscher Zunge gesagt hat, bevorstehen, nämlich die riesige Ausgabe für die AHV von 600 Millionen Franken, also ungefähr gleich viel wie durch diese Subventionsreduktion eingespart werden soll. Dazu kommen die vielen Millionen für die Hochschulförderung und für die Entwicklungshilfe. (Sie wissen, dass bei der Entwicklungshilfe nach dem verwerfenden Volksentscheid über die 200 Millionen an die IDA der Bundesrat nicht nur sofort 300 Millionen neu vorgeschlagen hat, sondern Sie stellen fest, wenn Sie den Finanzplan ansehen, dass darin eine Vergrösserung der Beiträge an die Entwicklungshilfe um etwa 100 Millionen Franken innert zwei Jahren vorgesehen ist.) Dazu kommen all die kleineren Dinge, die zurückgestellt worden sind: Technorama usw. Es ist also nicht so, dass wir hier einer Deflation entgegengehen, und diejenigen in diesem Saal, die heute morgen aus soi-disant konjunkturpolitischen Gründen gegen diese Tendenzen auf Vornahme gewisser Einsparungen gesprochen haben, haben in die Luft geschossen. Ich möchte Ihnen sagen, was viel deflatorischer wirkt – das richtet sich an die Herren Sozialdemokraten und an die Professoren aus St. Gallen, die sich hier geäussert haben – in diesem Land, das wird die Steuererhöhung um netto 2,5 Milliarden sein, wenn man das Steuerprogramm am 12. Juni akzeptiert.

Ich bin also der Meinung, man solle dieses Massnahmenpaket unverändert übernehmen. Es wird niemandem ernstlich weh tun, es ist, wie bereits gesagt worden ist, lediglich geeignet, die wildesten Schosse an diesem üppig wuchernden Baum der Bundesfinanzen abzuschneiden.

Was den Finanzplan anbelangt, so ist er begrüssenswert. Ich stelle vor allem fest, dass er eine ganz andere Einstellung offenbart als der Finanzplan, den wir vor genau einem Jahr hier in diesem Hause im Zusammenhang mit dem Regierungsprogramm behandelt haben. Es zeigt sich erst heute, wie unhaltbar, ich möchte sogar sagen wie unverantwortbar jener Finanzplan aus dem Jahre 1976 gewesen ist. Sie müssen sich aber darüber klar sein, dass durch diesen Finanzplan keine Wunder geschehen werden. Erstens bringt er lediglich eine gewisse Reduktion der Ausgabensteigerungen, nicht eine Reduktion der Ausgaben mit sich. Ich nenne Ihnen ein einziges Beispiel, das für alle anderen spricht, nämlich die Frage des Bundesbeschlusses über den Nationalfonds. Sie können nachsehen, da werden Erhöhungen von jährlich 10 Millionen Franken auch bei Annahme dieses Bundesbeschlusses, der ja zu Einsparungen führen soll, stattfinden. Es wird lediglich eine kleinere Ausgabensteigerung, anstatt 16 Millionen Franken eine solche von 10 Millionen Franken, entstehen. Dazu kommt, dass dieser Finanzplan ja nicht verbindlich ist. Er ist rechtlich nicht verbindlich und die politische Verbindlichkeit – da kann man einige Fragezeichen setzen, wir kennen uns ja alle. Wir können uns erinnern – es ist heute bereits gesagt worden –, wie rasch man wieder Gas gegeben hat, nachdem nach dem verwerfenden Volksentscheid vom Dezember 1974, die Sparbremse im Januar 1975 gezogen worden ist. Ich traue uns also nicht. Diesbezüglich wäre nur noch folgendes zu sagen: In der Finanzkommission war es direkt erfrischend, wie die Sozialdemo-

kraten aus ihrem Herzen keine Mördergrube gemacht haben. Wir haben es auch heute morgen gehört. Herr Hubacher hat klar und deutlich erklärt, es gehe darum, dem 12. Juni etwas Wind in die Segel zu geben. Das heisst doch auf gut deutsch, dass man nicht sparen will. Das haben übrigens seine Kollegen aus der gleichen Partei auch wiederholt. Man will nicht sparen, sondern man will einfach auf den 12. Juni hin dem Volkswillen – der nota bene auch in den Kreisen, die die Herren Sozialdemokraten hier vertreten, vorhanden ist – dem Volkswillen nach Einsparungen formell etwas Rechnung tragen. Ich möchte hier nicht über meine bürgerlichen Kolleginnen und Kollegen etwas Böses sagen, sondern lediglich feststellen, dass es erfreulich ist, wie seit dem Dezember 1976, also innert drei Monaten, die Einstellung gegenüber der Notwendigkeit, dass der Bund Einsparungen vornehmen muss, offenbar geändert hat.

Nach meiner Auffassung müssen wir jetzt diese Operation durchführen, und zwar vollumfänglich; ob sie für den 12. Juni eine andere Ausgangsbasis schaffen wird, ist aber meines Erachtens ausserordentlich fraglich. Denn die «Einsparungen», in Anführungszeichen, die wir jetzt vornehmen, sind zu bescheiden. Sie werden kompensiert durch neue Ausgaben, die ja ein Mehrfaches dessen ausmachen, was wir jetzt abstreichen, und gleichzeitig stehen wir vor einem Finanzplan, der, obwohl unverbundlich, sehr erfreulich ist, ich sage das noch einmal. Ich möchte meinerseits Herrn Bundesrat Chevallaz, mit dem ich sonst nicht viel Erfreuliches zu besprechen habe (Heiterkeit), danken, auch für die Intensität, mit der er diese Vorlage in der Finanzkommission vertreten hat. Aber ob beim Bundesrat und beim Parlament ein echter Gesinnungswandel eingetreten ist gegenüber der Zeit, wo wir den Finanzplan 1976 behandelt haben, oder gegenüber der Budgetdebatte 1976, wo wir uns über die gleichen Dinge unterhalten haben wie heute – da setze ich ein Fragezeichen. Wir werden dann sehen, ob das Schweizervolk diese Sparaktion *in extremis* wirklich als glaubwürdig betrachtet.

Egli-Winterthur: Sie werden vielleicht erstaunt sein, dass ich den Minderheitsantrag auf Nichteintreten unterstütze. Bevor ich darauf näher eintrete, möchte ich doch ein Bild aus der Jugendzeit, das mir heute morgen in den Sinn kam, voranstellen. Das Bild stellt eine Maus dar, die gebannt auf eine Schlange schaut und wartet, bis sie verschluckt wird. Etwa gleich kommt mir die Debatte vor, nur heisst die Schlange 12. Juni und Abstimmung über das Finanzpaket. Jedermann glaubt jetzt, mit dem Sparprogramm sei das Finanzpaket gerettet. Ich bin nicht ganz überzeugt davon, und wenn man mit den Leuten diskutiert, stellt man fest – obwohl diese Grundhaltung falsch ist –: Wenn jetzt Hunderte von Millionen gespart werden können, damit wir dem Finanzprogramm zustimmen, dann können nachher nochmals Hunderte von Millionen gespart werden. Ich möchte die Gründe, die die Herren Schmid und Stich vorbrachten, nicht wiederholen, sondern mich lediglich auf einige Aspekte beschränken. Festzustellen ist jedoch, dass bei den vorgeschlagenen Kürzungen Arbeitsplätze gefährdet werden, so z. B. durch die Schweizerischen Bundesbahnen. Wenn sie infolge der vorgeschlagenen Budgetkürzungen respektive den aufoktroierten Defizitkürzungen Waggonbestellungen sistieren, Lokomotivbestellungen hinausschieben, so bedeutet das nichts anderes als eine direkte Gefährdung der Arbeitsplätze. Die übrigen Punkte hat Herr Stettin bereits aufgeführt. Auch bei weiteren Kürzungsmassnahmen ist dasselbe festzustellen. Diese Sparmassnahmen werden gesamtschweizerisch Tausende von Arbeitsplätzen gefährden, und es ist fast boshaft anzunehmen, dass das einem Teil des Parlaments und dem Bundesrat heute nicht mehr soviel Bauchweh macht wie noch vor einem Jahr, weil die Arbeitslosenkasse nicht mehr durch die öffentliche Hand finanziert wird, sondern durch die Arbeitgeber und Arbeitnehmer selber. Wenn die Professoren beschenkt werden, möchte ich lediglich darauf hinweisen, dass Professor Küng, der sicher keiner der

Professoren ist, die linksextreme Tendenzen haben, am letzten Montag in einem Vortrag darauf hingewiesen hat, dass die genau gleichen Fehler gemacht werden wie in den dreissiger Jahren. Aber auch bei den Sozialleistungen wird gekürzt, speziell bei den Krankenkassen. Bereits die jetzige Summe ist gekürzt. Wir hatten für 1975 und 1976 je eine Kürzung von 10 Prozent beschlossen. 1977 beträgt diese bereits 11,5 Prozent. Der Bundesrat schreibt dagegen selbst, dass eine Abflachung der Kosten noch nicht erfolge. Die Krankenkassenausgaben seien von 1975 auf 1976 um 24 Prozent gestiegen; im Jahre 1976 werden sie voraussichtlich um weitere 7 Prozent steigen. 1978 will der Bund auf Kosten der Versicherten 150 Millionen und 1979 260 Millionen sparen. Das ist ein eindeutiger Abbau der Sozialleistungen und nicht nur eine Plafonierung. Man könnte auch bei dieser Gelegenheit dem Bundesrat Phantasielosigkeit vorwerfen. Er beschränkt wohl die Subventionen der Krankenkassen, sorgt aber nicht dafür, dass auch die Ausgaben in dieser Richtung gestoppt werden. Auch die Motion der Finanzkommission hat, wenn überhaupt, nur eine psychologische Wirkung. Den Kantonen ist es z. B. nicht möglich, aufgrund der Steuerunterlagen die effektiven Einkommen der Aerzte zu erfassen. Denken wir hier nur an die Aerzte, die einen Teil ihrer Forderungen per Mandat verlangen oder Einzahlungsscheine an ausserkantonale Banken den Rechnungen beilegen. Vom Bareinzug nicht zu sprechen. Hier könnte nur eine genaue Ueberwachung der Aerzte, wie sie eigentlich Artikel 23 des Kranken- und Unfallversicherungsgesetzes verlangt, Abhilfe schaffen. Die Beispiele sind nicht aus der Luft gegriffen; wenn sie sogar in der Aerzte-Zeitung veröffentlicht werden, dann lässt das tief blicken. Von einem eigentlichen Giesskannensystem bei den Krankenkassen kann auch keine Rede sein. Die Bundesbeiträge werden vorwiegend für die Verbilligung der Frauenprämien verwendet.

Wäre dies nicht der Fall, so wäre ein Lastenausgleich bei einer vom Gesetz vorgeschriebenen maximalen Prämien Differenz von 10 Prozent zwischen Männern und Frauen nicht mehr möglich. Es würden sich zwangsläufig günstigere Männerkassen und prämiemässig recht ungünstige Frauenkassen bilden. Selbst bei der vorgesehenen Reduktion der Bundesbeiträge wird eine jährliche Prämienerrhöhung von mindestens 10 Prozent notwendig sein. Und das ausgerechnet dann, wenn die Arbeiterschaft nicht einmal mehr den vollen Teuerungsausgleich in einzelnen Betrieben erhält, geschweige denn Reallohnverbesserungen. Mit allen Mitteln sollte der Bund versuchen, die Kosten im Gesundheitswesen in den Griff zu bekommen. Wohl werden im Moment überall mit schönen Worten die Probleme aufgezeigt, doch wird es dabei bleiben. Die einzelnen Kostenverursacher werden kaum angesprochen. Die dramatische Kostenentwicklung im Gesundheitswesen zeigt sich z. B. darin, dass die Arztkosten viel mehr stiegen als der Landesindex der Konsumentenpreise. Bei den Arzneimitteln ist der Anstieg noch höher. Die chemische Industrie – und Herr Auer könnte hier Verbindung spielen – könnte einiges zur Verbilligung der Kosten im Gesundheitswesen beitragen. Es wäre interessant zu vernehmen, wie der Bundesrat gedenkt, diese Kostenentwicklung in den Griff zu bekommen. Aus den bereits von den Vorrednern erwähnten Gründen werde ich also gegen Eintreten stimmen und, wenn Sie Eintreten beschliessen, den Antrag Grobet unterstützen.

M. Chavanne: La situation de la Suisse peut se résumer en quelques phrases: premièrement, récession économique, très peu de chômeurs mais perte de plus de 300 000 postes de travail. Deuxièmement: une monnaie très forte qui assure des bénéfices importants – d'après ce que nous lisons dans les journaux – à tous les circuits qui s'occupent uniquement de finances (banques, assurances, etc.), mais qui fait peser un danger permanent sur l'éventuelle reprise de nos exportations. Ces deux faits doivent être considérés en même temps. Selon ce que dit toute la

presse, nous avons réussi à éviter l'inflation. Evidemment que si avec une monnaie aussi solide on n'arrivait pas à un tel résultat, ce serait terrible, parce qu'enfin l'inflation et le prix de l'argent interviennent dans nos possibilités d'exportation. Nous avons donc maintenu une inflation très faible, ce qui est heureux, mais au prix d'un argent certainement surévalué, qui ne sert en fait, encore une fois, que les jeux financiers.

Nous voyons une opposition – je dirai – assez nette dans les deux cas: d'abord des avantages immédiats financiers en raison du petit nombre de chômeurs à payer et d'une faible inflation, mais d'autre part la disparition de 300 000 postes de travail.

Or on ne se rend pas compte, actuellement, de cette situation: l'homme, le chômeur, le travailleur, occupe très peu de place. On entend certains dire que les retraités de telle ou telle administration centrale ne devront pas être remplacés mais on ne songe pas que demain – c'est ce que nous devons craindre – ce seront les jeunes, simplement, qui ne seront pas engagés. Nous aurons alors un chômage comme celui – on a pu le lire ce matin – en France où la moitié des chômeurs ont moins de 25 ans! Ces faits semblent ne pas apparaître: le chômage, nous n'en avons pas! Est-on pourtant certains de continuer à ne pas en avoir et d'arriver à une situation aussi terrible que celle que je viens de citer et qui touche actuellement toute l'Europe occidentale?

Ce sont donc des données extrêmement importantes qui devraient être prises en considération lorsqu'on exprime ce désir de déflation, d'économie à tout prix, espèce de joie de voir la Confédération se serrer la ceinture – entre nous soit dit, nous ne le faisons pas spécialement dans cette assemblée, mais ce sont plutôt les travailleurs modestes – si tout ce qui est prévu dans ce plan devait arriver.

Autre exemple de difficulté que nous connaissons bien actuellement: il y a quelques semaines, M. Brugger répondait assez violemment à l'un de nos collègues – qui n'est pas un socialiste fervent d'ailleurs – en lui rappelant que les professeurs s'opposaient à certaines formes de relance et cela avait semblé être l'essentiel dans la discussion. Aujourd'hui, il se trouve que certaines personnes, aucunement susceptibles d'être cataloguées socialistes, les trois professeurs suisses alémaniques – je vous signale en passant que le professeur de Genève n'était pas d'accord avec eux – ces trois professeurs donc disent maintenant le contraire et avec la même force on conteste leur point de vue. Ils n'y ont, en effet, pas été avec le dos de la cuillère, ils ont parlé de catastrophe, ils ont taxé d'infiniment regrettable, d'extrêmement dangereuse, la situation qui veut que l'unique but visé ici soit à peu près l'équilibre des finances. Ils l'ont dit, ils l'ont répété et nous savons, depuis la grande crise de 1930, que ce n'est pas, comme le faisait Hoover, en diminuant les dépenses d'Etat que l'on peut relancer une économie, mais bien comme le faisait Roosevelt, en relançant la consommation intérieure et par conséquent aussi l'exportation.

Dans le débat que nous avons eu ce matin, qui a raison? Est-ce que la Suisse court un danger extrême en voulant à tout prix équilibrer ses finances? Ne devrions-nous pas relancer d'une façon très raisonnable – je ne dis pas de relancer des industries qui marchent bien – mais ne pourrions-nous pas faire en sorte d'obtenir une relance réelle, éventuellement et probablement basée sur l'emprunt – même si on doit l'imaginer non pas à 3¼ pour cent, mais à 4 pour cent, ce qui faciliterait peut-être le placement.

Encore une fois, lorsqu'on supprime des places de travail, qu'on le veuille ou non, on crée du chômage, ce qui de toute façon nuit à l'économie de notre pays.

On voit dans le plan comment les dépenses vont être réparties en 1979. La défense nationale, +7,2 pour cent en une année qui a bénéficié au plus haut point de la relance au moment même où on diminuait les dépenses sociales. Beaucoup de gens disent que ce n'était pas un démantèlement social, je voudrais bien savoir alors comment on

appelle ce qu'on fait depuis quelques années? Croyez-vous d'ailleurs que tout va se passer aussi facilement? Exemple: actuellement l'assurance-maladie, pour laquelle on a refusé un financement raisonnable, proportionnel aux salaires: nous allons pour cette assurance vers des dépenses qui deviennent insupportables aux familles ayant deux enfants. L'assurance AVS, bien sûr, on la renvoie aux calendes grecques – je crois d'ailleurs que c'était prévu dès le départ. Quant au deuxième pilier il est bien difficile à édifier avec son plafond de cotisation et sa capitalisation. Est-on sûr qu'avec 2,4 pour cent d'augmentation de la prévoyance sociale, en 1979, le peuple sera aussi heureux qu'on veut bien le prétendre en affirmant qu'il ne veut qu'une chose, des économies de la Confédération.

Les communications, les chemins de fer privés ou les CFF – on les a cités – restent encore, qu'on le veuille ou non, nécessaires à la vie économique de notre pays pour faire vivre des vallées isolées ou, sur les grandes lignes, pour permettre aux personnes qui ne possèdent pas d'automobile – et l'on sait combien nous coûte ce moyen de transport – de se déplacer dans des conditions normales. Un pour cent, est-on bien sûr que c'est là quelque chose de raisonnable dans l'économie d'un pays vouée en partie au tourisme et où de nombreuses personnes encore maintenant et fort heureusement n'ont pas de voiture? Pour ce qui est de l'enseignement – 4,2 pour cent – j'ai déjà eu l'occasion de dire ici la stupéfaction avec laquelle j'ai vu, lorsque la forte récession est apparue, la diminution des réserves de la recherche scientifique. Dans n'importe quel pays raisonnable – je crois – on s'efforce de les rendre ces recherches plus productives. Mais dans un pays qui n'a aucune richesse naturelle, comment peut-on commencer par réduire la recherche scientifique? Quant à l'agriculture, nous sommes dans des chiffres beaucoup moins importants. Mais le – 7,2 pour cent de 1979, par exemple, du militaire sera certainement discuté.

Cette volonté générale de dire qu'il n'y a de salut que par l'équilibre financier sans emprunt important nouveau, ce refus même de prendre en considération ce que disent les professeurs ou des experts de l'OCDE, je pense que c'est une raison pour certains socialistes de voter la motion Schmid en disant que ces affaires doivent être réétudiées complètement et qu'il y a des décisions dangereuses pour l'économie nationale suisse.

Biel: Es ist schön, als letzter Redner zu diesem Problem Stellung zu nehmen, zumal ich ja nicht zu dem erlauchten Kreis jener gehöre, die dabei waren, als man scheinbar das Schicksal dieser Vorlagen entschieden hat. Es gibt immerhin einige Dinge in diesem Gesamtzusammenhang aus finanzpolitischer Sicht zu überlegen.

Doch zuerst noch einige Worte zur konjunkturpolitischen Situation. Ich habe sehr oft die Worte «Deflation», «deflationär» gehört. Deflation ist ein monetäres Phänomen. Wenn die monetären Bedingungen nicht gegeben sind, kann es keine Deflation geben. Solange wir eine Geldmengengenpolitik betreiben, die ausreichend ist, die reichlich bemessen ist, auch im Zuwachs, ist es unsinnig, überhaupt von Deflation zu sprechen.

Etwas anderes ist die Wirkung des Staatshaushaltes, der öffentlichen Ausgaben auf die volkswirtschaftliche Nachfrage. Kollege Jaeger hat versucht, hier etwas differenzierter vorzugehen und auf einige Dinge hinzuweisen. Er hat zu Recht gesagt: Auch wenn die Ausgaben zunehmen, aber mit einer abnehmenden Rate, kann es sein, dass ein bremsender Einfluss ausgeübt wird. Es kann sein, aber es muss nicht. Es ist aber auch möglich – weil wir ja im Finanzplan längerfristige Überlegungen antreffen –, dass es sogar erwünscht ist, dass 1979 oder 1980 ein bremsender Einfluss vom Bundeshaushalt ausgeübt wird. In diesem Zusammenhang dürfen Sie nie vergessen, dass die Höhe des Defizites an sich nicht aussagekräftig ist. Beispielsweise 1969 hatten wir kein Defizit im Bundeshaushalt, wir hatten sogar einen Ueberschuss. Dennoch ist vom damaligen

Bundeshaushalt ein expansiver Effekt auf die Volkswirtschaft ausgegangen. Es kommt sehr darauf an, welche Ausgaben wie zunehmen gegenüber dem Vorjahr. Das ist das Entscheidende. Ich glaube nun, nachdem wir – das ist auch ein Unterschied zu den dreissiger Jahren – eine andere monetäre Politik betreiben und der Wille vorhanden ist und die Möglichkeiten da sind, jederzeit mit einem Zusatzprogramm anzutreten, die Bedingungen also sehr differenziert zu werten sind.

Doch nun zum Finanzplan. Der Bundesrat hat die Motion des Parlaments ausgeführt. Heute morgen habe ich viel davon gehört, dass wir jetzt die Bundesfinanzen in den Griff nehmen. Das glauben Sie selbst nicht. Auf dem Papier haben wir sie in den Griff genommen, aber ob wir sie in der Wirklichkeit in Griff nehmen, wage ich zu bezweifeln, zumal wir mit dem Finanzplan Dinge verteilen, über die wir noch gar nicht verfügen. Das müssen wir einmal sehen.

Ich werfe nun dem Finanzplan etwas anderes vor. Ich bin nicht sicher, ob wirklich hinter diesen einzelnen Posten Prioritätsüberlegungen stehen. Der Bundesrat sagt uns das. Aber wir können das als Parlamentarier nicht nachvollziehen. Möglicherweise hat man sich in gewissen Amtsstuben Prioritätsüberlegungen gemacht. Aber sicher sehen Sie das aus dem Finanzplan nicht. Ich zeige Ihnen nur ein manifestes Beispiel: die Landwirtschaftsausgaben. Letzte Woche haben wir im Saal Massnahmen diskutiert, die dazu führen sollen, dass wir die Verwertungsausgaben für Ueberschüsse reduzieren. Dennoch nehmen die Landwirtschaftsausgaben frisch-fröhlich zu, nach Finanzplan auf über 1,6 Milliarden Franken. Da kann man doch nicht sagen: dahinter stehen Prioritätsüberlegungen. So steht es mit verschiedenen Positionen.

Eigentlich müssten wir die Sachüberlegungen kennen, die der Bundesrat angestellt hat, sofern er das überhaupt gemacht hat, was ich bezweifle, beim Zusammenstellen des Finanzplanes. Oder hat man doch nur versucht, nach Möglichkeit die Ausgabenentwicklung etwas zu steuern und hat das Bremsen der Ausgaben verteilt, wie es so geht, überall, wo man eine kleine Möglichkeit gefunden hat. Ich glaube, diese Beurteilung dürfte eigentlich zutreffen.

Was positiv ist auf lange Sicht, ist zumindest der Wille, das weitere Anwachsen der Staatsquote, des Anteils der öffentlichen Haushalte am Sozialprodukt, zu stabilisieren; denn auf die Dauer müssen wir uns im klaren sein – und das zeigen uns alle ausländischen Erfahrungen –: Wenn der Anteil des Staates gewisse Grenzen sprengt und vor allem, wenn er zu rasch anwächst, hat das langfristig auf die Leistungsfähigkeit der Wirtschaft negative Auswirkungen. Das ist ganz klar. Dieser Wille zumindest, diese sogenannte Staatsquote zu stabilisieren, auch er gehört in die längerfristige Ueberlegung, die wir anstellen müssen.

Nun noch ein Letztes: Wir gehen vor im Bereich der Ueberweisungen. Wir haben in der Kommission darüber diskutiert, ob es nicht angezeigt wäre, in diesem weiten Bereich, der über die Bundesbeiträge nach der sachlichen Gliederung hinausgeht, einmal Ordnung zu schaffen, beispielsweise durch ein Subventionsgesetz, das nicht nur die Kriterien festhält, nach denen Subventionen gewährt werden sollen, sondern das auch Möglichkeiten gibt, um gewisse Automatismen der Subventionserhöhungen zu bremsen. Wir wissen, dass im Ständerat eine Motion von Ständerat Muheim vorliegt, die zumindest in einem Teil die gleichen Absichten verfolgt. Wir werden einmal zusehen, wie der Bundesrat auf diese Motion reagiert und was er dazu sagt, und werden uns vorbehalten, gelegentlich darauf zurückzukommen.

Zusammenfassend: Planen im eigentlichen Sinn, wie ich Finanzplanung verstehe, das haben wir noch nicht gemacht. Wir haben einige Ansätze dazu gezeigt, global, aber im übrigen hat man doch in verschiedenen wichtigen Bereichen den Fatalismus weiterlaufen lassen und hat nur punktuell korrigiert. Entscheidend ist nun, was wir künftig tun, und entscheidend ist auch, wie die Gesamtentwicklung

geht. Es kann durchaus sein, dass sogar das Bremsen der Ausgaben viel zu gering ist, sollte unsere Wirtschaft in zwei Jahren vielleicht, oder drei, wieder in einen Aufstiegstrend hinein geraten. Es könnte aber auch sein, dass wir ganz kräftige Konjunkturmassnahmen betreiben müssen. Das bleibt offen, das ist heute nicht beantwortbar. Und wir werden dafür sorgen müssen, dass wir manövrierfähig bleiben.

*Hier wird die Beratung abgebrochen
ici, le débat est interrompu*

*Schluss der Sitzung um 13.00 Uhr
La séance est levée à 13 heures*

Finanzplan 1978-1980

Plan financier 1978-1980

In	Amtliches Bulletin der Bundesversammlung
Dans	Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale
In	Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale
Jahr	1977
Année	
Anno	
Band	I
Volume	
Volume	
Session	Frühjahrssession
Session	Session de printemps
Sessione	Sessione primaverile
Rat	Nationalrat
Conseil	Conseil national
Consiglio	Consiglio nazionale
Sitzung	08
Séance	
Seduta	
Geschäftsnummer	77.009
Numéro d'objet	
Numero dell'oggetto	
Datum	16.03.1977 - 08:00
Date	
Data	
Seite	177-204
Page	
Pagina	
Ref. No	20 005 517

Dieses Dokument wurde digitalisiert durch den Dienst für das Amtliche Bulletin der Bundesversammlung.
Ce document a été numérisé par le Service du Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale.
Questo documento è stato digitalizzato dal Servizio del Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale.